Université Paris 8
Institut Français de Géopolitique

Larcan Alexandre
19012885

Mémoire de Master 2

La normalisation des relations de la Géorgie avec la Russie autour du territoire abkhaze depuis la prise de contrôle du champ politique géorgien par Bidzina Ivanishvili.

Sous la direction de André Filler

2019-2020

Contrat de diffusion électronique d'un travail universitaire

Entre :

L'Institut français de géopolitique (IFG) de l' Université Paris 8 Pris en ses locaux
Représenté par son directeur en exercice
D'une part

ET :

M. Larcan Alexandre
Né le 30/03/94
À Paris
Demeurant 7 square Adanson 75005 d'autre part

Sujet du mémoire/thèse : La normalisation des relations de la Géorgie avec la Russie autour du territoire abkhaze depuis la prise de contrôle du champ politique géorgien par Bidzina Ivanishvili.

Il est préalablement exposé :

1. Le présent document a pour objet de régler les questions liées à la possibilité de diffusion d'un travail universitaire réalisé dans le cadre dans le cadre de sa formation à l'IFG.

2. Le souci des parties prenantes au présent contrat est de faciliter l'accès au savoir et de contribuer tant à la renommée de l'auteur qu'à celle du travail réalisé.

ARTICLE 1

L'œuvre ayant le caractère d'un travail universitaire, un exemplaire intégral électronique doit être déposé au secrétariat de l'IFG. L'auteur atteste sur l'honneur que l'exemplaire électronique ainsi déposé a un contenu identique à celui de son mémoire/thèse déposé(e) et soutenu(e) devant le Jury.

ARTICLE 2

L'auteur autorise les diffusions suivantes de l'œuvre :

OUI

Diffusion par Internet via le site de l'IFG Paris 8 au format .pdf

ARTICLE 3

La présente convention n'implique pas l'obligation par l'IFG de faire usage des autorisations qui lui sont données. La diffusion effective, tout comme son éventuelle suppression n'implique en aucun cas une appréciation au bénéfice de l'auteur ou des tiers, du contenu de l'œuvre diffusée, et ne saurait être source de responsabilité à l'égard des tiers.

De même, l'auteur demeure responsable sur la base du droit commun, du contenu de son œuvre.

ARTICLE 4

Les autorisations de diffusion données à l'IFG n'ont aucun caractère exclusif et l'auteur conserve toutes les autres possibilités de diffusion concomitantes de l'œuvre qui lui appartiennent initialement.

ARTICLE 5

L'auteur de l'œuvre conserve l'intégralité des droits qui sont les siens en matière d'autres diffusions de ce travail .

ARTICLE 6

En cas de changement de législation concernant la diffusion des travaux à caractère universitaire, les parties conviennent dès à présent de maintenir les clauses du présent contrat compatibles avec la nouvelle législation.

Fait à Tbilissi Le 20/08/20

Approuvé par Alexandre Larcan le 20/08/20

Nom et prénom : Larcan Alexandre **Année : 2019/2020**
Sous la direction de : André Filler **M2**

Titre du mémoire : La normalisation des relations de la Géorgie avec la Russie autour du territoire abkhaze depuis la prise de contrôle du champ politique géorgien par Bidzina Ivanishvili.

Les enjeux géopolitiques : Intégralité territoriale de la Géorgie concernant l'Abkhazie. Retour au dialogue entre Moscou et Tblissi depuis la prise du champ politique géorgien par Bidzina Ivanishvili.Comment parle on avec la Russie ?

Les acteurs : L'OTAN et l'Union européenne
Géorgie, Russie.
Abkhazie
Vladimir Poutine et Bidzina Ivanishvili

Les ensembles spatiaux : Sud-Caucase / Russie / Géorgie / Abkhazie

Mots clés : Guerre/ conflit gelé / conflit séparatiste / Normalisation / Dialogue / Paix / Intégration européenne

Résumé (10 lignes) : La question des indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud est au centre des la détérioration des relations entre la Géorgie et la Russie. En effet, ces conflits séparatistes dépassent le cadre des différends territoriaux internes à la Russie et à la Géorgie. Ils ont un impact régional et international qui constitue l'un des principaux obstacles au développement entre Tbilissi et Moscou.

À travers le cadre de l'Abkhazie, nous étudierons la politique de normalisation mise en œuvre depuis 2012 par Bidzina Ivanischili. Celle-ci a permis de relancer le dialogue qui était au point mort et a permis de trouver des points de convergence indispensables pour engager la Géorgie sur la voie d'un développement européen tout en gardant des relations de bon voisinage avec la Russie. À cet effet, nous serons amener à répondre aux questions : Comment parler avec la Russie au sujet de l'Abkhazie ? Et plus globalement peut-on et comment parler avec la Russie ?

Name & forname: Larcan Alexandre **Year :**2019/2020
Under the supervision of: André Filler **M2**

Title: The normalization of Georgia's relations with Russia around Abkhaz territory since the award of control of the Georgian political field by Bidzina Ivanishvili.

Geopolitical issues: Territorial integrity of Georgia concerning Abkhazia. Return to the dialogue between Moscow and Tblissi from the Georgian political field prize by Bidzina Ivanishvili. How do we talk with Russia?

Actors: NATO and the European Union
Georgia, Russia.
Abkhazia
Vladimir Putin and Bidzina Ivanishvili

Spaces: South Caucasus / Russia / Georgia / Abkhazia

Keywords: War / frozen conflict / separatist conflict / Normalization / Dialogue / Peace / European integration

Abstracts (10 lines) : The issue of the separatists of Abkhazia and South Ossetia is at the center of the deterioration of relations between Georgia and Russia. Indeed, these separatist conflicts go beyond the framework of internal territorial disputes in Russia and Georgia. They have a regional and international impact which constitute one of the main obstacles to development between Tbilisi and Moscow.

Through the framework of Abkhazia, we will study the politics of standardization implemented since 2012 by Bidzina Ivanischili. This made it possible to relaunch the dialogue which was at a weak point and made it possible to find points of convergence essential to engage Georgia on the path of European development while maintaining good neighborly relations with Russia. To this end we will be led to answer

the questions how to talk with Russia about Abkhasia and more generally can we and how do we talk with Russia?

REMERCIEMENTS

Je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements à Monsieur André Filler, professeur des universités – université Paris VIII-Saint-Denis, Institut français de géopolitique – pour la confiance qu'il m'a accordée et pour l'intérêt qu'il a manifesté pour cette recherche dont il m'aidé à choisir le sujet.

J'exprime toute ma gratitude à Monsieur Régis Genté, journaliste indépendant basé à Tbilissi, grand spécialiste du Caucase, correspondant du *Figaro*, à Radio France internationale (RFI) et France 24, pour son accueil chaleureux, son approche didactique qui a stimulé mes questionnements et pour l'ouverture de son carnet d'adresse personnel qui m'a permis de réaliser des études de terrain, hélas restreintes à cause de la crise du Covid-19. Je le remercie également pour ses conseils de lectures et l'accès à certaines sources d'informations grâce auxquels j'ai pu réaliser une recherche bibliographique originale, composée de sources non disponibles en France.
Je le remercie enfin pour sa disponibilité et sa réactivité et pour avoir accepté de faire partie du jury de soutenance de ce mémoire.

Je remercie Messieurs Torniké Sharashenidzé, Konely Kakachia et Sergi Kapanadzé qui ont bien voulu me recevoir et répondre avec simplicité à mes questions, manifestant en outre un intérêt bienveillant.

Je remercie ma mère pour son soutien indéfectible tout au long de mon cursus universitaire, encourageant mes voyages, stages et échanges universitaires dans plusieurs pays étrangers et pour m'avoir transmis sa passion pour la Russie et le monde russophone, passion qui s'est révélée chez moi lors de mon premier séjour en Sibérie, a motivé le choix de mon inscription à ce master 2 et se poursuit et s'intensifie avec la découverte de la Géorgie.

Sommaire

Page de garde : P1

Contrat de diffusion : P2

Page concernant mon sujet : P4

Remerciement : P7

Sommaire : P8

Index lexique : P10

Introduction p11

I) Histoire et racines du conflit. P16

a) Racines du mal et géographie des identités P16
b) La montée des tensions puis la guerre d'indépendance géorgienne P22
c) Abkhazie, objet géopolitique pour la Russie P27
d) Crise de 2008, « Une préparation maison », pour le Caucase P32
e) Bidzina Ivanishvili, oligarque et acteur géopolitique P37

II) Les outils de la politique de normalisation depuis 2012 P45

a) Retour au dialogue, processus de Prague P45
b) « Un pas vers un avenir meilleur», initiative de paix, facilitation du commerce entre les lignes de partage P57
c) Processus de Genève P61

III) Résultats de cette politique de normalisation initiée par Bidzina Ivanishvili P68

a) Les résultats de la politique de normalisation. P68
b) Avoir le soutient de puissants acteurs internationaux. P73

c) Politique de patience et avenir de la Géorgie. P78

Conclusion : P85

Bibliographie : P88

Annexes : P96

Carte 1 P96
Carte 2 P97
Carte 3 P98

Figure 1 : P99
Figure 2 : P100
Figure 3 : P101
Figure 4 : P102

Table des entretiens : P103

Abréviations

ALECA : Accord de libre-échange complet et approfondi

AMF : Assistance macro-financière

BTC : Bakou-Tbilissi-Ceyhan (oléoduc)

BTE : Bakou-Tbilissi-Erzouroum (gazoduc)

CEEA : Communauté européenne de l'énergie atomique

CEI : Communauté des États indépendants

CPMC : Confédération des peuples montagnards du Caucase

CS : Conseil de sécurité de l'ONU

KGB : Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti, soit le Comité pour la sécurité de l'État

MSUE : Mission de surveillance de l'Union européenne

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONU : Organisation des Nations unies

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

OSCE : Organisme pour la sécurité et la coopération en Europe

PIB : Produit intérieur brut

RA : République autonome

RSFSR : République socialiste fédérative soviétique de Russie

RSS : République socialiste soviétique

SEAE : Service européen pour l'action extérieure

SGS : Société générale de surveillance

UE : Union européenne

UNM : Mouvement national uni

Normalisation des relations de la Géorgie avec la Russie l'exemple du conflit abkhaze

Depuis le 25 octobre 2012, la Géorgie a un gouvernement dont la politique envers la Russie se veut de « normalisation ». Elle a été instaurée par Bidzina Ivanichvili, milliardaire qui a fait fortune dans la Russie des années 1990, devenu homme fort de la petite République du Caucase du Sud à l'occasion des élections parlementaires de 2012. L'oligarque s'était en effet lancé en politique dans sa Géorgie natale un an plus tôt à la surprise générale afin, disait-il, de renverser par les urnes le président Mikheïl Saakachvili, coupable entre autres à ses yeux de dérive autocratique et d'avoir provoqué la Russie lors du conflit de l'été 2008.

Très vite, une fois devenu Premier ministre (le 25 octobre 2012), Bidzina Ivanichvili a tenté d'apaiser les relations avec Moscou. Cette politique se voulait aux antipodes de celle conduite précédemment par Mikheïl Saakachvili, qu'Ivanichvili et son équipe qualifiaient de provocatrice à l'égard de la Russie, pays certes agressif mais que la petite Géorgie, avec ses 3,7 millions d'habitants, est bien incapable de combattre. Cette politique de normalisation était basée sur une attitude de bonne volonté, de recherche de sujets d'entente à travers la mise en place d'un mécanisme de diplomates qui se rencontrent à intervalle régulier généralement à Prague (les deux pays ayant rompu leurs relations diplomatiques depuis 2008) et de retenue pour ne pas répondre aux provocations russes.

Cette approche générale vis-à-vis de la Russie intéressait fortement la population géorgienne notamment pour ce qui était de la résolution du conflit avec l'Abkhazie et, dans une moindre mesure, l'Ossétie du Sud. Ces deux régions sécessionnistes, depuis les conflits respectifs de 1991-1992 et 1992-1993, sont en effet au cœur des préoccupations des Géorgiens, l'Abkhazie représentant pour eux une sorte de « paradis perdu ». En effet, nombre de Géorgiens se souviennent encore avec émotion de leurs vacances sur les plages de la « perle de la mer Noire ». D'une façon générale, les Géorgiens se sentent affectés du fait que leur pays a perdu le contrôle sur 20 % de son territoire.

Huit ans après avoir initié cette politique de normalisation des relations avec la Russie, de démonstration de sa bonne volonté, qu'a réellement obtenu la Géorgie ? Notamment concernant cette question si chère au cœur de chacun, celle du retour de

l'Abkhazie sous le contrôle de Tbilissi ? Force est d'admettre que la politique initiée par Ivanichvili n'a guère produit de résultats pour ce qui est des deux conflits sécessionnistes qui altèrent la vie et le développement de la Géorgie depuis trois décennies. Les détracteurs du gouvernement géorgien actuel estiment que rien n'a été obtenu malgré cette politique de conciliation, qu'ils jugent souvent humiliante pour la Géorgie, jamais la Russie n'ayant même autant posé de barbelés, de façon démonstrative et donc pénible pour la population et le pouvoir géorgiens, autour de l'Ossétie du Sud que ces dernières années.

Cependant, les vins géorgiens sont revenus sur le marché russe en 2013, les touristes russes affluent dans le pays, du moins jusqu'à la crise de l'été 2019 qui a conduit le Kremlin à interdire les vols entre les deux pays. Les crises politiques et diplomatiques entre Tbilissi et Moscou semblent moins nombreuses, les Géorgiens prenant soin de ne pas irriter les Russes grâce, entre autres, aux entretiens de Prague. Le risque de conflit armé semble un peu s'éloigner et ce n'est pas rien.

Toutefois, malgré cette politique de « bonne volonté » initiée par un oligarque qui connaît parfaitement les rouages du Kremlin et que certains soupçonnent d'être « tenu » par lui, la Géorgie n'a pas changé radicalement de cap. Sa politique et sa stratégie visent toujours résolument à l'intégration euro-atlantique. Certes, depuis la guerre de 2008, les perspectives d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN semblent très faibles, voire nulles. Les détracteurs d'Ivanichvili estiment donc que cela ne lui coûte rien de garder officiellement ce cap, le Kremlin étant rassuré sur ce point de vue. Ce maintien du cap pro-occidental est sans doute ce qui explique les tensions qui persistent entre Tbilissi et Moscou. Mais n'importe quel gouvernement géorgien serait sans doute obligé d'afficher une politique qui tourne le dos à Moscou, ce choix de fond ayant semble-t-il des racines profondes.

Pour les Géorgiens, l'Abkhazie fait partie de leur territoire. Au préalable, il est nécessaire de situer l'Abkhazie ainsi que la Géorgie dans leur environnement géographique.

La Géorgie fait partie des quatre États du Caucase du Sud[1]. Tirant profit de son caractère montagneux et difficilement pénétrable, de nombreuses populations, chassées par les peuples voisins ou lointains comme les Turcs, Mongols, Persans, Arabes ou

[1] Voir carte 1 en annexe p96 , réalisée par mes soins avec le logiciel Inkskape.

Russes, y ont trouvé refuge tout au long de l'histoire ; d'où sa diversité ethnique probablement unique au monde[2].

Cette variété ethnique et leur revendication territoriale sont à l'origine de tensions et de crises à l'intérieur des États qui partagent le Caucase. Aux cartes des États, des peuples et des religions, il faut ajouter celle des ressources énergiques qui en fait un carrefour stratégique de tout premier plan[3].

Sur la côte nord-ouest de la Géorgie s'étend sur 8 653 km² une République autoproclamée seulement reconnue, à la date où nous publions ce mémoire, par la Russie, le Nicaragua, le Venezuela, Nauru et la Syrie : la République d'Abkhazie[4].

Aujourd'hui, cette province compte 240 000 habitants. Son passé révèle une lutte permanente d'une autonomie ou la recherche de l'indépendance à l'intérieur des grands ensembles géopolitiques, de l'Empire byzantin à la République géorgienne en passant par la Russie tsariste et la Russie soviétique.

Placée comme République autonome au sein de la République socialiste soviétique de Géorgie en 1931, ce statut autonome va peser lourd lorsque vont s'approcher la fin de l'URSS et les revendications indépendantistes géorgiennes. Diverses forces à Moscou, à commencer par le ministère de la Défense et les services de sécurité, vont alors en profiter pour infliger à la Géorgie une épine dans le pied pour la punir de vouloir détruire l'URSS et se doter d'un levier d'influence contre elle. Les raisons du désamour entre Abkhazes et Géorgiens existaient depuis longtemps, au moins les années 1930, sur fond de conception figée et exclusive des identités ethniques forgée par les dirigeants bolcheviques. Mais pour que ces rancunes débouchent sur une guerre, il fallait que des forces extérieures puissantes en donnent la possibilité aux acteurs locaux.

C'est ainsi qu'a eu lieu la guerre sécessionniste abkhaze qui s'est déroulée d'août 1992 à septembre 1993, laquelle verra la victoire de la minuscule Abkhazie et qui se transformera ensuite en « conflit gelé ». De 1993 à 2008, Moscou a utilisé ce conflit pour peser sur les choix géopolitiques de Tbilissi, en la faisant adhérer par exemple à la CEI (Communauté des États indépendants) et en freinant du même coup son rapprochement

[2] Le Caucase se présente comme un enchevêtrement de dizaines de peuples, pratiquant plus de cinquante langues et confessant principalement deux religions : musulmane, de rites sunnite et chiite, et chrétienne, de rites géorgien, arménien et orthodoxe, sans que les autres grandes religions (judaïsme, bouddhisme, etc.) y soient totalement absentes.
[3] Voir carte 3 en annexe p98, réalisée par mes soins avec le logiciel Inkskape.
[4] Voir carte 2 en annexe p97, réalisée par mes soins avec le logiciel Inkskape.

avec l'OTAN. Pendant ce temps, la Géorgie a constamment cherché à se rapprocher de l'OTAN et de l'UE, tout en conservant son rêve de voir l'Abkhazie réintégrée dans le pays. C'était même par exemple *« le but de* [s]*a vie »* du président Saakachvili, qui avait promis en arrivant au pouvoir après la révolution des Roses de novembre 2003 de rendre la province à son pays. Le jeune président, tombeur d'Edouard Chevardnadzé, savait combien le retour de l'Abkhazie était extrêmement important pour ses concitoyens. Pour ce faire, Saakachvili avait pensé que le seul moyen était de se rapprocher toujours plus de l'OTAN et de l'UE et de construire une société de type occidentale. Cette approche allait l'amener à entrer en confrontation avec Moscou et déboucher sur la guerre de 2008.

Cette approche a été considérée par Bidzina Ivanichvili comme une erreur, estimant lui que la seule façon pour la Géorgie de vivre paisiblement était de ne pas heurter la Russie et sans doute de faire des concessions. Sa politique relève donc du grand écart : ne pas irriter Moscou tout en conservant le soutien de ses concitoyens, lesquels aspirent à se rapprocher de l'Occident comme le montrent à peu près tous les sondages réalisés dans le pays depuis deux décennies.

Aussi nous attacherons-nous dans un premier temps à analyser les racines du mal de ce conflit et ce que l'Abkhazie représente comme objet géopolitique pour la Russie ? Et comment devient-on objet géopolitique ? Par sa géographie, son histoire ancienne et surtout récente de cette province et ainsi que ses liens avec la Géorgie et la Russie. Cette première partie permettra de définir le cadre des revendications russes, géorgiennes et abkhazes avant de rentrer dans le vif du sujet sur le processus de normalisation du point de vue géorgien initié par le Premier ministre Bidzina Ivanishvili en 2012, pour donner suite à la guerre de l'été 2008.

Nous constaterons que d'un côté, ce dialogue n'a rien apporté de concret à la Géorgie sur la question peut-être la plus importante de sa politique : la défense de son intégrité territoriale et le retour dans son giron d'une province très chère au cœur des Géorgiens. De l'autre, nous démontrerons le côté positif de cette politique de normalisation en étudiant les différents éléments du retour au dialogue à divers niveaux : c'est-à-dire entre Tbilissi et Moscou depuis 2012, par l'intermédiaire des processus de Prague et de Genève, ou bien par l'initiative de paix signée en avril 2018 par la Géorgie. C'était le cas avec le « reset » proposé par Barack Obama en arrivant au

pouvoir en 2008 ou encore avec la main tendue du président français Emmanuel Macron en août 2019. Dans les deux cas, ces politiques semblent avoir échoué. Avec la politique initiée par Bidzina Ivanichvili, c'est-à-dire par un homme qui connaît parfaitement le fonctionnement du Kremlin, nous pouvons observer sur huit années les résultats que produit une telle approche.

Enfin, l'ambition de ce travail sera de nous amener à des réflexions sur les questions fondamentales géorgiennes et internationales et notamment : Comment peut-on parler de la question d'intégrité territoriale géorgienne avec la Russie concernant le territoire abkhaze ?

L'ultime partie de cette réflexion géopolitique fondamentale sera les évaluations de cette politique de normalisation quant au sujet de l'Abkhazie pour les Géorgiens et plus généralement les relations Géorgie/Russie, Géorgie/Europe, Géorgie/États-Unis. Que disent les experts et les responsables politiques géorgiens, du pouvoir comme de l'opposition, de cette politique de normalisation ? Cette démarche réalisée à partir d'entretiens nous aidera à répondre aux questions : Peut-on parler avec la Russie ? Et comment le faire ?

Pour débuter cette première partie et comprendre la situation actuelle en Abkhazie et les enjeux de la région surnommée « la perle de la mer Noire[5] », il faut remonter dans le temps. La guerre d'indépendance de 1992-1993 n'est en réalité que le prolongement de l'époque stalinienne, figée mais non enterrée par le système soviétique. Ces deux peuples, abkhazes et géorgiens, ont une histoire commune riche et complexe faite de moments de tensions mais aussi de périodes de conciliation. Il faut donc explorer cette histoire de l'espace[6], sa géographie du temps, avant d'examiner leurs relations présentes, leurs crises et leurs tentatives de négociations. Les évolutions géorgiennes, dans lesquelles certains voient le présage d'un basculement hors de la sphère russe, sont certes révélatrices du nouveau jeu international dans la région. Elles accréditent surtout l'hypothèse d'une disjonction grandissante entre les trajectoires des nouveaux États indépendants et interrogent la pertinence, à court terme, de la notion même d'espace postsoviétique.

I) Histoire et racines du conflit

a) Les racines du mal

En 1917, la révolution qui éclate en Russie a très vite des répercussions à la périphérie de l'empire. En novembre, un commissariat transcaucasien est établi pour assurer le gouvernement du Caucase du Sud[7]. Politiquement antibolchévique, la nouvelle autorité vise la séparation avec la nouvelle Russie[8]. Quelques mois plus tard, le commissariat est remplacé par un parlement, le Seïm transcaucasien, composé en majorité de menchéviques sociaux-démocrates qui déclarent l'indépendance de la République démocratique fédérale de Transcaucasie le 22 avril 1918[9]. L'unité de la Transcaucasie ne dure pourtant pas puisque des dissensions surgissent notamment au sujet des accords de paix signés avec la Turquie qui accordaient des concessions territoriales à celle-ci. La représentation géorgienne, opposée à ces accords et espérant

[5] Régis Genté, *Voyage au pays des Abkhazes*, Éditions Cartouche/TMR 2012, p. 14.
[6] G. Charachidzé, *Face aux drapeaux*, éd. du Seuil.
[7] Cette entité correspond aux actuels États de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan.
[8] A. Mikaberidze, *Historical Dictionary of Georgia*, Toronto, Scarecrow Press, 2007 (Historical Dictionaries of Europe, n° 50), p. 14.
[9] N. Assatiani et A. Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, L'Harmattan, 1997, p. 298-299.

un soutien allemand face aux ambitions turque[10], décide donc de se séparer de la Fédération transcaucasienne. Le 26 mai 1918, la République démocratique de Géorgie est proclamée.

À ce moment, la République de Géorgie ne contrôle pas totalement l'Abkhazie. Celle-ci s'est jointe, en octobre 1917, à l'Union des peuples montagnards unis du Caucase et, un mois plus tard, elle crée un Soviet abkhaze pour représenter la population[11]. Cette Union deviendra la République du Nord-Caucase au début de l'année 1918. Lorsque la Fédération transcaucasienne est proclamée en avril, une partie de l'Abkhazie est sous la coupe de groupes bolchéviques. Revendiquant la région, la Fédération envoie des troupes pour y asseoir son autorité. Le 8 juin 1918, un accord est signé entre le Soviet abkhaze et la nouvelle République démocratique de Géorgie, prévoyant une union entre eux et accordant une autonomie à l'Abkhazie[12]. À la suite de cela, les forces géorgiennes entrent en Abkhazie pour mettre un terme à la résistance bolchévique encore active et instaurer l'autorité de Tbilissi sur la région.

Cet épisode fait toujours débat actuellement et deux visions s'opposent. Les Géorgiens considèrent que leur armée n'a fait que protéger et « libérer » son territoire de la menace des armées bolchéviques et de l'Armée blanche du général Dénikine. Les Abkhazes, quant à eux, estiment que les Géorgiens ont occupé illégalement leur pays[13]. Les tensions entre les deux groupes ne s'arrêtent pas là, puisque toute la période 1918-1921 est marquée par un conflit latent entre Géorgiens et Abkhazes. En octobre 1918, le Soviet abkhaze est dissous après avoir tenté de rétablir l'autorité bolchevique sur le territoire. Un nouveau conseil est élu en mars 1919 qui adopte une résolution reconnaissant l'Abkhazie comme partie autonome de la Géorgie. Certains Abkhazes d'aujourd'hui récusent cet acte, le qualifiant de *« purement formel*[14] *»*. En 1920, les élections organisées pour élire l'assemblée constituante géorgienne sont boycottées dans plusieurs districts d'Abkhazie. La République démocratique de Géorgie n'a pas de légitimité pour de nombreux Abkhazes. Cela ne fait que renforcer le ressentiment de ces

---

[10] Empire ottoman et Allemagne sont alliés à ce moment, mais Berlin voit d'un mauvais œil l'influence croissante des Turcs dans le Caucase.

[11] S. Lakoba, « History : 1917-1989 », dans G. Hewitt, *The Abkhazians*, p. 89.

[12] *Ibid*., p. 90 ; S. Chervonnaya, *Conflict in the Caucasus : Georgia, Abkhazia and the Russian Shadow*, Glastonbury, Gothic Image, 1994, p. 140-141.

[13] S. Lakoba, *op. cit.*, p. 90 ; T. Blauvelt, « Abkhazia : patronage and Power in the Stalin era », in *Nationalities Paper*, vol. 35, n° 2, mai 2007, p. 206 ; S. Chervonnaya, *op. cit*., p. 141.

[14] « *The [Abkhazian National Soviet] passed the so-called "Act on the Autonomy of Abkhazia", which remained a purely paper-document* » (S. Lakoba, *op. cit.*, p. 91).

minorités envers le nouvel État et contribue à faciliter la prise de pouvoir de la Géorgie par les Soviétiques en 1921. Le 25 février, l'Armée rouge entre à Tbilissi et le 4 mars, Soukhoumi tombe à son tour, avec l'aide d'une partie de la population[15].

La période 1918-1921 s'avère être cruciale pour la construction des projets nationaux des deux groupes. La Géorgie se bat pour son indépendance contre la Russie, qui s'y est imposée comme puissance coloniale depuis le début du XIXe siècle. Dans ce cadre, les minorités qui résistent à l'autorité de Tbilissi sont considérées comme une potentielle « cinquième colonne » russe[16]. Quant aux Abkhazes, divisés à l'époque, ils jugent que pour éviter l'extinction culturelle de leur groupe ethnique, ils doivent s'associer à une entité plus large en se tournant d'abord vers un mouvement, comme l'Union des peuples montagnards, puis en cherchant l'autonomie au sein de la Géorgie.

En effet, les liens entre les aristocraties abkhaze et géorgienne sont très nombreux et la Géorgie apparaît comme capable de protéger l'identité abkhaze[17]. Actuellement, les choses ont peu changé : les Géorgiens voient toujours le problème abkhaze sous le seul angle de la lutte contre la Russie tandis que les Abkhazes sont toujours déterminés à éviter l'extinction culturelle par la recherche de soutiens extérieurs, actuellement la Russie. La période soviétique ne fera qu'amplifier ces projets nationaux concurrents.

Les frontières administratives mises en place, ou du moins présentées comme telles, correspondent en effet à des limites ethniques préexistantes, et les entités administratives érigées comme entités fédérées sont définies en termes strictement ethniques. Le territoire d'un groupe ethnique devient alors une entité administrative et politique. Le pays est ainsi composé pour partie d'unités en unités territoriales autonomes et formellement autoadministrées. Dès 1923, l'ethno-fédéralisme soviétique prend forme[18].

Outre cette organisation territoriale et administrative basée sur des critères ethniques, les autorités soviétiques vont également mettre en place une politique de « discrimination positive » des groupes nationaux au sein de leur entité territoriale-nationale. C'est la politique de *korenizatsiia* (« indigénisation ») inaugurée en 1923. Par

[15] S. Lakoba, p. 92 ; N. Assatiani et A. Bendianachvili, p. 313-314.
[16] S. Cornell, *Small Nations..., cit.*, p. 146.
[17] Ghia Nodia, *Causes and visions.* p. 20-22.
[18] B. Coppieters, A. Malashenko et M. Waller (éd.), *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, Londres, Franck Cass, 1998, p. 1-3.

celle-ci, les territoires, les langues[19], les élites et les cultures nationales sont systématiquement mis en valeur comme attributs de la nation. La nationalité forgée par les Soviétiques était une communauté ethnique qui conservait, et avait prétendument conservé à travers l'histoire, une identité fondée notamment sur la langue. L'analyse de la politique soviétique des nationalités, surtout à la période stalinienne, montre qu'il s'est agi de fabriquer et figer des ethnies pour peupler un découpage avant tout politique et géostratégique du territoire. Les tensions entre minorités abkhazes et le peuple géorgien prennent certainement une grande part de leurs racines dans cette conception de l'identité des peuples, ethnique et figée[20].

Les élites nationales sont donc systématiquement promues au sein des instances dirigeantes de leurs territoires nationaux. De même, la culture et la langue des groupes nationaux sont développées et encouragées. De cette façon, Moscou s'assure la loyauté des cadres ethniques à la périphérie de l'Union tout en satisfaisant le besoin de personnel qualifié pour administrer ces régions.

Mais, tout au long de l'Union soviétique, le pouvoir central n'aura guère confiance dans les cadres locaux et les fera seconder par des Russes ou des représentants issus d'autres « nationalités ».

Sous les Soviétiques, le statut politique de l'Abkhazie évolue. Le 31 mars 1921, une République socialiste soviétique (RSS) d'Abkhazie est proclamée. Il s'agit alors d'une entité indépendante à la fois de la Russie et de la Géorgie soviétiques. En décembre 1921 toutefois, sous la pression de Staline[21], la RSS d'Abkhazie conclut un traité d'union avec la RSS de Géorgie. Ce traité lie les deux républiques dans une structure semi-fédérale et leur donne, en théorie, un statut politique égal. Ce statut politique est pourtant purement formel puisque le véritable pouvoir en URSS est exercé par le Parti communiste. Il n'empêche que, tout théorique qu'il soit, ce statut rend l'Abkhazie hiérarchiquement égale à la Géorgie. La situation évolue en février 1931[22], lorsque la RSS d'Abkhazie devient la République autonome (RA) d'Abkhazie, incluse au sein de la

---

[19] *« La langue n'est ni une superstructure ni une infrastructure… elle survit à la mort de la société… Elle est donc, par excellence, la réalité qui dure, aucune autre ne pouvant assurer la permanence d'une nation »*, G. Charachidzé, *Face aux drapeaux,* éd. du Seuil.

[20] O. Roy, « Des ethnies aux nations en Asie centrale », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 59-60, 1991, p. 24. Pour une discussion sur la construction de la nation et du territoire, voir par exemple T. Martin, R. Suny (dir.), *A State of Nations, Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, 2001.

[21] S. Lakoba, *op. cit.*, p. 93.

[22] Tom Trier, *Under the Siege, Inter-Ethnic Relations in Abkhazia*, C.hurt & Co 2010, p. 57.

RSS de Géorgie.

De nombreux Abkhazes d'aujourd'hui qualifient ce changement de statut de « rétrogradation ».

Cependant, ce statut de République autonome ne changera plus jusqu'à la dissolution de l'URSS en décembre 1991.

Les années 1930 marquent un frein dans ce développement national. Le pouvoir local de Nestor Lakoba[23] déplaît à Moscou qui prend des mesures destinées à favoriser les cadres russes au détriment des Abkhazes. En 1936, Lakoba meurt, sans doute empoisonné sur les ordres de Lavrenti Béria, Premier secrétaire du Parti communiste géorgien et nouvel homme fort de la région et de Staline[24].

À partir de là s'ouvre une période difficile pour la République abkhaze qui se voit imposer une véritable *« géorginisation*[25] *»*. Le peuple abkhaze se plaint de ce phénomène durant la période soviétique, qui se manifeste notamment par la politique linguistique et par des migrations de population géorgienne vers le territoire de l'Abkhazie. Persécuté par le pouvoir stalinien, les Abkhazes sont devenus minoritaires au profit des Géorgiens et n'ont cessé de revendiquer leur langue, leur culture, leur histoire[26]. Dès 1937, des vagues de colonisation mingrèle[27] se succèdent jusque dans les années 1950, transformant radicalement l'équilibre démographique de la République autonome. La langue abkhaze adopte les caractères géorgiens, l'enseignement est donné en géorgien, etc. *« La langue est une caractéristique puissante de l'identité ethno-nationale dans le Caucase*[28] *»* et particulièrement en Géorgie. Béria organise également de larges purges au sein des instances dirigeantes abkhazes, remplaçant les hommes au pouvoir par des Géorgiens sous sa coupe.

La géorginisation de l'Abkhazie dans les années 1930 jusqu'à 1950 marque une étape de plus dans les relations entre Géorgiens et Abkhazes qui va s'avérer cruciale quarante ans plus tard. Il faut attendre 1953 avec la mort de Staline et de son compère Beria pour retrouver une situation plus favorable pour les Abkhazes. Les postes politiques sont alors à nouveau ouverts aux Abkhazes, l'enseignement se donne

---

[23] Nestor Lakoba, président du Soviet abkhaze depuis 1922.
[24] R. Grigor Suny, *The making of the Georgian Nation*, Tauris & Co Ltd, 1989, p. 266.
[25] Tom Trier, *Under the Siege, Inter-Ethnic Relations in Abkhazia*, C. Hurt & Co, 2010, p. 56.
[26] Régis Genté, *Voyage au pays des Abkhazes*, éditions Cartouche/TMR 2012, p. 119.
[27] Un groupe sous-ethnique géorgien.
[28] Tom Trier, *Under the Siege, Inter-Ethnic Relations in Abkhazia*, C. Hurt & Co, 2010, p. 57.

désormais en russe[29]. Cela ne signifiera pourtant pas une amélioration des tensions entre Géorgiens et Abkhazes.

Quelques années plus tard, en décembre 1977, les intellectuels abkhazes envoie des doléances au Parti communiste et au Soviet suprême d'Union soviétique, réclamant la sécession abkhaze de la Géorgie et son union à la RSFSR[30]. Ces revendications s'accompagnent l'année suivante de manifestations et de pétitions lancées dans toute la République autonome. Mais ces demandes n'aboutissent sur aucune mesure concrète, les Géorgiens s'attachant à protéger leur propre statut au sein de l'URSS[31].

D'autres lettres s'ensuivent après la nomination de Gorbatchev en 1985 et une relative libéralisation s'opère. Les Abkhazes manifestent, revendiquant un changement de statut en 1989, ce qui provoque une vive agitation à Tblissi[32]. Cet événement marque la rupture géorgienne avec le pouvoir de Moscou[33] et la déstabilisation de la situation en Abkhazie. Un seul mot d'ordre prévaut en Géorgie : l'indépendance. Celle-ci est prise en étau entre la volonté d'affranchissement par rapport à la Russie, et la nécessité, pour y parvenir, d'une alliance jugée tout aussi aliénante[34]. En octobre 1990, l'élection géorgienne de Zviad Gamsakhourdia, nationaliste convaincu, renforce l'hégémonie géorgienne sur son territoire et la diminution des droits des minorités.

Son arrivée au pouvoir ne fera donc rien pour atténuer les craintes des Abkhazes. Elles sont même aggravées par l'attitude de la Géorgie à l'égard de l'Ossétie du Sud, dont le statut de région autonome est abrogé par le Parlement de Tbilissi le 11 décembre 1990. Aux yeux des Géorgiens, les entités autonomes sont des bombes à retardement niant l'unité du territoire et par là même censées entraver le projet indépendantiste. Elles constituent l'une des raisons de l'échec d'une appropriation « citoyenne » du territoire. Les conflits sont-ils imputables à une exacerbation postcoloniale ou au legs spécifique de la construction administrative soviétique ?

Alors qu'une autonomie régionale négociée est généralement considérée comme *« un bon antidote aux guerres ethnopolitiques de sécession dans les États occidentaux et du tiers-monde*[35] *»*, pour ce qui est de l'ex-URSS, l'accent est généralement mis sur les

[29] Leonora A. Grenoble, *Language Policy in the Soviet Union*, Kluwer Academic Publishers, 2003.
[30] République socialiste fédérative soviétique de Russie.
[31] R. Grigor Suny, *The making of the Georgian Nation*, Tauris & Co Ltd, 1989, p. 309.
[32] G. Charachidzé, *op.cit*.
[33] Officiellement Moscou considère la Géorgie comme le « point brûlant » de l'URSS. G. Charachidzé, *op.cit*.
[34] S. Serrano, *Géorgie sortie d'empire*, CNRS, 2007, p. 9.
[35] T. R. Gurr, « Peoples Against States: Ethnopolitical Conflict and the Chan- ging Word System », *International Studies Quaterly*, n° 3, 1994, p. 366.

tensions induites par la territorialisation de l'ethnie. Antony Smith remarque le regain de *« contradictions entre les aspirations des nationalismes civique et territorial et les réalités des identités multiples et concurrentes*[36] *»*. La concession d'un statut territorial à chaque ethnie par les autorités russes a contribué à renforcer les tensions entre l'Abkhazie et la Géorgie et à les dresser l'une contre l'autre, si bien que certains voient dans les autonomies la cause déterminante des conflits. Elle est emblématique des conséquences perverses de la fabrication soviétique des territoires. La période soviétique est donc cruciale en ce qu'elle constitue la racine du mal dans l'évolution du conflit. C'est au cours de celle-ci que les Abkhazes se voient dotés d'un appareil d'État et de structures étatiques propres. Cela, couplé à une politique d'indigénisation, conduit à forger et à développer une conscience identitaire propre.

b) La montée des tensions puis la guerre d'indépendance

Le 17 mars 1991, un référendum est organisé en URSS au sujet de la préservation de l'Union soviétique. Il est boycotté par les Géorgiens qui organisent leur propre référendum sur leur sécession de l'Union. Il n'obtient pas moins de 98,85 %[37] en sa faveur, ce qui entraîne une valorisation du mouvement national, propulse certains acteurs et détermine les ressources idéologiques qui seront mobilisées par la suite.

Logiquement, le 9 avril 1991, le Soviet suprême géorgien déclare l'indépendance de la Géorgie, seul avenir souhaitable. Des élections présidentielles sont organisées et Zviad Gamsakhourdia, nationaliste convaincu, est élu sur les devants de la scène géorgienne. Côté abkhaze, il fait tout sauf l'unanimité lorsque des lois électorales sont votées pour empêcher les partis à base ethnique de participer aux scrutins et des projets de restriction des droits des minorités sont élaborées. *« Unifier la Géorgie et les Géorgiens a pris des siècles. Mais Gamsakhourdia a divisé le pays en quelques mois, levant les régions les unes contres les autres, les groupes sociaux et ethniques les uns contre les autres*[38]*. »*

Néanmoins, Gamsakhourdia ne restera pas longtemps au poste de président et n'aura donc pas l'occasion de mettre son programme à exécution. Ses dérives

[36] *Thinking theoretically about Soviet Nationalities, History and Comparison of the Study of the USSR*, A. J. Motyl (dir.), New York, Columbia University Press, 1992, p. 59.
[37] S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, CNRS, 2007, p. 47.
[38] Citation de Rezo Michvéladzé, humoriste géorgien. S. Serrano, *op. cit*, p 45.

autocratiques et antidémocratiques entraînent la « Révolution de Tbilissi[39] », guerre civile, qui s'étend du 22 décembre 1991 au 6 janvier 1992. Il est contraint de fuir. Cet événement va entraîner une période de chaos et la Géorgie fait appel, pour prendre les rênes du pouvoir, à Edouard Chevardnadze, ancien Premier secrétaire du Parti communiste géorgien. Une première dans l'histoire.

En Abkhazie, la tension monte. Les revendications de 1989 n'ont cessé d'enfler. L'état d'esprit nationaliste prévalant en Géorgie convainc alors les élites abkhazes que le droit à l'autodétermination ne sera obtenu qu'en rehaussant le statut de l'Abkhazie en république de l'Union, ce qui lui donnera formellement du moins la souveraineté et le droit à la sécession. Il s'ensuit, le 25 août 1990, la déclaration de souveraineté de l'Abkhazie. L'élément déclencheur de cette declaration ,ou du moins présenté comme tel fut la décision géorgienne d'abroger les traités soviétiques conclus depuis 1921, mettant ainsi légalement fin à l'autonomie abkhaze dans le cadre de la République de Géorgie. La déclaration de souveraineté sera immédiatement annulée par la Géorgie mais accentue la radicalisation des revendications abkhazes. Le vice-président du gouvernement géorgien Vakhtang Kolbaia déclara plus tard au Conseil de sécurité des Nations unies en 1993 : *« L'administration locale en Abkhazie est dirigée par Vladislav Ardzinba, ancien député du Soviet suprême* [...] *M. Ardzinba et ses collègues, aux vues similaires, refusent de reconnaître la suprématie des lois de la République de Géorgie, ils mènent une politique d'apartheid. Ils ont principalement nommé des Abkhazes aux postes de direction, une garde nationale a été constituée, dotée d'un personnel qui est soumis selon le principe ethnique. Des lois ont été adoptées qui restreignent la liberté de circulation des personnes de nationalité non abkhaze*[40]*. »*

Persuadé du soutien que la Russie accordera à l'Abkhazie, les dirigeants abkhazes multiplient les provocations[41]. En juin, les gardes nationaux abkhazes s'emparent du ministère des Affaires intérieures à Soukhoumi. Le ministre géorgien en place est immediatement remplacé par un homme d'Ardzinba, le leader abkhaze. Le 23 juillet 1992, le Soviet suprême abkhaze vote la restauration de la constitution de 1925. La légalité même de la mesure est contestée, les questions constitutionnelles ne pouvant être réglées qu'à la majorité des deux tiers. Cet acte est compris à Tbilissi comme une nouvelle déclaration d'indépendance de l'Abkhazie. À la suite de la hausse des tensions

[39] S. Chervonnaya, *Conflict in the Caucasus*, Gothic image, 1994, p. 92.
[40] S. Chervonnaya, *op. cit.*, p. 93.
[41] S. Chervonnaya, *op. cit.*, p. 127.

dont l'enlèvement de plusieurs officiels géorgiens retenus en Abkhazie, la garde nationale de Tengiz Kitovani entre en Abkhazie le 14 août 1992.

Cependant, cet épisode n'est pas perçu de la même façon d'un côté ou de l'autre de la rivière de l'Ingouri[42]. « Invasion illégale » pour le gouvernement abkhaze[43], l'action de Kitovani se veut être un « rétablissement de l'ordre » aux yeux des Géorgiens qui prétendent en outre en avoir informé les Abkhazes au préalable.

L'absence de contrôle de Chevardnadze sur les paramilitaires de Kitovani rend l'attaque géorgienne crédible aux yeux de l'Abkhazie. Et quelques jours, après l'intervention géorgienne sur l'Abkhazie, Chevardnadze déclarera au journal *The New York Times* : *« Si nous ne l'avions pas fait, le résultat aurait été pire*[44]*. »* Deux ans plus tard, pour le même journal, son discours à propos de l'action dirigée par Kitovani, il caractérisa cet acte d'*« irresponsable*[45] *»*. Le soutien d'acteurs extérieurs a été l'un des facteurs qui ont mené les Abkhazes à la victoire. Parmi ceux-ci, l'intervention la plus immédiate a été le fait des peuples du Nord-Caucase, ethniquement proches des Abkhazes. Cependant, le rôle de la Russie dans cette guerre ne peut être négligé, il a même été décisif[46]. Le conflit abkhaze est plus complexe que le conflit ossète. Des facteurs historiques et stratégiques démontrent qu'il y a davantage d'enjeux pour la Russie en Abkhazie. Beaucoup pensent en Géorgie que la « Confédération des Peuples des montagnes du Caucase » étaient largement manipulée par les services de sécurité russes.

Moscou a-t-elle contribué à attiser les tensions entre Géorgiens et Abkhazes délibérement ou non ? Gamsakhourdia, durant son court mandat, accusera à plusieurs reprises la Russie de soutenir les mouvements séparatistes en Géorgie. Simples spéculations d'un homme paranoïaque et antirusse ? Il est clair que certaines mesures russes ont encouragé les mouvements sécessionistes : *« Les observateurs ayant gardé en mémoire le déroulement des conflits séparatistes survenus au début des années 1990 dans diverses ex-républiques de l'URSS ont pu avoir, en suivant l'évolution de la situation du*

---

[42] Fleuve qui sépare la province abkhaze du reste du territoire géorgien. Actuellement frontière naturelle entre les régions.

[43] *« Shevardnadze's entourage did not conceal that the main aim of the military operation was the overthrow of Ardzinba, the suppression of the Supreme Soviet they found so objectionable, the establishing of political control over Abkhazia, and the liquidation of its autonomous statehood. »* (J. Anchabadze, *op. cit.*, p. 140).

[44] Thomas de Waal, « The Caucasus, an introduction », Oxford university, 2010, p. 159.

[45] Thomas de Waal, *op. cit.*, p. 159.

[46] Thomas de Waal, *op. cit.*, p. 147.

Donbass, un sentiment de déjà-vu... En réalité, ce à quoi l'on assiste dans l'est de l'Ukraine n'est que la répétition d'un scénario que les services secrets soviétiques ont mis au point dès les débuts du bolchevisme et ont appliqué depuis à plusieurs reprises dans les pays limitrophes[47]*. »* En effet, pour qui fréquente le Caucase ou la Moldavie, l'irruption de la guerre dans le Donbass au printemps 2014 n'a pas vraiment été une surprise. En effet, depuis le début du mouvement du Maïdan, en novembre 2013, les dirigeants moscovites criaient sur tous les toits que les « Russes » résidant dans l'est de l'Ukraine se trouvaient « en grand danger », chacun comprenant que l'on était là dans la manipulation de l'information. Cette rhétorique laissait présager l'éclatement d'un nouveau conflit séparatiste soutenu par la Russie dans une ancienne République soviétique. Comme en Abkhazie, en Ossétie du Sud (Géorgie) ou en Transnistrie (Moldavie) au début des années 1990.

Le jeu d'échecs fictif dans le Sud-Caucase débute. Cette guerre est caractérisée par une série de sièges et de contre-sièges. Ainsi, le 26 avril 1990, les autorités de l'URSS accroissent les droits des autonomies soviétiques poussant celles-ci à se battre pour leur souveraineté dans les Républiques proches de l'indépendance. Après le putsch contre Gamsakhourdia, la Russie sera favorable au retour de Chevardnadze qui, nous le rappelons, était ancien Premier secrétaire du Parti communiste géorgien, pour le contraindre à faire certaines choses. Son retour attisera les soupçons d'une action orchestrée par Moscou. Les diplomates russes ne tarissaient pas d'éloges sur ses compétences et sa compréhension de la politique russe[48]. Mais Edouard Chevardnadze appelé au pays par des putschistes, piégé à son arrivée au pouvoir, n'a d'autres solutions que d'opter pour une participation au discours indépendantiste, et de mener à bien la politique d'émancipation de la tutelle de Moscou initiée par Zviad Gamsakhourdia[49].

Durant la guerre du 1er au 6 octobre 1992, en Abkhazie, les deux antagonistes ont bénéficié de matériel et d'armement russes. Cependant, les Abkhazes ont bénéficié d'un traitement de faveur dans les livraisons d'armes alors que la Russie n'a donné aux Géorgiens que le minimum d'armes pour faire durer la guerre et affaiblir ainsi le pouvoir de Tbilissi. Les militaires russes présents sur place, dans les bases encore en activité, ont apporté une aide, à la fois matérielle et humaine, aux combattants abkhazes. Du matériel lourd est donné aux combattants et des milliers de mines sont posées par les Russes

[47] R. Genté, « Donbass : le Kremlin à la manœuvre », *Politique Internationale*, nº 150, 2016.
[48] S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, CNRS, 2007, p. 59.
[49] S. Serrano, *op. cit.*, p. 61.

pour faire pencher la balance sur le conflit du côté séparatiste. Il est manifeste que des militaires russes ont participé aux combats en Abkhazie malgré les dénégations de Moscou. Les Géorgiens sont convaincus de l'intervention du Kremlin et demanderont à plusieurs reprises le retrait des troupes russes déployées en Abkhazie.

« Quels sont les ingrédients de la recette ? Une insurrection d'apparence populaire dans une région de l'État ciblé, encadrée par les services secrets et s'appuyant sur un terreau socio-politique bien disposé à l'égard de la Russie. Ce processus implique la mise en œuvre de procédures destinées à conférer une légitimité formelle à ladite insurrection, comme des référendums d'autodétermination ou des élections de leaders locaux tenues à la suite d'intenses campagnes de propagande diabolisant l'"ennemi" – à savoir les dirigeants de l'État ciblé pour avoir refusé de rester sous le joug russe. Sans oublier diverses provocations visant à installer la haine entre les composantes ethniques de cet État ; la fourniture d'armes aux rebelles, voire une implication militaire russe directe quoique rarement ouvertement reconnue ; et, in fine, généralement la promotion par Moscou de l'idée d'une fédéralisation qui permettrait de "tenir" l'État en question via ses entités séparatistes, dotées d'un droit de veto sur ses grandes orientations stratégiques[50]. »

Il est établi que des éléments de l'aviation ont assisté les troupes abkhazes en bombardant Soukhoumi en mars 1993[51]. En effet, des officiers russes stationnés en Abkhazie avoueront que, malgré les ordres officiels de respecter la neutralité, leur armée a régulièrement aidé les Abkhazes en leur donnant des plans complets d'opérations de combat[52].

Pourtant, il s'avère que le soutien russe était, la plupart du temps, le fait de militaires désobéissant aux ordres de Moscou. Les premières interventions d'Eltsine en septembre 1992 sont l'occasion d'affirmer son soutien à l'intégrité territoriale géorgienne ou, était-ce sincère ou pas, se mettre en porte-à-faux avec l'ONU. Mais le contrôle russe sur les forces du Kremlin stationnées dans le Caucase reste précaire. L'armée adopte une attitude très autonome, profitant du conflit interne entre le Parlement et le président en Russie.

L'analyse de la politique de Moscou à l'égard du Sud-Caucase et du conflit abkhaze s'avère erratique. En effet, à l'époque, il n'y a pas de centre unique de décision. Concernant la politique étrangère, nous pouvons discerner trois acteurs clés en

---

[50] R. Genté, « Donbass : le Kremlin à la manœuvre », *op. cit*.
[51] R. Suny, *op. cit*., p. 331.
[52] G. Nodia*, op. cit.,* p. 43.

présence : le président Eltsine, le ministre de la Défense Pavel Gratchev, et le ministère des Affaires étrangères d'Andreï Kozyrev. Dans les débuts de l'ère postsoviétique, une sorte de division du travail s'opère entre ces acteurs géopolitiques, les dossiers des ex-Républiques soviétiques étant traités par le ministre de la Défense, qui soutient Kitovani, tandis que la diplomatie étrangère avec le reste du monde est définie et gérée par le ministère des Affaires étrangères. On peut noter des dissensions fréquentes entre les différentes forces politiques présentes au Parlement. Les conservateurs et nationalistes russes, majoritaires au Parlement et opposés au président Eltsine, ont soutenu ouvertement la cause abkhaze. C'est une façon pour eux de décrébiliser le pouvoir d'Eltsine, présenté comme incapable d'assurer la sécurité aux frontières[53]. Ces mouvements entravent la cohérence de la politique étrangère russe. On remarquera qu'entre 1991 et 1992, cette politique oscille entre respect forcé pour les indépendances caucasiennes et intervention inconstante. Cependant, à la suite du conflit qui émerge en 1992, elle devient plus assertive, déterminée à maintenir ou restaurer l'hégémonie russe dans la région. La politique étrangère se définit comme plus « réaliste » et les intérêts nationaux et géopolitiques de la Russie reviennent au centre des préoccupations. À la fin de la guerre, le gouvernement russe était plus intéressé d'exercer une pression sur Tblissi que de soutenir les Abkhazes. Moscou a apporté son soutien à Shenvardnadze pour avoir vaincu les rebelles et Gamsakhourdia. Mais il a été forcé d'accepter des conditions humiliantes en étant contraint de rejoindre la Communauté des États indépendants, en octobre 1993, afin d'accepter le renouvellement des baux des bases militaires russes ainsi que le candidat de Grachev comme ministre de la Défense en Géorgie, Guiorgui Karkarchvili.

c) Abkhazie, objet géopolitique pour la Russie

À partir de 1993, la Russie se tourne davantage vers son *« étranger proche*[i] *»*. L'Abkhazie est l'une des positions géopolitiques à préserver et la guerre qui s'y déroule met en jeu les intérêts stratégiques de la Russie. Rappelons que pour Yves Lacoste, le terme de géopolitique désigne en fait tout ce qui concerne les rivalités de pouvoirs ou d'influence sur des territoires et les populations qui y vivent : rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes et pas seulement entre des États, mais aussi entre

[53] Pierre Binette, *Russie géopolitique d'un État en guerre*, p. 845-846. 2018.

des mouvements politiques ou des groupes plus ou moins clandestins, rivalités pour le contrôle ou la domination de territoires de grande ou de très petite taille. La crainte majeure est la perte par la Russie de ses positions dans la région et son éviction par d'autres forces déstabilisatrices. Bien qu'à l'égard de la situation en Abkhazie la politique officielle du Kremlin soit le *soutien à l'intégrité territoriale de la Géorgie*[54], sur le terrain, comme nous venons de le lire, les militaires russes ne se sont pas privés d'apporter leur soutien aux forces abkhazes, surtout lors de la prise de Soukhoumi en septembre 1993.

Interrogeons-nous sur ce que représente l'Abkhazie pour Moscou. En effet, la question séparatiste est au cœur des relations entre Moscou et Tbilissi, envenimant leurs contacts et détériorant leurs liens. Le 9 juillet 2019, le président russe Vladimir Poutine a par exemple déclaré qu'il accusait la Géorgie d'*« occupation de l'Abkhazie*[55] *»* pendant le conflit de 1992. Ces interventions sont fréquentes pour s'approprier le bon rôle dans le conflit abkhaze et se montrer comme du bon côté de l'histoire. Ce qui est souligné par la Géorgie comme des tentatives inexactes, des représentations partielles et biaisées des faits historiques.

La Géorgie accuse la Russie d'avoir orchestré les conflits et de les manipuler en leur laissant faire le travail destructeur pour nuire à sa souveraineté, notamment avec les troupes déployées par Tbilissi en Ossétie Du Sud puis en Abkhazie. Si l'interprétation paraît abusive, il est vrai que la Russie ne se prive pas d'utiliser les conflits séparatistes comme levier contre Tbilissi et le conflit abkhaze est devenu, depuis lors, un instrument important de la politique étrangère russe. L'attitude russe s'avère donc très ambiguë. Moscou défend officiellement l'intégrité territoriale géorgienne tout en soutenant les séparatistes abkhazes dans leur refus de rejoindre la Géorgie. Cette position reflète un dilemme permanent : si la Russie aide à résoudre le conflit, elle perd son monopole géopolitique en Abkhazie, mais s'il n'y a pas assez d'avancée, elle court le risque d'être considérée comme un acteur faible et d'être marginalisée par des acteurs plus

[54] Par *soft power* nous entendons ici ce que Joseph Nye, inventeur du concept, définit comme la capacité d'un État à séduire et à persuader un autre sans user de la force ou de la coercition. Joseph S. Nye, *Bound to Lead*, Basic Books, New York, 1990.

[55] « Tbilisi Responds to Putin on "Occupation of Abkhazia" and "Ossetians Genocide" », Civil.ge, 10 juillet 2019.

dynamiques. Mais s'il n'y a pas assez d'avancée, elle court le risque d'être considérée comme un acteur faible et d'être marginalisée par des acteurs plus dynamiques.

La priorité pour la Russie dans sa politique envers l'Abkhazie est d'avoir un levier d'influence contre Tblissi. Dès 1992, la principale menace perçue en Russie vient de l'étranger proche où les conflits pourraient s'étendre à son propre territoire. Ce sentiment d'insécurité exagéré pousse la Russie à intervenir dans le conflit abkhaze afin de stabiliser la situation et d'éviter tout débordement. Il s'agit donc de maintenir l'influence russe en Transcaucasie afin de limiter le danger que constituent les Républiques nord-caucasiennes pour le pouvoir et la cohésion de la Fédération de Russie. Par sa position géographique, l'Abkhazie se révèle un atout pour le contrôle des voies d'accès vers le sud. Toute l'infrastructure de communication entre la Russie et l'Arménie par exemple passe par l'Abkhazie et la Géorgie. Toujours pour garantir la stabilité du Nord-Caucase[56], l'Abkhazie apparaît également comme une zone d'influence entre la Russie et une Géorgie toujours plus orientée vers l'Occident. L'héritage impérial russe donne tout son poids à l'idée de « glacis », d'obstacle aux influences étrangères et aux grandes puissances. Il convient de s'entourer d'États alliés et d'empêcher le développement d'un vide sécuritaire éventuellement rempli par d'autres puissances. Les élargissements successifs de l'OTAN vers l'est et la volonté géorgienne d'entrer dans l'Alliance Atlantique accroissent la nécessité perçue à Moscou de garantir la sécurité de son flanc sud par l'établissement d'une zone tampon en Abkhazie. La Russie n'est cependant pas prête à laisser la Géorgie quitter son giron. L'attitude hégémoniste du Kremlin a pour conséquence d'effrayer Tbilissi qui cherche alors à se tourner vers l'Ouest pour se libérer de l'emprise russe. Les Géorgiens sont d'ailleurs convaincus que la cause principale du conflit abkhaze réside dans la volonté russe d'entraver l'indépendance de la Géorgie et de l'assujettir à son influence. Ils voient l'intervention de Moscou comme une tentative de déstabilisation et d'agression du territoire géorgien[57].

En gardant un contrôle quasi absolu sur ces miettes de la défunte URSS que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, le Kremlin dispose d'un levier pour exercer une pression

[56] Le contexte régional est aussi celui des deux guerres d'indépendance de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2009). Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020.

[57] S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, CNRS, 2007, p. 113.

continue sur Tbilissi. Pression qui s'est accrue lorsque la Géorgie a tenté de s'arrimer à l'Occident et de se placer sous le parapluie sécuritaire de l'OTAN.

La Russie est l'acteur principal en ex-URSS et estime donc d'interdire toute intervention extérieure en particulier occidentale dans son arrière-cour stratégique. *« Positions géopolitiques à préserver »* selon Kozyrev ou « responsabilité particulière » russe dans l'*« étranger proche »* pour Eltsine, la préoccupation reste constante. Poutine aussi affirme que, si la Russie n'a pas d'ambitions impériales, elle est toutefois le « centre naturel » de l'espace postsoviétique qui se détache comme une *« sphère des intérêts vitaux, dictés par l'histoire*[58] *»*.

Il y a un lien marqué entre l'influence russe en Abkhazie et le redressement de la position internationale de la Russie. Depuis la présidence de Poutine, la Russie ne cesse de se présenter comme une grande puissance et comme un véritable « pôle gravitationnel » dans le système international. Quand Vladimir Poutine accéda à la présidence en 2000, il institua graduellement une politique dans le but de punir la Géorgie, ce qui changea l'équilibre de puissance dans le conflit[59]. La guerre d'août 2008 en Géorgie a montré qu'il n'existe plus de monde unipolaire, selon Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe. Quant au président Medvedev, à l'époque, il insiste dans sa stratégie de sécurité sationale de mai 2009 sur la restauration de statut de la Russie en tant que puissance globale.

La Russie n'a pas renoncé à sa place dans le monde ni à son influence dans l'espace postsoviétique. L'étranger proche est alors intégré dans une politique globale destinée à renforcer la position russe sur la scène internationale. Le maintien de la présence russe en Géorgie, ou au moins en Abkhazie, est donc le garant de l'influence russe dans le Caucase. En effet, dès le commencement de la guerre en Abkhazie, le ministère de la Défense russe voit là l'occasion de sécuriser les intérêts et la position russes en Transcaucasie. Pavel Gratchev l'affirmé : *« Il faut s'assurer que les troupes russes se maintiennent dans la région au risque sinon de perdre la mer Noire*[60]*. »*

Le littoral abkhaze, essentiel pour permettre un meilleur contrôle des intérêts économiques et stratégiques en mer Noire, est mis sous la protection de l'armée russe.

---

[58] Cité dans A. de Tinguy, *Moscou et le monde : l'ambition de la grandeur est elle une illusion ?,* Autrement, 2008, p. 65.
[59] Thomas de Waal, « The Caucasus, an introduction », Oxford university, 2010, p. 166.
[60] D. Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS. The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 2000, p. 137.

Cette présence militaire rassure également les Abkhazes qui accueillent les troupes russes comme leurs protecteurs contre une éventuelle nouvelle agression géorgienne[61]. C'est aussi une contrainte imposée par la Russie pour garder un droit de regard[62] sur les affaires géorgiennes et profiter de la position géopolitique de la Géorgie[63]. Que ce soit par souci sécuritaire ou intérêt géopolitique, il est certain que la présence militaire russe garantit l'influence russe en Abkhazie et en mer Noire[64].

Là où la politique de Poutine va s'affirmer par rapport à l'Abkhazie, c'est avec la décision, en 2002, de distribuer massivement des passeports russes aux habitants de l'Abkhazie. Cela leur permet de voyager éventuellement en Russie, de toucher une pension pour les retraités, ou d'aller faire des études chez le « grand frère » russe. Et cela lui fournit une raison supplémentaire d'être présente, cette fois au nom de la protection de ses cocitoyens.

Parallèlement, le tourisme russe en Abkhazie s'est fortement développé durant l'époque soviétique. Les élites politiques avaient leurs datchas sur le littoral et l'industrie touristique était florissante. Ils ont toujours vu dans la Géorgie, et particulièrement le littoral de la mer Noire, un éden sur terre, un endroit mythique encensé par Tolstoï, Pouchkine et Lermontov[65]. La guerre de 1992 a transformé le visage de la région mais le potentiel touristique de l'Abkhazie est toujours bien réel.

La région est intégrée dans la « zone rouble » et commercialement orientée presque exclusivement vers la Russie. Les accords de coopération et les prêts octroyés par Moscou, après la guerre d'août 2008, permettront d'encourager le développement économique et les investissements en Abkhazie qui est finalement peu soucieuse de son dévellopement comme nous le verrons par la suite dans la troisième partie. Afin de garantir ses intérêts stratégiques, la Russie se doit de maintenir sa présence en Abkhazie. Sans que cela apparaisse comme une stratégie clairement définie, cet objectif est poursuivi avec une assiduité variable depuis le conflit de 1993. Pour conserver son

---

[61] *« "En Abkhazie, personne n'est antirusse", me répète-t-on fréquemment. Ou bien : "La Russie est notre seul moyen de survivre en tant que people" ; "on n'a pas le choix", sous-entendu, Moscou est l'unique moyen de nous protéger de l'ennemi géorgien.* » Régis Genté, *Voyage au pays des Abkhazes*, éditions Cartouche/TMR 2012, p. 84.

[62] Elias Götz, « Putin, the State, and War: The Causes of Russia's Near Abroad Assertion Revisited », *Internation- al Studies Review*, 19:2, juin 2017, p. 228-253.

[63] S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, CNRS, 2007, p. 88.

[64] S. Serrano, *op. cit.*, p, 74.

[65] Pierre Razoux, *« La Géorgie au cœur du"grand jeu" »,* AFRI 2005, p. 4.

influence, Moscou dispose d'instruments et de moyens d'actions, directs ou indirects, qui lui permettent de peser en Abkhazie et de conserver sa prééminence dans la région avec notamment la dépendance de l'économie abkhaze envers Moscou, la disposition d'oligarques ayant fait fortune en Russie pour influencer les décisions politiques géorgiennes, la promulgation d'embargos sur les exportations de produits agricoles[66] et les liens que le patriarcat de Moscou entretient avec l'Église orthodoxe de Géorgie[67].

d) Crise de 2008, « une préparation maison » pour le Caucase

L'homme que la Géorgie met au pouvoir en janvier 2004, Mikheïl Saakachvili, est déjà connu du public géorgien. Saakachvili a fait ses études à Kiev, Strasbourg, Columbia et Washington, il a été ministre de la Justice sous Chevardnadzé et est élu au Parlement géorgien en 1995.

Il remporte donc la victoire avec plus de 90 % des voix. La « révolution des Roses[68] » a transformé la Géorgie[69]. Ce sont les élections parlementaires de novembre 2003 qui donnent le coup d envoi de la révolution des roses en Géorgie. Arguant la présence de fraude dans le système électoral, les partis d'opposition menés par M.Saakachvili, organisent des manifestations demandant le départ de Chevardnadze. C'est chose faite alors que les manifestants s'introduisent au parlement et provoquent la fuite du président. Saakachvili qui avait conduit les troupes d'opposition une rose à la main commente le départ de Chevardnadze comme une victoire de la démocratie. La victoire de la révolution des roses a allumé de grands espoirs de voir s'installer un régime démocratique dans l'espace post-soviétique. Mais les espoirs de réforme démocratique transportés par cette révolution n'ont pas fait le poids face aux enjeux qui rongeait l'état géorgien depuis son indépendance. En effet, en matière de politique étrangère, la révolution des Roses marque véritablement un tournant[70]. En son temps, Edouard

---

[66] Plus d'embargo sur la vente de vins géorgiens en Russie en 2006, victime collatérale d'une diplomatie conflictuelle. Privé de son principal marché d'exportation de vin.
[67] Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020.
[68] Thomas de Waal, « The Caucasus, an introduction », Oxford university, 2010, p. 190.
[69] J. Wheatley, *Georgia from National Awakening to Rose Revolution. Delayed Transition in the Former Soviet Union*, Aldershot, Ashgate, 2005 (Coll. « Post-Soviet Politics »), p. 172-215.
[70] N. Tchetchelachvili, *La démocratisation de la Géorgie suite à la révolution des Roses : un échec pour les USA ?* Creergeneva.org, 28 février 2018. Révolution pacifique en Géorgie qui a mené à la démission du président Chevardnadze en 2003. Elle fait partie des révolutions de couleur dans l'ancienne URSS. Les opposants menés par Saakachvili, portant des roses, interrompent une session de Parlement et

Chevardnadze n'avait pas défini de politique étrangère claire, craignant de susciter l'animosité de la Russie, son payé ayant perdu le contrôle de 20% de son territoire au tour début des années 1990. Ainsi, il n'avait jamais fermement engagé la Géorgie dans le camp pro-russe ou pro-occidental. Saakachvili, quant à lui, s'engage rapidement vers la voie pro-occidentale[71].

Pour résumer ses ambitions, il promet une politique de réformes de toute la société, lutter contre la corruption et restaurer l'Etat, dont le renforcement des pouvoirs présidentiels[72]. Il entreprend de moderniser le système politique, de combattre la corruption, et de développer la démocratie. Il entame des réformes économiques pour redresser le pays et des réformes militaires afin de mettre l'armée géorgienne aux normes occidentales et la rapprocher des standarts de l'OTAN. Il crée aussi un nouveau ministère « pour la résolution des conflits[73] ».

Néanmoins, sa priorité de restaurer l'intégrité du territoire géorgien coûte que coûte marque rapidement les limites des relations russo-géorgienne. Lors d'un discours prononcé en 2005, il qualifie les conflits séparatistes de *« conflit russo-géorgien*[74] *»* et se tourne résolument vers l'Ouest pour les résoudre et échapper à la Russie. Moscou perçoit cette attitude comme la volonté de construire un cordon sanitaire autour de la Russie. Les liens interétatiques se détériorent aussi du fait des relations personnelles difficiles entre les dirigeants, Poutine et Saakachvili. Il est perçu comme l'homme à abattre par Moscou. Poutine avait d'ailleurs personnellement averti Saakashvili que son idéologie pro-occidentale aurait des conséquences[75].

L'antagonisme est exacerbé par le discours antirusse que la classe politique géorgienne utilise à des fins de popularité intérieure, car le cœur du projet de M.Saakashvili est de créer une société completement coupée du l'influence russe[76].

La coopération de la Géorgie avec l'OTAN et les États-Unis s'accélère donc, Saakachvili entretenant de très bonnes relations avec George W. Bush qui voit en la

---

contraignent Chevardnadze à quitter l'assemblée. La Russie considère d'ailleurs la révolution des Roses comme un coup d'État manipulé par les États-Unis.

[71] En 2005, la Géorgie adopte son « concept de sécurité nationale » qui définit les priorités en politique étrangère. Y sont clairement énoncées les aspirations occidentales du pays que Saakachvili veut intégrer, à terme, dans l'OTAN et dans l'Union européenne. « National Security Concept of Georgia », Foreign Ministry of Georgia (http://www.mfa.gov.ge) (consulté le 5 juin 2020).

[72] Thomas de Waal, *op. cit.*, p. 195.

[73] En 2008, le ministère devient ministère d'État pour la Réintégration des États séparatistes.

[74] T. German, *Abkhazie et Ossétie du Sud : le choc des intérêts russes et géorgiens*, IFRI, 2006 (coll. « Russie.Nei.Visions, » n° 11), p. 16.

[75] R. D. Asmus, *A little war that shook the world*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 24.

[76] S. Serrano, *op. cit.*, p. 120 ; S. Markedonov, *The Paradoxes of Russia's Georgia Policy*.

Géorgie un allié pour sa politique dans la région. En 2005, les démarches sont entreprises pour l'intégration dans l'Alliance, seule garantie de sécurité selon Tbilissi. En 2008, un référendum sur l'intégration à l'OTAN est organisé avec 72 %[77] des votants qui se disent favorables à l'entrée de leur pays dans l'organisation euro-atlantique, mais le sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008 n'ouvre pas la porte à une intégration géorgienne même si celle-ci est promise à terme.

Du côté de Soukhoumi, le père de l'indépendance abkhaze, Vladislav Ardzinba a poursuivi une politique de rapprochement avec la Russie même si la première guerre de Tchétchénie avait dégradé les relations et marqué une distance relative entre Moscou et l'Abkhazie. Il affirme malgré tout que les Abkhazes sont les « alliés naturels » de la Russie[78].

En 2004, sa santé l'empêche de se représenter aux élections et il soutient son Premier ministre, Raoul Khadjimba qui jouit de l'appui de Vladimir Poutine[79].

Mais le 12 février 2005, c'est Sergueï Bagapch qui devient le deuxième président d'Abkhazie avec Raoul Khadjimba comme vice-président. La Russie reste le seul allié des Abkhazes et le rapprochement politique se poursuit. À l'égard des Géorgiens, il y a peu d'améliorations, la position de Bagapch restant l'indépendance sinon rien, et les événements ultérieurs confirmeront cette position.

En effet, l'année 2008 marque un tournant dans la situation en Abkhazie et dans les relations russo-géorgiennes. Le 6 mars, deux semaines après la déclaration d'indépendance du Kosovo, Moscou lève unilatéralement les sanctions économiques prises par la CEI en 1996 contre l'Abkhazie. Ce geste est vivement condamné par Tbilissi comme une tentative russe de violer la souveraineté et l'intégrité territoriale géorgiennes[80].

Effectivement, quelques jours avant la reconnaissance du Kosovo par une partie de la communauté internationale, *« le président russe prévient que son pays ne va pas rester impassible. Si le Kosovo peut se le permettre, d'être reconnu indépendant, alors pourquoi pas nous, sous-entendu, pourquoi ne pas aussi le faire avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. "Nous savons ce que nous ferons, nous avons une préparation maison." Dans le Caucase,*

[77] « CEC Announces Plebiscite Results », *Civil Georgia*, 11 janvier 2008.
[78] « Good relations with Russia is what we want », *Central Asia and the Caucasus*, n° 2, 2000.
[79] « Putin Meddles in Abkhazia Presidential Race », *Civil Georgia*, 31 août 2004. C'est la première fois qu'un président russe intervient directement pour apporter son soutien à un candidat abkhaze.
[80] Statement of the Ministry of Foreign Affairs of Georgia, 7 mars 2008 (http://www.mfa.gov.ge/).

quand le Kremlin parle de "préparation maison", on s'inquiète. L'inquiétude est d'autant plus grande, à Tbilissi surtout, que chacun sait combien la question des Balkans importe à Vladimir Poutine[81]*. »*

Vladimir Poutine signe ensuite un décret accroissant la coopération entre Moscou et les régions séparatistes que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Il justifie ce geste par l'inquiétude des Abkhazes et des Ossètes devant la « volonté géorgienne obstinée » de rejoindre l'OTAN[82]. Il sera vivement critiqué par l'UE et l'OTAN ainsi que par la Géorgie qui voit là une nouvelle tentative d'annexion.

Les relations russo-géorgiennes continuent à se détériorer au sujet des régions séparatistes. La Russie accuse la Géorgie de déployer ses troupes le long de la frontière abkhaze, Moscou y répond et envoie de nouveaux soldats pour réparer la ligne de chemin de fer reliant Soukhoumi à Ochamchira, plus près de la frontière avec la Géorgie. Saakashvili considère cette action comme le prélude à une attaque plus importante et déploie à son tour des hommes à la frontière abkhaze. Quelques jours plus tard, les tensions éclatent en Ossétie du Sud[83] entre les troupes géorgiennes et ossètes. L'Ossétie qui est sous contôle russe fait face et le président abkhaze Bagapch promet son soutien à son homologue sud-ossète en mobilisant une partie de ses troupes qu'il déploie devant la vallée de la Haute-Kodori, aux mains des Géorgiens[84]. Dimitri Medvedev[85] justifie ainsi l'entrée dans la guerre de cinq jours[86] de la Russie contre la Géorgie en août 2008 par le devoir de *« protéger la vie et la dignité des citoyens russes où qu'ils soient »* afin de ne pas permettre *« à la mort* [de citoyens russes] *de rester impunie*[87] *»*.

L'armée géorgienne est en déroute, en Abkhazie comme en Ossétie du Sud. Le 12 août 2008, le président Medvedev signe l'accord de cessez-le-feu préparé par Nicolas Sarkozy, président français en exercice. La guerre est officiellement terminée, mais il faudra encore plusieurs semaines avant que les troupes russes n'évacuent

---

[81] Régis Genté, *Poutine et le Caucase*, Libella, 2014, p. 132.
[82] « On the Reply of the President of Russia Vladimir Putin to the Messages of President of Abkhazia Sergey Bagapsh and President of South Ossetia Eduard Kokoity », Russian Ministry of Foreign Affairs, 3 avril 2008 (http://www.mid.ru/).
[83] R.D. Asmus, *A little war that shook the world*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 19.
[84] « Russia vs Georgia : the fallout », *International Crisis Group, Europe Report*, n° 195, 22 août 2008, p. 3.
[85] Président russe du 7 mai 2008 au 7 mai 2012.
[86] 500 morts du côté géorgien en quelques jours. Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020.
[87] Suite à la passerportisation abkhaze par les russes. « Statement on the Situation in South Ossetia », Kremlin, 8 août 2008 (http://www.kremlin.ru).

complètement la Géorgie. Les termes de l'accord Medvedev-Sarkozy[88] prévoient que les forces russes devront se retirer sur les lignes antérieures au déclenchement des "hostilités". Ce principe sera pourtant interprété différemment à Tbilissi et à Moscou, puisque la Russie refuse de retirer ses troupes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Le 26 août 2008, le président Dimitri Medvedev annonce que la Russie reconnaît officiellement l'indépendance de l'Abkhazie et celle de l'Ossétie du Sud, nécessaire pour empêcher l'escalade, la mort de milliers de civils et un *« génocide*[89] *»*.

La communauté internationalle a également engagé des tentatives de médiation dans cette guerre de cinq jours comme le prouve l'accord Sarkozy-Medvedev. L'ONU lance de nombreux appels à la paix, mais il ne faut pas oublier en effet que l'organisation est avant tout un forum de discussions et non pas un acteur unifié, et la situation reste stérile. C'est en novembre 1993 que les premières discussions entre Abkhazes et Géorgiens commencent à Genève, sous les auspices de l'ONU. En 1997, le « processus de Genève » est initié, qui vise à rassembler toutes les tentatives de négociation orientées vers la recherche d'une solution politique au conflit abkhaze. Des mesures de coopération sont prévues pour renforcer le dialogue, mais seules trois réunions ont été organisées dans ce cadre entre 1998 et 2001. En 2003, les tentatives de l'ONU de redémarrer le processus aboutissent, à Genève, à une réunion pour discuter de questions concrètes, sans aborder pour autant le problème du statut politique. Moscou réagira à cette reprise en organisant à Sotchi des discussions entre Chevardnadze (président géorgien de l'époque) et le Premier ministre abkhaze. Il s'agit en fait d'une tentative du président Poutine de faire évoluer, sous son égide, le format de négociations multilatérales à un format bilatéral, afin d'isoler la Géorgie de ses soutiens occidentaux[90].

À la suite de la révolution des Roses, les relations se sont détériorées entre Moscou et Tbilissi, et entre Soukhoumi et Tbilissi, rendant la poursuite du processus diplomatique très difficile. La guerre d'août 2008 et la reconnaissance russe des indépendances abkhaze et sud-ossète modifient l'échiquier. Le cessez-le-feu du 12 août prévoit l'organisation de nouvelles discussions à Genève, concernant avant tout la

---

[88] « Comment la France a arraché l'amorce d'une négociation », *Le Monde*, 13 août 2008 (http://www.lemonde.fr).
[89] « Interview of the President Dmitry Medvedev with CNN », Kremlin, 26 août 2008 (http://www.kremlin.ru).
[90] T. Whitfield, p. 156-157 ; « Commentary : From Geneva To Sotchi To Dead End in Abkhazia », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 1, n° 81, 8 septembre 2004.

situation sécuritaire sur le terrain[91]. Mais il n'est plus question ici de débattre du statut politique de l'Abkhazie puisque la Russie estime avoir réglé cette question en reconnaissant son indépendance. On peut effectivement se demander quel sera le futur des négociations, car depuis la guerre d'août et la reconnaissance des indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, Moscou n'a plus quitté les territoires séparatistes, pérennisant sa présence. L'Abkhazie semble ainsi définitivement échapper à la Géorgie pour se rapprocher toujours davantage de son protecteur russe. La guerre d'août 2008 a d'ailleurs refroidi les ardeurs des partisans de la Géorgie dans l'OTAN, aucun ne souhaitant être entraîné dans un conflit armé contre la Russie. Dans une interview télévisée, Vladimir Poutine a affirmé : *« Il y avait un plan, ce n'est pas secret* […] *C'est dans le cadre de ce plan qu'a agi la Russie, il a été préparé par l'état-major général, fin 2006 ou début 2007. Il a été approuvé par moi et convenu par moi*[92]*. »* À l'époque, il était Premier ministre. Selon ce plan, des armes lourdes et des troupes ont été préparées et mobilisées en vue d'une invasion prochaine de la Géorgie. L'impasse politique demeure. Le comportement de V.Poutine dans cette crise n'est qu'un facteur de plus, mais qui fait pencher la balance dans le débat occidental sur la façon de traiter avec Moscou. Cependant, pour le politologue Torniké Sharashenidzé[93], il y a autre chose : *« La présence militaire russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud est un énorme défi pour la Géorgie, premièrement pour l'intégration au Traité nord Atlantique. Il y a l'exemple de Chypre. Mais surtout pour l'intégration européenne : nos standards économiques sont trop bas pour l'intégrer. Nous ne sommes pas prêts*[94]*. »*

e) Bidzina Ivanishvili comme acteur géopolitique

À l'époque en 2010, Medvedev martèle que son gouvernement rejetait toute idée de dialogue avec le gouvernement géorgien tant que Saakachvili, ce « cadavre politique », sera président[95]. En octobre 2011, à Tbilissi, le milliardaire et ancien oligarque géorgien Bidzina Ivanishvili annonce qu'il entre en politique et veut réduire la

[91] « Mediations on Third Round of Geneva Talks », *Civil Georgia*, 18 décembre 2008 ; « Russian Tactics Derail Geneva Talks on Abkhazia and South Ossetia », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, n° 198, 16 octobre 2008.
[92] Isabelle Lasserre, « Poutine reconnaît avoir planifié la guerre en Géorgie », *Le Figaro*, 10 août 2012.
[93] Interview réalisée le 05/08/20 à Tblissi
[94] Assistant en politique étrangère du Premier ministre du gouvernement de Géorgie en 2005. Il m'a confié cela lors de mon interview du 5 août 2020.
[95] R.D. Asmus, *A little war that shook the world*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 211.

tension avec Moscou. Mais l'on pouvait évidemment se questionner s'il s'agissait d'un projet du Kremlin et d'un levier d'influence orchestré par la Russie. La montée fulgurante d'Ivanishvili invite à un certain nombre de réflexions. Comment est-il devenu si riche en Russie ? Que nous apprend sa carrière antérieure en Russie sur l'homme ? Ivanishvili est-il aussi libre qu'il le prétend de l'emprise du Kremlin? Et quant est-il de ses relations avec Mikheïl Saakashvili ?

Sa richesse en 2013 selon *Forbes*[96] était de 5,3 milliards de dollars, soit près de la moitié du PIB de la Géorgie, tout en demeurant l'un des oligarques postsoviétiques les plus secrets. Dans l'une de ses rares interviews, Ivanishvili a expliqué pourquoi il était si secret : *« C'est uniquement à cause de mon caractère. Je n'aime pas rencontrer des journalistes, participer à des événements publics, aller à des fêtes. Là, vous devez porter un masque, mais je déteste les formalités. Je suis matérialiste, je ne crois pas à la vie après la mort et la vie est courte, je ne veux rien faire qui limite ma liberté. En général, je n'aime pas être au centre de l'attention, je n'aime pas les fêtes, je ne fête même jamais mon anniversaire*[97]*. »*

À cet égard, il ne correspond pas à l'image des Géorgiens, connus pour leur convivialité[98].

Malgré sa disponibilité récente à parler, Ivanishvili reste à ce jour un mystère. *« Au-delà de ses excentricités d'élevage de zèbres et de collection d'art, nous ne savons pas grand-chose de Bidzina Ivanishvili*[99] *»*, a admis un journaliste étranger le lendemain de la victoire de sa coalition « Le rêve Géorgien » contre le Mouvement National Uni du président Saakachvili lors des élections législatives du 1er octobre 2012.

L'une des raisons de son opposition à Saakachvili provient sans aucun doute de son caractère, formé dans les milieux d'affaires russes des années 1990 après la chute de l'URSS. Ivanishvili a suggéré que *« la Géorgie devrait être consciente de sa place »*, ce qui sous-entend que la Géorgie ne peut se développer et prospérer que si elle ne viole pas les règles russes[100]. Notamment avec la pression exercée par Moscou sur Tbilissi au

---

[96] *Forbes* est un magazine économique américain.
[97] Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? », *Caucasus Survey*, vol. 1, nº 1, October 2013, 117-126.
[98] La volonté du peuple est d'inscrire les banquets géorgiens au patrimoine de l'Unesco pour leur convivialité.
[99] Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? » *Caucasus Survey*, vol. 1, nº 1, October 2013, 117-126.
[100] Interview de Régis Genté, le 11 avril 2013.

sujet des conflits séparatistes. Un certain nombre de ses déclarations suggère une personnalité qui est l'exact opposé de celle de Saakashvili, qui affirmait nettement son penchant pro-occidental. *« Nous serons réalistes quant aux possibilités de la Géorgie. Nous abandonnerons les coups de sabre et reconnaîtrons que la Géorgie est une petite puissance régionale dans un quartier très dangereux.*[101] *»* Les relations russes, qu'il veut « normaliser », après que Tbilissi a rompu ses relations diplomatiques avec la Fédération de Russie à la suite de la guerre de cinq jours en 2008.

Dans l'entretien accordé à Régis Gente[102], Ivanishvili a établi des parallèles entre son succès commercial et la façon dont il pense que la Géorgie devrait désormais traiter avec la Russie. *« Je suis connu en Russie comme un homme qui tient toujours parole et qui ne viole jamais la loi.* [...] *C'est très important en politique et pour nous de normaliser nos relations avec Moscou »*, a-t-il déclaré. Selon Ivanishvili, la première étape n'est pas de provoquer Moscou. Ce qu'a ouvertement engagé Saakashvili, qui selon lui *« faisait passer l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN devant les yeux de la Russie comme agitant un tissu rouge devant un taureau »*, sont des provocations qui ont eu de lourdes conséquences pour le pays. Il a d'ailleurs expliqué que si Saakachvili est *« fou, c'est qu'il est grand et que son sang ne circule pas correctement*[103] *»*. Ivanishvili semble se souvenir des outils de réussite qu'il a appris en tant qu'homme d'affaires en Russie, un pays dont il a conservé la nationalité jusqu'en 2011. L'oligarque russe Boris Berezovsky a déclaré à l'hebdomadaire géorgien *Tabula* en 2012 qu'il pensait que la raison pour laquelle Ivanishvili n'avait aucun problème à gérer une entreprise rentable en Russie était parce qu'il *« joue selon les règles établies par le gouvernement russe »*. Sous entendu qu'il respècte les règles fixées par Moscou au contraire de M.Saakashvili. Ce qui peut expliquer comment il a pu vendre ses actifs russes sans difficultés, car il ne dérangeait sans doute pas les affaires du Kremlin. Il a décidé de vendre parce que, comme il l'a déclaré dans l'édition du magazine *Forbes*[104], *« négocier avec la Russie, comme mon équipe a l'intention de le faire après son arrivée au pouvoir, serait très difficile si j'avais des actifs là-bas »*. Mais il reste vulnérable aux pressions de Moscou. Selon Tornike Sharashenidzé[105], *« Bidzina Ivanishvili a fait un pacte secret avec le Kremlin mais*

---

[101] Article publié dans le *Wall Street Journal*, 2 août 2012.
[102] Journaliste, spécialiste de l'ancien espace soviétique.
[103] Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? » *Caucasus Survey,* vol. 1, nº 1, October 2013, 117-126.
[104] « Nobody's Bigger Than Bidzina », 7 mars 2012, *Forbes*.
[105] Cf. mon interview du 5 août 2020.

personne n'a de preuves évidemment. Depuis que la Géorgie est devenue un pays indépendant, il n'y a eu que trois milliardaires qui ont tous fait fortune en Russie. L'un d'eux était considéré comme très pro-européen et proche de Saakashvili. Donc faire fortune en Russie ne veut pas dire être pro-russe. Le fait que Ivanishvili ait fait fortune en Russie ne le désigne pas pro-russe. Mais d'un autre côté, c'est vrai que Ivanishvili est beaucoup plus prudent avec la Russie et sa politique étrangère avec la Russie est plus équilibrée. »

À son actif, sa banque, Rossiyskiy Kredit[106], a été vendue pour 352 millions de dollars en 2012 à un groupe d'investisseurs composés de grands banquiers russes et sa chaîne de pharmacies Doktor Stoletov vendue pour 60 millions de dollars à la société Imperia-Pharma. Il a également trouvé des acheteurs pour son entreprise agroalimentaire Stoilenskiy Niva, le troisième plus grand transformateur de céréales et producteur de pain de Russie, mais aussi son immobilier de luxe, et d'autres branches économiques.

Kakha Bendukidze, un magnat géorgien qui a exercé les fonctions de ministre sous Saakashvili, a déclaré dans une interview de Régis Genté à l'été 2013 qu'il ne croyait pas non plus qu'*« Ivanishvili est un projet du Kremlin. Mais il est très probable que Poutine pense qu'il peut traiter avec lui »*. Notamment après sa décision de rentrer en politique en Géorgie.

Pourtant, tout a commencé en 1987. Il a pris un emploi dans un institut de recherche de Tbilissi et a ainsi commencé à importer des ordinateurs, sa première entreprise. *« Je connaissais des juifs de Tbilissi qui étaient partis à l'étranger. Je les ai appelés, ils étaient heureux de démarrer une entreprise. Ils ont commencé à m'envoyer des ordinateurs et l'Académie géorgienne des sciences est devenue le premier acheteur. Mais mon activité n'a pas plu au procureur géorgien, car avec ma première transaction, plus d'un milliard de roubles sont arrivés sur mon compte coopératif, ils ont donc bloqué ce compte*[107] *»* a déclaré Ivanishvili. C'est la raison pour laquelle il a décidé de déménager à Moscou.

Il a donc poursuivi ses affaires avec Malkine, un judéo-russe qui serait son partenaire économique. Aujourd'hui, il est sénateur représentant la Bouriatie, région située entre la Sibérie, la Mongolie et la Chine, au Conseil de la Fédération de Russie. En

[106] Traduction en russe de « crédit russe ».
[107] Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? » *Caucasus Survey*, vol. 1, nº 1, October 2013, 117-126.

1990, la société est l'une des plus importantes en Russie à vendre des produits d'ingénierie électronique. Ivanishvili insiste sur le fait qu'il a toujours évité les criminels, bien qu'avec sa banque il fallait savoir faire face à de tels problèmes. Il dit avoir travaillé dur pour préserver sa réputation, et les seuls dossiers compromettants à son égard ont été supprimés sur son ordre.

Les clés de son succès étaient d'éviter la confrontation avec les criminels et les poids lourds des milieux de l'appareil politique, oligarchique et sécuritaire, comme lorsqu'il a acheté des mines de fer impopulaires après leur privatisation en Russie. Il a toujours fait profil bas.

Politiquement, en 1996 en Russie, Ivanishvili a joué une place stratégique et a parrainé la campagne présidentielle du général Alexander Lebed. Ivanishvili était membre de la Semibankirshchina, un regroupement de banquiers et d'oligarques russes les plus puissants créé pour réélire le président Boris Eltsine. Eltsine avait des cotes extrêmement basses en son temps et les oligarques russes craignaient que le communiste Gennady Zyuganov ne soit élu. Selon Boris Berezovsky, l'oligarque russe : *« Même si Ivanishvili ne faisait pas partie des représentants éminents de ce groupe, il était en première ligne. À cet égard, la contribution d'Ivanishvili a été très importante. »* Cela prouve la proximité encienne entre lui et le Kremin.

Bidzina Ivanishvili est fier d'avoir contribué à la victoire d'Eltsine. *« Vous pouvez dire que j'ai aidé le Kremlin.* [...] *J'ai convaincu Eltsine, par l'intermédiaire de Chubais, qu'il ne pourrait pas gagner si Lebed n'était pas un candidat contre lui, car il capturerait les voix communistes et nationalistes. Dans le même temps, j'ai convaincu Lebed qu'il devait obtenir ces votes, puis se retirer en faveur d'Eltsine. Personne n'a fait autant que moi pour cette élection »*, a-t-il déclaré à Régis Genté lors de son interview.

Grâce à des alliances politiques et économiques brillantes et sa capacité de non-confrontation aux problèmes, Ivanishvili a pu survivre dans un environnement criminel et oligarchique extrêmement difficile de la Russie des années 1990.

Jusqu'en 2012, il a constamment démontré sa capacité à jouer selon les règles russes. Depuis qu'il est devenu Premier ministre, Ivanishvili a essayé de mettre en œuvre une politique conforme à ces règles comme une « normalisation » des relations avec la Russie, afin de permettre un développement serein du pays. *« Nous devons rester unis et nous devons bien comprendre notre place et nos capacités, et lorsqu'il y a des*

négociations, nous ne devons pas aggraver notre situation, mais au contraire l'améliorer[108]*. »*

Aujourd'hui, c'est l'homme fort de la Géorgie ; les pouvoirs du président[109] sont considérablement réduits dans la Constitution, on les qualifiera de protocolaires[110].

Peut-on répondre à la question : est-il lié au Kremlin ? Il l'est peut-être, mais il n'y a pas beaucoup de preuves. Il est sans doute un instrument politique qui permet à Moscou de garder une mainmise sur Tblissi et entamer des discussions qui autrefois étaient impensables. Le retrait politique de Saakachvili est plus que personnel ; pour Ivanishvili, c'est aussi le seul moyen de normaliser les relations avec Moscou. *« Si le Kremlin ne peut pas dicter la politique de Tbilissi, il réussit à la faire peu à peu dévier grâce à l'entremise d'Ivanichvili.*[111] *»*

Tout ce qu'Ivanishvili a fait depuis son arrivée au pouvoir témoigne de ses efforts visant à mettre le blâme principalement sur Saakashvili en l'accusant d'avoir déclenché la guerre de 2008, ou à d'autres moments d'être tombé dans un piège russe. Lors d'un discours public en août 2012, il a offert une explication de la façon dont il analyse les stratégies russes : *« Ils voulaient et s'efforçaient de renforcer leurs intérêts géopolitiques, leur propre sécurité, et voulaient pénétrer de l'autre côté du Caucase pendant des années et même pendant des siècles* [...] *et c'est normal. La Russie ne fait pas exception. Ce n'est pas le seul parmi nos États voisins à vouloir s'emparer de nos territoires*[112]*. »* Aujourd'hui, Ivanichvili a certes conservé la stratégie pro-occidentale du pays, mais il a aussi imposé une politique de normalisation des relations avec la Russie[113]. Le pouvoir géorgien s'emploie à réduire à néant l'héritage politique de l'ancien chef de l'État Mikhe[illegible] Saakachvili. Il a déclaré que le parti de Saakashvili *« veut que la Géorgie brûle dans les flammes*[114] *»*, mais ils n'y parviendront pas, ajoutant que l'UNM[115] *« n'a aucune chance »* de revenir au pouvoir. Néanmoins, le jeu de faux-semblant qui est une adhésion de la Géorgie à l'UE ou à l'OTAN para[illegible] inconcevable pour les décennies à venir. La Russie a

---

[108] Bidzina Ivanishvili résume les développements récents et définit les priorités, Civil.ge, 25 juillet 2018.
[109] Salomé Zourabichvili, une Française issue de la diaspora géorgienne élue en 2018.
[110] Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020.
[111] Régis Genté, *op. cit*.
[112] Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? » *Caucasus Survey,* vol.1,October 2013, 117-126.
[113] *« Ses partisans politiques géorgiens le prétendent, vantant les mérites d'un homme parvenant à contenir les demandes russes tout en maintenant l'orientation pro-occidentale de la Géorgie. »* Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020.
[114] Premier ministre Ivanishvili critique le Parti républicain, Civil.ge, 17 février 2015.
[115] Mouvement national uni.

trop à perdre stratégiquement dans cette hypothèse. Et la présence russe en Abkhazie ou en Ossétie du Sud empêche une intégration européenne de Tbilissi, car qui voudrait engager un pays en conflit avec la Russie ? Ivanichvili continue d'afficher une politique pro-occidentale comme il l'a à nouveau déclaré publiquement en novembre 2018 : *« Dans l'arène internationale, notre intégration à l'OTAN et l'UE est de plus en plus réalistique avec nos amis américains et européens*[116]*. »* Nous pouvons l'interpréter selon certains événements antérieurs : pour garder le contrôle du pays, car un virage pro-russe provoquerait des événements similaires à l'Ukraine avec « Maidan en 2014[117] », tout en développant sa politique de normalisation des échanges avec Vladimir Poutine.

[116] Ivanishvili addresses the Nation, Civil.ge, 5 novembre 2018.
[117] Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020. Maidan représente la violence en 2014 qui entraîna la chute du président pro-russe d'Ukraine, Viktor Ianoukovitch. Moscou appellera le 20 février un coup d'État armé et s'en servira pour justifier l'annexion de la Crimée et le soutien aux séparatistes dans l'est de l'Ukraine.

Les orientations politiques très pro-américaines du dirigeant de la Géorgie sont un frein pour dénouer avec le Kremlin le conflit de 2008. Par conséquent, seul un cycle électoral avec l'arrivée de nouvelles forces politiques au pouvoir pourrait changer cette situation de gel. Il n'existe aucune définition formelle ni de consensus entourant le terme de « conflit gelé ». Pour éclaircir notre propos, nous pouvons considérer qu'un conflit gelé est un conflit armé qui, après une phase militaire, est suspendu par un cessez-le-feu (2008) pour une longue période et où les belligérants sont généralement séparés par une opération de maintien de la paix. Bien que les hostilités armées soient interrompues et qu'un processus de paix soit établi avec dans notre cas le retour au dialogue en 2012, aucune solution n'a encore été trouvée et les négociations, dans l'impasse, semblent indéfiniment bloquées. Les pays engagés dans ce type de conflit se trouvent donc dans un contexte particulier – ni guerre ni paix – et ne parviennent pas à dégeler la situation[118].

Ainsi, la victoire du parti de la coalition Georgian Dream aux élections législatives de 2012 avec à sa tête le Premier ministre Bidzina Ivanishvili et son programme électoral de normalisation des relations avec la Russie ont entraîné d'importants changements dans les relations entre les deux pays. La Russie a perçu le changement de ton à Tbilissi et a réagi en supprimant les principales restrictions commerciales à l'égard de la Géorgie en autorisant l'exportation de vins et de produits alimentaires géorgiens sur son marché.

Au cours de l'année 2013, le Premier ministre Ivanishvili a déclaré dans un discours à l'occasion du cinquième anniversaire de la guerre d'août 2008 avec la Russie que Tbilissi était prête pour un dialogue direct avec les « frères » abkhazes et ossètes, et a ajouté que la Géorgie devrait avoir la force de « pardonner » et admettre aussi ses « propres erreurs[119] ».

Ivanishvili a déclaré que tout en tirant des conclusions claires de cette « expérience tragique », la Géorgie devrait également penser à demain.

« Par conséquent, malgré tout, nous devons trouver des formes de relations avec la Russie », a-t-il déclaré, ajoutant qu'à la fin de l'année dernière, son gouvernement avait

---

[118] Xavier Follebouckt, *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique, genèse et enjeux*, Presses universitaires de Louvain, 2012, p. 131.
[119] « In War Anniversary Speech Ivanishvili Reaches Out to Sokhumi, Tskhinvali », Civil.ge, 8 août, 2013.

lancé un dialogue direct avec la Russie par l'intermédiaire de son envoyé spécial Zurab Abashidze.

Ce format de dialogue informel lancé en décembre 2012 vise à normaliser les relations bilatérales dans les domaines liés principalement au commerce, aspects économiques, humanitaires et culturels où des progrès sont possibles en l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays qui ont été rompues depuis la guerre d'août 2008.

« Nous espérons qu'une période constructive d'interaction et de recherche conjointe de solutions nous attend, qui sera fondée sur le respect mutuel des intérêts des deux pays », a déclaré le représentant spécial du Premier ministre géorgien Zurab Abashidze[120].

« Mais il ne devrait y avoir aucune attente surestimée quant à ce que nous avons déjà fait et à ce que nous devons faire à l'avenir, les illusions sont les plus dangereuses pour les relations », a déclaré Grigory Karasin, secrétaire d'État et vice-ministre des Affaires étrangères, ajoutant que des attentes excessives peuvent provoquer la désillusion et « le gel des rapports ».

« C'est exactement ce que nous ne voulons pas, a-t-il déclaré. Nous voulons que tout se développe peut-être pas si vite, mais de manière fiable[121]. »

II) Les Outils de la politique de normalisation depuis 2012

a) Restauration du dialogue avec le processus de Prague

Comme nous venons de le lire en introduction, les signes de sortie des relations géorgiennes-russes de l'état de « mort clinique » sont apparus après le changement de pouvoir en Géorgie à l'automne 2012. Néanmoins, le directeur de Rospotrebnadzor, l'agence nationale de protection des consommateurs de Russie, Guennadi Onichtchenko, l'un des contempteurs les plus acharnés de la Géorgie à Moscou, a récemment déclaré que les Géorgiens étaient *« paresseux »* et a qualifié la Géorgie de *« natsionalno-territorialnoe obrazovanie »* – une formation territoriale nationale –, une expression typiquement soviétique désignant une sorte de territoire administratif. À l'entendre, la

[120] Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 1er mars 2013.
[121] *Ibid*, Civil.ge, 1er mars 2013.

Géorgie ne serait pas un État indépendant... Ce à quoi Bidzina Ivanishvili lui a répondu : *« Nous sommes habitués ! Onichtchenko tient souvent ce genre de propos très vexants... mais j'ai expressément demandé à mes ministres de ne pas réagir[122]. »* Cette réponse pleine de bon sens met en lumière ce désir de restaurer les relations diplomatiques entre Tbilissi et Moscou ; un apaisement des tensions, pour un avenir de paix. Le nouveau Premier ministre a donc créé le poste de représentant spécial pour les relations avec la Russie (Zurab Abashidze) et Moscou a nommé son homologue le secrétaire d'État et vice-ministre des Affaires étrangères (Grigory Karasin).

Il paraît intéressant dans cette partie de définir l'acteur Abashidze, figure de la politique étrangère géorgienne, qui noue des liens forts avec la Russie. En effet, il avait de l'expérience en tant qu'ambassadeur de Géorgie en Russie, et la connaissance de l'ancien Premier ministre russe et personnalité publique bien connue Evgueni Primakov, au point d'être invité à la célébration de son 80e anniversaire en présence de Vladimir Poutine. Primakov[123] était un éminent ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de la Fédération de Russie dans les années 1990. Réputé pour sa doctrine qui postule qu'un monde unipolaire dominé par les États-Unis est inacceptable pour la Russie, il était un critique audacieux des oligarques et de leur capitalisme néolibéral, un ardent défenseur des intérêts nationaux russes et un homme que de nombreux Russes considéraient comme le meilleur président que leur pays n'ait jamais eu. Il assurait que la Russie devrait tendre vers un monde multipolaire géré par un concert de grandes puissances qui puisse contrebalancer la puissance unilatérale des États-Unis. Que la Russie devrait insister sur sa primauté dans l'espace postsoviétique et mener l'intégration dans cette région et devrait s'opposer à l'expansion de l'OTAN.

Ces liens entre les deux hommes attestent du statut particulier de Zurab Abashidze dans ces négociations. Une compréhension de la politique étrangère russe est nécessaire pour entreprendre des négociations entre ces États.

Dans les domaines commercial, économique et humanitaire, les négociateurs ont progressé, mais la question des conflits non résolus (ainsi que d'autres questions de « grande politique ») sont en dehors de leurs discussions appelées « lignes rouges » et discutées lors du processus de Genève depuis 2012.

---

[122] Entretien avec Bidzina Ivanichvili, Premier ministre de Géorgie depuis octobre 2012. Conduit par Régis Genté, été 2013.

[123] Jonathan Steele, « Ministre des Affaires étrangères et Premier ministre russe exceptionnels ayant servi sous Eltsine et Gorbatchev », 28 juin 2015, *The Guardian*.

La position de Tbilissi est de ne pas associer le format Karasin-Abashidze aux pourparlers de Genève afin de ne pas écarter ces derniers, qui se tiennent avec la facilitation des coprésidents de l'UE, de l'ONU et de l'OSCE.

Lors de leur deuxième réunion, le 1er mars 2013 à Prague, Abashidze a déclaré après avoir rencontré Karasin que Moscou envisageait d'assouplir les règles de délivrance de visas pour les citoyens géorgiens. Abashidze a ajouté qu'un éventuel assouplissement des règles sur les visas s'appliquerait probablement à « certaines catégories » ; cependant, il a également souligné qu'aucun délai n'avait été spécifié lors des pourparlers. En effet, au cours de la cinquième réunion fin 2013, le ministère russe des Affaires étrangères a également déclaré que Moscou proposait une approche flexible pour délivrer des visas aux citoyens géorgiens, ce qui, selon lui, a conduit à une augmentation de 40 % du nombre de visas accordés aux Géorgiens en 2013.

De son côté, la Géorgie a unilatéralement levé les règles relatives aux visas pour les citoyens russes à la fin de février 2012, les touristes russes représentant, en moyenne, pas moins de 15 % du nombre total de touristes visitant la Géorgie, ce qui facilitera leur venue.

D'autre part, Abashidze a déclaré qu'au cours des pourparlers les deux parties ont noté que depuis leur première réunion *« des mesures pratiques ont été prises en ce qui concerne les relations commerciales, ce qui devrait contribuer à la reprise des exportations géorgiennes vers le marché russe*. […] *En parallèle, des travaux sont en cours sur la restauration des liaisons de transport, en particulier la restauration des vols régulier*[124] », a-t-il encore observé.

Par ailleurs, la science et la santé ont été identifiées comme deux domaines supplémentaires qui devraient faire partie des discussions dans le cadre de ce dialogue bilatéral entre le Kremlin et Tbilissi.

L'une des politiques majeures établies lors des pourparlers de Prague en 2013 est la reprise de l'importation des vins géorgiens, des eaux minérales et des produits agricoles en Russie.

En effet, la Russie a interdit les importations de vins géorgiens en mars 2006 invoquant des problèmes de sécurité sanitaire selon Gennady Onishchenko.

[124] Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 31 mai 2013.

« Le raisin et le vin, c'est une question d'identité, un véritable passeport culturel, c'est notre fierté ; c'est sur quoi repose notre identité, notre existence », a déclaré Saakashvili en 2011[125]. Il a ajouté que la Russie pensait également à tort que l'interdiction aurait provoqué l'effondrement de l'économie géorgienne et a déclaré que la Géorgie a plutôt amélioré la qualité de ses vins et diversifié ses marchés d'exportation. La Géorgie avait condamné l'embargo dans le cadre de la tentative de la Russie de saper l'économie géorgienne, car ils n'avaient pas de marchés d'exportation et dépendaient du marché russe.

Dans le cadre de la politique de normalisation avec la Russie depuis 2012, le retour du marché du vin avec la Russie en 2013 est un exemple formateur de l'avancée des négociations entre le Kremlin et Tbilissi. On note une augmentation de plus de 65 % des exportations de vin géorgien, soit plus de 31,3 millions de bouteilles de 0,75 litre exportées au cours des sept premiers mois de 2014 en direction de la Russie, selon l'Agence nationale du vin de Géorgie.

La Russie est le plus grand marché d'exportation de vin du pays avec 24 millions de bouteilles expédiées au premier semestre 2018[126], l'entente de manière générale se maintient donc. Pour les Géorgiens, les motifs économiques de normaliser les relations avec la Russie sont importants. De ce point de vue, la Russie, par la taille de son marché intérieur et la demande d'exportations géorgiennes classiques, est un partenaire économique et commercial logique pour la Géorgie. De plus, les investisseurs russes travaillent volontiers en Géorgie, s'adaptant avec succès aux conditions locales et profitant des avantages, y compris un régime fiscal plus favorable.

N'oublions pas que plus de la moitié des envois de fonds vers la Géorgie provient des Géorgiens de Russie, ce qui indique que les liens humanitaires et familiaux continuent d'exister quel que soit le contexte politique.

Toujours au cours de cette année en 2013, Karasin a déclaré à l'agence de presse russe Interfax que la Russie insistait toujours pour faire annuler la loi géorgienne qui stipule qu'une entrée sur les territoires séparatistes en Abkhazie et en Ossétie du Sud à partir de territoires autres que contrôlés par Tbilissi est illégale[127].

---

[125] « Saakashvili: Wine Georgia's Passport in Civilized World », Civil.ge, 3 septembre 2011.
[126] « Georgian Wine Exports Surge with Russia Major Market », Civil.ge, 5 août 2014.
[127] Rencontre des négociateurs géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 6 juin 2013.

Après de longs débats, le Parlement a adopté le 17 mai 2013 son ensemble de projets de lois en première lecture sur la dépénalisation partielle et l'assouplissement des sanctions en cas d'entrée illégale dans les régions séparatistes. Selon le projet de loi, le premier cas de violation de la règle devrait prévoir une sanction administrative sous la forme d'une amende de 400 GEL (110 euros), au lieu de la responsabilité pénale actuelle. En cas de violation répétée de cette règle par la même personne, des sanctions en vertu du code pénal devront s'appliquer, mais la sanction sera à nouveau pécuniaire et d'un montant d'au moins 800 GEL (220 euros). L'emprisonnement ne devrait s'appliquer qu'en cas de récidive ou si ce crime est commis dans des circonstances aggravées, s'il est commis en groupe, avec recours à la force ou menace de recours à la force. Dans de tels cas, la peine d'emprisonnement, selon le projet de loi, devrait être d'un an, au lieu de trois à cinq ans actuellement.

Au début de l'année 2014, lors d'une nouvelle réunion entre les deux diplomates, Zurab Abashidze a déclaré aux journalistes géorgiens à Prague qu'il était important d'entendre *« une déclaration sans ambiguïté »* de son interlocuteur russe selon laquelle Moscou *« n'a aucunement l'intention d'exercer une quelconque pression sur Géorgie »* au sujet de la signature prévue de l'accord d'association avec l'UE en juin[128].

Par ailleurs, de nouveaux progrès dans les relations bilatérales ont été constatés au cours de la réunion. Il a été noté que la participation des athlètes géorgiens aux Jeux olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi avait un impact favorable sur le climat de dialogue, selon le ministère russe des Affaires étrangères.

Au départ, les événements s'annonçaient compliqués. La décision de la Russie de désigner un pilote militaire russe, Ivan Nechayev, qui a reçu le prix du héros pour avoir atterri en toute sécurité avec un avion endommagé pendant la guerre d'août 2008 avec la Géorgie, comme l'un de ces 13 990 porteurs de flambeau a attisé de violentes critique de la part du gouvernement géorgien.

« Il est bien entendu pour tout le monde que dans le contexte de l'occupation des régions géorgiennes, il était extrêmement difficile de prendre une décision en faveur de la participation de l'équipe olympique géorgienne. Malgré cela, le Comité olympique géorgien, avec le soutien du gouvernement géorgien, a exprimé sa bonne volonté et, guidé par l'importance d'une amélioration constante des relations géorgiennes-russes, a pris la

[128] Réunion de diplomates géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 16 avril 2014.

décision en faveur de la participation aux Jeux olympiques de Sotchi 2014[129] », a déclaré le gouvernement géorgien le 7 octobre 2013.

La Géorgie fait preuve une nouvelle fois de bonne volonté dans ses relations diplomatiques russo-géorgienne, le désir étant de dépolitiser les Jeux olympiques pour éviter quelconques provocations des deux camps.

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné des mesures de sécurité renforcées à Sotchi et aux alentours, ce qui implique l'Abkhazie.

Le gouvernement abkhaze a donc étendu sa « zone frontalière » avec la Russie.

Les agents russes seront autorisés à vérifier les cartes d'identité des personnes entrant dans la zone frontalière étendue ou se dirigeant vers la frontière russe, ainsi qu'à inspecter les véhicules.

Des restrictions ont été imposées au mouvement des véhicules de transport à travers la frontière entre la Russie et la région séparatiste. Les propriétaires des camions, entrant et sortant d'Abkhazie, doivent demander une accréditation spéciale pour pouvoir traverser la frontière avant et pendant les Jeux olympiques. Selon ces mesures, 45 camions peuvent traverser la frontière par jour. Les autorités devront être informées de l'intention de franchir la frontière au moins un jour plus tôt.

Cependant, le ministère géorgien des Affaires étrangères a averti les visiteurs des Jeux olympiques de Sotchi qu'entrer en rupture avec l'Abkhazie de la Russie constituerait une violation de la loi, passible de sanctions pénales en Géorgie, qui ont été assouplies quelques mois auparavant.

Cet avertissement est intervenu après que les autorités de l'Abkhazie ont annoncé la simplification des règles de visa durant la période des Jeux olympiques pour les étrangers souhaitant entrer dans la région depuis la Russie via le point de passage frontalier de Psou, à moins de 40 kilomètres de la ville de Sotchi.

L'un des points essentiel de cette organisation diplomatique et sportive est la coopération de la Géorgie et de la Russie contre le terrorisme. En effet, on peut noter que c'est la première coopération effective pour la sécurité de la région depuis 2012. Des accords ont été mis en place pour éviter la circulation de terroristes venant de

[129] Tbilissi met en garde contre la « politisation excessive » des Jeux olympiques de Sotchi, Civil.ge, 7 octobre 2013.

Tchétchénie, d'Ingouchie ou du Daguestan, par la Géorgie jusqu'à Sotchi. Le chef du Service fédéral de sécurité (FSB) de la Russie, Alexander Bortnikov, a déclaré que la coopération avec les agences de sécurité d'un certain nombre de pays, dont la Géorgie, avait aidé à prévenir les attaques terroristes contre les Jeux olympiques d'hiver de Sotchi. *« Ces menaces ont été localisées grâce à des efforts conjoints*[130]*. »*

Avant les Jeux, les autorités géorgiennes se sont déclarées prêtes à contribuer à la sécurité. En septembre 2013, Ivanishvili confia que Tbilissi n'épargnait aucun effort pour *« aider au maximum »* la Russie à cet égard ; il a également déclaré à l'époque que l'arrestation d'un citoyen russe de Tchétchénie par les forces de l'ordre géorgiennes à Batoumi en septembre 2013 faisait partie des efforts de la Géorgie à cet égard.

Quelques mois plus tard lors de la septième réunion, le 7 juillet 2014, Tbilissi et Moscou se sont félicités des consultations d'experts techniques constructives sur les effets potentiels de l'accord de libre-échange approfondi de la Géorgie avec l'UE sur le commerce bilatéral géorgien-russe où la Suisse a joué les entremetteurs en 2011. Les diplomates suisses peuvent se réjouir d'un succès là où tout devrait mener à une impasse : ils ont inventé une douane privatisée, séparée de la notion de frontière. Car où sera la douane sinon sur la frontière ? Et c'est là que le bât blesse, puisque les deux pays ne s'entendent pas sur son tracé : en deçà ou au-delà de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie.

Ils ont proposé la création de corridors douaniers plutôt qu'une douane fixe. Cela est d'autant plus novateur que c'est une société privée qui est chargée de la gestion des affaires douanières, et permet de découpler la question territoriale de la question douanière ; ainsi personne ne perd la face. Cette négociation fait partie des missions de bons offices qui permettent à la Suisse de peser dans les relations internationales.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Karasin, a déclaré que le traité de libre-échange nommé ALECA[131] entre la Géorgie et l'UE aurait certainement un impact sur le commerce entre la Géorgie et la Russie, mais que la question nécessite un examen

---

[130] Chef du FSB : *« Des efforts conjoints avec la Géorgie et d'autres ont aidé à prévenir les attaques contre les jeux de Sotchi »*, Civil.ge, 9 avril 2014.

[131] Accord de libre-échange complet et approfondi entré en vigueur le 1er janvier 2014. Il porte sur la question du libre-échange, tant sur la réduction des droits de douanes que sur la réduction des barrières non tarifaires, tant sur les services que les biens industriels ou les matières premières dont celles agricoles. Ainsi, il vise à l'intégration du droit communautaire dans ces pays riverains de l'Union dans le but de faciliter les échanges entre les deux territoires.

approfondi, y compris dans le contexte des droits de douane, pour éviter les « mauvaises surprises ». Toutes ces questions étaient particulièrement importantes dans le contexte de l'augmentation du chiffre d'affaires commercial entre les deux pays.

Le commerce bilatéral de la Géorgie avec la Russie a augmenté de 35,4 % au cours des cinq premiers mois de 2014, par rapport à la même période de 2013, principalement en raison de la multiplication par 3,5 des exportations géorgiennes vers la Russie.

Cependant, les avancées positives du processus de normalisation restent fragiles. Quelques mois plus tard, à la suite de la réunion de juillet 2014, un haut législateur de la coalition au pouvoir Georgian Dream, Tedo Japaridze, qui préside la commission parlementaire des Affaires étrangères, a déclaré que Tbilissi devrait ignorer la prochaine réunion de dialogue informel avec Moscou pour protester contre le nouveau traité proposé par le Kremlin avec l'Abkhazie séparatiste. Le projet de traité proposé par la Russie avec l'Abkhazie *« met l'accent sur l'annexion ouverte*[132] *»* et parle directement d'annexion. Toutefois, la réunion entre les deux diplomates sera maintenue par la volonté de l'envoyé spécial géorgien, car ce type de sujet fait partie des discussions abordées au processus de Genève et n'a pas lieu de pénaliser les négociations de Prague.

En 2014[133], la Géorgie a accepté de donner son feu vert à l'adhésion de la Russie à l'OMC[134] (Organisation mondiale du commerce) seulement après que Tbilissi et Moscou aient signé un accord prévoyant la mise en place de systèmes sophistiqués de suivi et d'audit des marchandises transitant par les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Par ailleurs, la question de la restauration éventuelle du chemin de fer entre la Géorgie et la Russie via l'Abkhazie a été abordée, mais aucune discussion détaillée n'a eu lieu. Karasin a souligné qu'il serait impossible d'aborder cette question en détail sans la participation de la partie abkhaze, mais fondée sur le principe de l'intégrité territoriale de la Géorgie.

Une année plus tard, en 2015, le processus de normalisation continue de progresser. Le ministère des Affaires étrangères russe a déclaré avec satisfaction l'augmentation de l'intensité des échanges humanitaires et des contacts entre les

---

[132] Après le traité abkhaze proposé par le Kremlin, un haut député géorgien conseille d'annuler le prochain cycle de négociations de Prague avec Moscou, 15 octobre 2014. Civil.ge

[133] Réunion de diplomates géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 16 avril 2014.

[134] Organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international dont le siège est en Suisse.

peuples, et à cet égard, a souligné l'augmentation supplémentaire du nombre de visas délivrés pour les citoyens géorgiens en 2016. Dans son communiqué de presse, le bureau du Premier ministre géorgien a déclaré qu'au cours de la réunion, Abashidze avait réitéré une fois de plus à son interlocuteur russe que Tbilissi avait finalisé les travaux sur tous les documents envisagés par l'accord de l'OMC de 2011 entre les deux pays sur le contrôle douanier et a ajouté que Tbilissi *« s'attend à ce que la Russie soit prête à passer à la phase de mise en œuvre. Les parties ne devraient pas retarder la mise en œuvre pratique de ce document indispensable pour le commerce régional*[135] *»*.

Néanmoins, dans le cadre de l'accord entre la Géorgie et l'OTAN, la méfiance règne du côté du Kremlin. Le ministère russe des Affaires étrangères a maintenu sa tradition de critique des relations de la Géorgie avec l'OTAN. *« Nous avons de nouveau souligné que l'élargissement des liens de Tbilissi avec l'OTAN, ainsi que la rhétorique hostile des représentants officiels géorgiens dans les forums internationaux contrastent avec la tendance à renforcer les liens commerciaux de fret et les échanges humanitaires, et peuvent saper ce processus mutuellement avantageux*[136]*. »*

Les longues négociations de 2016 ont provoqué une augmentation des relations bilatérales commerciales, économiques et de transport en 2017 (le chiffre d'affaires du commerce de la Géorgie avec la Russie, selon le State Statistics Office Geostat, s'est élevé à 1,2 milliard USD, avec des exportations à 394,7 millions USD [206,4 millions USD en 2016] et des importations à 789 millions USD [675,6 millions USD en 2016]. La Russie était le deuxième partenaire commercial de la Géorgie en 2017, derrière la Turquie).

Le 19 décembre 2017, Tbilissi a signé un contrat avec la société d'essais et d'inspection SGS pour la surveillance du fret dans les trois corridors commerciaux entre la Géorgie et la Fédération de Russie. Moscou a affirmé qu'elle signerait également le contrat et le ministère russe des Affaires étrangères a ajouté que, *« les différences connues de longue date entre les parties dans l'évaluation de l'essence politique de cet accord international ne devraient pas être maintenant présentées comme un problème »*, peu de temps après la critique de Tbilissi selon laquelle les déclarations précédentes de la Russie contredisaient complètement les déclarations sur le commerce de 2011. Selon le ministère russe des Affaires étrangères, Karasin a informé Abashidze que la partie

[135] Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 20 octobre 2016.
[136] *Ibid*, Civil.ge, 17 novembre 2017.

russe achevait les préparatifs pour la signature d'un contrat avec la société de surveillance SGS, ainsi qu'un accord intergouvernemental avec la Suisse sur le financement de son opération, ce qui ouvrira la voie à la mise en œuvre de l'accord de 2011.

Le 1er février 2018, selon le gouvernement géorgien, lors de la réunion, les deux diplomates ont discuté de la mise en œuvre de l'accord de surveillance du commerce de 2011, qui est devenu le sujet de la dernière controverse entre Tbilissi et Moscou, car l'avancée du projet n'aboutit pas et s'enlise.

En effet, *« Zurab Abashidze a souligné que la mise en œuvre de l'accord de 2011 n'est possible que dans le plein respect de ses principes et dispositions, sans aucune interprétation et sans politisation*, ajoutant que *les récentes déclarations officielles de la Russie contredisent complètement les principes et l'essence de l'accord »*.

On remarque de sérieuses divergences de points de vue sur la question et que Moscou avait fait *« une interprétation absolument inacceptable d'un certain nombre de dispositions importantes de l'accord, qui menaçait gravement la bonne mise en œuvre des engagements envisagés par l'accord »*.

« Ils parlent des soi-disant frontières douanières entre la Géorgie et l'Abkhazie, et entre la Géorgie et la région de Tskhinvali, et vous savez bien qu'aucune frontière douanière n'est mentionnée dans l'accord ; il parle simplement des couloirs commerciaux et de l'emplacement des terminaux douaniers », a déclaré Abashidze.

Par ailleurs, en 2018, les tensions concernant les relations entre la Russie et l'OTAN ne sont pas apaisées. Le ministère russe des Affaires étrangères a maintenu sa tradition de critique des relations de la Géorgie avec l'OTAN, Grigory Karasin soulignant que *« le développement militaire »* du Caucase du Sud par des forces non régionales était une *« menace directe pour la Russie*[137] *»*.

Les partenaires de l'OTAN de la Géorgie déclarent ouvertement qu'ils arment la Géorgie précisément pour « contenir la Russie », et dans cette situation, la Russie est en droit de prendre les mesures appropriées pour renforcer sa sécurité et celle de ses alliés. La coopération militaire de la Géorgie avec l'OTAN reste un sujet d'irritation dans les relations bilatérales entre la Géorgie et la Russie, entravant les progrès dans le

[137] *Ibid*, Civil.ge, 17 novembre 2017.

processus de normalisation entre les deux pays. Les relations diplomatiques piétinent sur des différends qui paraissent sans fin. En 2018, à l'Assemblée générale des Nations unies, le Premier ministre Mamuka Bakhtadze[138] a appelé Moscou à respecter l'accord de cessez-le-feu de 2008 et à retirer ses forces armées de deux régions historiques et intégrales de Géorgie. Sa déclaration a été dénoncée par la Russie, ainsi que par les autorités de Sokhumi (Abkhazie) et Tskhinvali (Ossétie du Sud).

Le vice-ministre russe a également critiqué les remarques publiques ouvertement hostiles selon lui des dirigeants géorgiens contre Moscou, affirmant qu'ils *« contribuaient négativement au développement d'une coopération bilatérale mutuellement avantageuse. Nous aimerions bien sûr voir moins de déclarations de ce genre et plus réservées »*, a-t-il noté[139].

Zurab Abashidze a parlé des violations des droits de l'homme en cours et de la militarisation croissante en Abkhazie et dans les régions de Tskhinvali.

Abashidze a quant à lui souligné le fait de sortir de l'impasse dans les relations géorgiennes-russes, car selon lui beaucoup dépend de la volonté politique de la Russie, mais il a également souligné que cela ne peut être réalisé que si la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Géorgie sont respectées par la Fédération de Russie. Car rappelons que Moscou a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août 2008, deux semaines après la fin de la guerre russo-géorgienne. La Syrie, le Venezuela, Nauru et le Nicaragua sont les seuls autres pays à reconnaître l'indépendance des deux régions par rapport à la Géorgie.

Zurab Abashidze et Grigory Karasin, qui est devenu membre du Conseil de la fédération de l'assemblée fédérale de Russie en septembre 2019 ont maintenu leur mandat de dialogue avec Tbilissi, et ils ont tenu une nouvelle réunion le 28 novembre 2019.

À propos des relations commerciales engagées au cours des dernières années selon l'AMF (Assistance macro-financière russe), le chiffre d'affaires du commerce entre les deux pays a diminué de 12 % au cours des huit premiers mois de 2019 en glissement annuel, cependant, la Russie reste le deuxième partenaire commercial de la Géorgie et le plus grand importateur de produits géorgiens, en particulier le vin.

---

[138] Mamuka Bakhtadze est un homme politique géorgien qui a été Premier ministre du 20 juin 2018 au 2 septembre 2019.
[139] Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, juin 2018.

Parallèlement, le ministère des Affaires étrangères russe a également noté qu'à la suite de l'introduction de mesures obligatoires pour assurer la sécurité des citoyens russes, au milieu des manifestations anti-occupation russe à Tbilissi en juin 2019, déclenchées par la visite de députés russes dans le pays, *« le flux de touristes de la Russie vers la Géorgie continue de diminuer chaque mois*[140] *»*. Un groupe d'opposition et de militants civiques s'est réuni devant le Parlement géorgien, condamnant la présence de la délégation russe à une session de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie dans la salle plénière du Parlement le 20 juin.

Les manifestants ont soulevé la responsabilité du parti au pouvoir sur les développements et ont exigé la démission de plusieurs responsables de l'État, dont le président Irakli Kobakhidze et le ministre de l'Intérieur Giorgi Gakharia.

« La partie russe a noté qu'il est important que Tbilissi tire une leçon des développements de juin et utilise une approche plus responsable pour reconstruire les relations avec Moscou[141] *»*, indique le communiqué, ajoutant que cela ouvrirait la voie à la poursuite de la normalisation du processus, y compris la possibilité de rétablir les vols entre les deux pays.

En effet, en réponse au départ forcé des députés russes de Tbilissi et au ténor antirusse des manifestations de Tbilissi, le président russe Vladimir Poutine a convoqué une session d'urgence du Conseil de sécurité et a annoncé l'interdiction temporaire des vols à destination et en provenance de la Géorgie à partir du 8 juillet 2019 pour protéger les citoyens russes de la violence ou d'autres actions illégales. Il a également ordonné l'évacuation des citoyens russes.

Néanmoins, l'opposition parlementaire géorgienne considère que la décision du gouvernement est injustifiée d'un point de vue économique et politique. La partie russe a annoncé que la prochaine réunion entre les deux diplomates pour débattre de ces antagonismes devrait avoir lieu en mars 2020 mais avec la crise sanitaire du corona virus aucune réunion n'a été replanifiée et le processus de Prague reste désormais en suspens.

---

[140] Des diplomates géorgiens et russes se rencontreront à Prague, Civil.ge, 27 novembre 2019.
[141] *Ibid*, Civil.ge, 27 novembre 2019.

b) « Un pas vers un avenir meilleur » – Initiative de paix, facilitation du commerce entre les lignes de partage

En avril 2018, Ketevan Tsikhelashvili, la ministre d'État pour la Réconciliation en Géorgie, rédigea une initiative de paix[142], codicille au processus de Genève et au processus de normalisation initié par Bidzina Ivanishvili fin 2012. La voie du développement dynamique de l'État et la paix avec ses régions séparatistes sont les valeurs fondamentales du gouvernement géorgien comme conditions préalables au progrès, au bien-être, à la sécurité de chaque citoyen et à la consolidation de la démocratie. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a salué la nouvelle initiative de paix de Tbilissi visant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, affirmant qu'elle pouvait bénéficier aux communautés de l'autre côté du fossé et que ces propositions *« sont conformes à la politique d'engagement de l'Union européenne avec les régions séparatistes de Géorgie*[143] *»*. L'ambassade des États-Unis à Tbilissi a également salué *« l'attachement de la Géorgie au dialogue et à une solution pacifique du conflit*, et a réitéré son *plein appui à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues*[144] *»*.

La paix et le développement sont le seul moyen de surmonter les défis actuels et les relations avec Soukhoumi et Moscou. Une politique pacifique, cohérente, pragmatique dans la résolution des conflits est ainsi poursuivie et mise en œuvre par le gouvernement de Tbilissi avec le large soutien de la communauté internationale.

La politique de réconciliation et d'engagement est au cœur de cette approche qui implique l'instauration de la confiance entre les communautés abkhazes et ossètes divisées par les antagonismes et la prise en charge de la population endurant le fardeau des conflits non résolus dans la vie quotidienne.

Le gouvernement géorgien valorise avant tout les droits et la dignité des peuples. En conséquence, il crée pour eux des opportunités enrichissantes dès à présent et pour l'avenir ; avant même qu'une résolution complète du conflit n'ait lieu, c'est une priorité de la politique de paix inaugurée en avril.

---

[142] Le gouvernement annonce une nouvelle initiative de paix pour les résidents d'Abkhazie et d'Ossétie, Civil.ge, 4 avril 2018.
[143] « Union européenne : engagement en faveur de la résolution pacifique des conflits "aussi fort que jamais" », Civil.ge, 7 août 2018.
[144] Les États-Unis se félicitent de l'initiative de paix du gouvernement, Civil.ge, 4 avril 2018.

Ces opportunités peuvent avoir lieu par des approches pragmatiques et humanitaires, en facilitant les contacts à travers les lignes de démarcation et le dialogue communautaire entre Abkhazes et Géorgiens.

Ces initiatives visent à faciliter le commerce à travers les lignes de démarcation, dans le but d'améliorer les conditions humanitaires et socio-économiques post-conflits de la population vivant en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali en Ossétie du Sud. En conséquence, l'initiative actuelle définit les mesures à prendre par le gouvernement géorgien.

Cette action sert un objectif humanitaire pour amorcer le retour au dialogue lors du processus de Prague et les réunions de Genève, avec des outils dépolitisés et des instruments neutres.

En effet, malgré les avancées au cours des discussions depuis 2012 et la prise de pouvoir d'Ivanishvili, le commerce, à travers les lignes de démarcation, reste limité en raison de la présence de barrières physiques, de restrictions à la libre circulation et aux transports, aux diverses taxes, charges et limitations fixées pour le fret. Ce défi est particulièrement difficile pour la population vivant à proximité des lignes de démarcation.

En particulier, cette initiative de paix crée la possibilité pour les produits fabriqués dans ou en provenance d'Abkhazie et de la région de Tskhinvali en Ossétie du Sud d'accéder au marché intérieur de la Géorgie ainsi qu'aux marchés étrangers grâce aux opportunités d'exportation privilégiées qui s'offrent à la Géorgie, entre autre l'accord de libre-échange (ALECA) avec l'UE entré en vigueur le 1er janvier 2016.

Cela implique également les biens produits sur les territoires sous contrôle géorgien ou importés de Géorgie vers l'Abkhazie et la région d'Ossétie du Sud.

L'initiative comprend cinq éléments principaux[145] qui, à leur tour, proposent des instruments et des mécanismes concrets, tous destinés à servir les objectifs de paix.

1. Services : un nouveau mécanisme de recensement des résidents de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali avec un numéro personnel (qui n'implique pas l'octroi ou l'établissement de la citoyenneté. En conséquence, il ne confère pas à un citoyen des droits ou des obligations) ; un processus d'enregistrement simplifié pour les entreprises.

[145] Document officiel Initiative de paix « Un pas vers un avenir meilleur ». Facilitation du commerce entre les lignes de partage Tbilissi, 2018 p. 5.

2. Infrastructure : espace économique spécial. Il représente une zone géographique qui s'étend le long des lignes de division sur le territoire contrôlé par le gouvernement géorgien. L'espace économique spécial vers l'Abkhazie se développera autour du village de Rukhi, fondant et étendant les infrastructures déjà existantes et en gardant à l'esprit que le pont d'Inguri est essentiellement le seul point de passage actif pour le moment. Il comprend une infrastructure et des services qui visent à stimuler et à faciliter les activités commerciales et économiques à travers les lignes de démarcation, telles que les agences de développement des services du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur de Géorgie, ainsi que des banque commerciales, un bureau de poste et des bureaux de change, un service notarial, et des centres d'information, de consultation, d'innovation et de formation.

3. Préférences fiscales : statut spécial de contribuable. Les entrepreneurs désireux de s'engager dans des activités commerciales et économiques au-delà des lignes de démarcation pourront utiliser un statut spécial de contribuable, statut spécial d'entrepreneur/entreprise, ou s'enregistrer en tant que contribuable ordinaire sans ce statut spécial. Le statut spécial de contribuable peut être demandé par les citoyens de Géorgie, les titulaires de documents de statut neutre, les personnes résidant en Abkhazie et la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud enregistrées avec un numéro personnel et les citoyens étrangers, qui mèneront des activités commerciales à travers les lignes de démarcation avec des avantages fiscaux. Donc contrairement aux contribuables ordinaires, ceux qui ont le statut de contribuable spécial bénéficieront d'avantages fiscaux pour certaines activités entrepreneuriales.

4. Opérations commerciales : mouvement des marchandises à travers les lignes de démarcation, règles d'étiquetage et accès aux marchés internes et externes. En effet, les résidents de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali pourront transporter des marchandises produites localement en utilisant un étiquetage de statut neutre vers les territoires sous contrôle géorgien sur la base des documents d'accompagnement délivrés en Abkhazie et dans la région d'Ossétie du Sud et, si une inspection est nécessaire, sur la base d'une inspection sur place des marchandises. Les marchandises doivent également être accompagnées des documents appropriés, tels que définis dans

la législation fiscale en vigueur en Géorgie, c'est-à-dire la facture. Concernant l'étiquetage neutre : les marchandises produites en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud peuvent être autorisées dans les réseaux commerciaux sur le territoire sous contrôle géorgien en utilisant un étiquetage de statut neutre. En particulier, il peut être suffisant de n'inclure que le nom du producteur, le nom de la ville ou de la localité (par exemple, Soukhoumi, Gagra, etc.) et/ou l'adresse (rue, numéro) sur le produit. Si nécessaire, un code-barres spécifique peut être placé sur le produit en fonction de son contenu. Le nom du produit et d'autres informations sur l'étiquette peuvent également être placés en abkhaze.

5. Instruments financiers et législatifs : stimuler et favoriser les relations commerciales et économiques à travers les lignes de démarcation. Pour cela, un nouveau sous-programme sera développé par le gouvernement géorgien dans le cadre des programmes publics existants. Il visera à financer des activités commerciales, ainsi que des projets de petites entreprises en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali dans le cadre du programme de subventions. Des subventions seront accordées pour des projets commerciaux conjoints à travers les lignes de démarcation ainsi que pour des projets commerciaux individuels destinés aux résidents de ces régions.

Parallèlement, la création du Fonds spécial indépendant est prévue pour mobiliser des ressources financières et des contributions de différents donateurs et acteurs, partenaires internationaux et organisations privées, afin de faciliter le commerce à travers les lignes de démarcation. Par ailleurs, les dispositions et modifications appropriées seront promulguées dans divers règlements et lois géorgiens pour rendre l'initiative actuelle opérationnelle. Des modifications seront apportées aux actes juridiques suivants :

1. Loi sur les règles d'enregistrement des citoyens géorgiens et des citoyens étrangers résidant en Géorgie, la délivrance d'une carte d'identité personnelle (permis de séjour) et d'un passeport pour un citoyen géorgien. Loi sur les territoires occupés. Loi sur les actes civils. Code fiscal de Géorgie. Loi sur l'entrepreneuriat. Loi sur les subventions. Loi sur l'enseignement supérieur. Loi sur l'enseignement général[146].

Cette initiative de paix crée donc la possibilité de faciliter le commerce et d'établir des relations économiques acceptables pour tous les acteurs. Elle est adaptée aux

[146] *Ibid*. Document officiel Initiative de paix « Un pas vers un avenir meilleur », 2018, p. 15.

intérêts et aux besoins de la population grâce à des instruments flexibles et pragmatiques qui permettent la dépolitisation des problèmes pour servir des tâches humanitaires concrètes.

Cette action est l'une des directions les plus importantes du programme de réconciliation et d'engagement du gouvernement géorgien qui, avec d'autres initiatives de paix précédemment mentionnées, sert à renforcer la confiance et la paix dans la région. Selon Sergei Kapanadzé, vice-ministre géorgien des Affaires étrangères : « Ce n'est qu'une politique d'engagement. Cela ne doit pas se transformer en une politique de résolution des conflits, car pour cela, c'est avec la Russie qu'il faut parler. »[147]

Le ministre Tsikhelashvili semble partager l'opinion selon laquelle la proposition ne concerne pas principalement la résolution des conflits: «C'est précisément pourquoi nous avons conçu (l'initiative) sans aborder la question du statut et sans modifier la loi sur les territoires occupés. Cela a nécessité beaucoup de travail et de discussions.

Cependant certains affirment que les autorités de Sokhumi et Tskhinvali n'accepteront jamais l'offre de Tbilissi. D'une part, parce que l'écart de désaccord entre les parties est désormais extrêmement grand, et d'autre part parce que Moscou ne permettra aucun mouvement vers la Géorgie.

c) Processus de Genève

En Abkhazie, le processus de paix connaît une implication internationale beaucoup plus importante qu'en Ossétie du Sud lorsque l'ONU prend la tête du processus de négociations[148]. Celui-ci connaît des étapes importantes, privilégiant d'abord une approche globale destinée à trouver une solution à tous les aspects du problème abkhaze, entre 1994 et 1997. Entre 1997 et 1999, l'attention se porte davantage sur la nécessité de construire la confiance par paliers en laissant de côté les interrogations politiques avant de revenir sur la question du statut entre 1999 et 2003. À partir de 2004, les initiatives géorgiennes prennent le pas sur l'action onusienne aboutissant, comme en Ossétie du Sud, à une paralysie complète après 2006.

---

[147] L'étape de paix de Tbilissi a-t-elle un avenir? 27/04/2018 Civil.ge

[148] Teresa whitfield, « Les Nations unies, les groupes d'amis et la résolution des conflits », United States Institute of Peace Press, Washington D.C., 2007, p. 144.

À partir de l'année 2005, un véritable tournant a lieu, et il est intéressant de revenir sur ce point. La dégradation des relations entre Moscou et Tbilissi, après la révolution des Roses, de même qu'entre Soukhoumi et Tbilissi, rend la poursuite du processus très difficile. L'arrivée de Saakachvili en Géorgie rencontre la méfiance des Abkhazes. Lors de son discours d'investiture, le nouveau président promet que son deuxième mandat sera célébré à Soukhoumi. Son impatience à résoudre les conflits séparatistes est caractéristique de sa conviction que le développement économique et démocratique du pays dépend avant tout du recouvrement de son intégrité territoriale. C'est la viabilité même de l'État géorgien qui est en jeu. Il va donc entreprendre des actions unilatérales de plus en plus agressives à mesure que l'impasse politique se prolonge. Ses initiatives de 2004 en Adjarie et en Ossétie du Sud ont des répercussions certaines en Abkhazie avec laquelle les tensions persistent[149].

En 2006, la nomination dans les discussions d'un nouveau représentant géorgien, Irakli Alasania, inaugure un climat positif quoique éphémère. L'opération militaire dans la vallée de la Kodori, en juillet 2006, et la succession des périodes de crises russo-géorgiennes entament définitivement la confiance. Le fossé grandissant entre la Russie et les États-Unis empêche une relance des discussions politiques. À l'échelle mondiale, l'indépendance du Monténégro en 2006 et les possibilités d'une future indépendance kosovare enhardissent l'intransigeance des sécessionnistes géorgiens.

Le 28 mars 2008, le président Saakachvili dévoile une nouvelle proposition à destination des Abkhazes, leur offrant une autonomie *« illimitée*[150]», une représentation au sein du gouvernement central, le poste de vice-président ainsi que des avantages économiques et sécuritaires. Mais le projet complètement unilatéral semble plutôt destiné à une audience internationale qu'aux autorités abkhazes. De fait, le plan est présenté quelques jours avant un sommet de l'OTAN, organisation à laquelle la Géorgie est candidate. En juin 2008, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, soumet un plan aux deux parties mais l'escalade militaire est alors trop avancée pour envisager un retour à la table des négociations. La guerre d'août met fin définitivement au processus de paix avorté en Abkhazie. Après août 2008, un nouveau processus de Genève démarre pour résoudre conjointement les conflits abkhaze et sud-

[149] Céline Francis, « Résolution et statut des conflits : le cas de la Géorgie et de l'Abkhazie (1989-2008) », VUBPress, Bruxelles, 2011, p. 154.
[150] Xavier Follebouckt, *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique, genèse et enjeux*, Presses universitaires de Louvain, 2012 p. 190.

ossète mais l'évolution de la configuration régionale et la transformation du paradigme même des conflits sécessionnistes après la reconnaissance russe des indépendances rend le processus de paix encore plus épineux.

Au cours des négociations qui ont mis fin au conflit en 2008, en particulier dans l'élaboration de l'accord en six points (ne pas recourir à la force ; cesser les hostilités de façon définitive ; donner libre accès à l'aide humanitaire ; les forces militaires géorgiennes devront se retirer dans leurs lieux habituels de cantonnement ; les forces militaires russes devront se retirer derrière les lignes antérieures au déclenchement des hostilités ; l'ouverture de discussions internationales sur les modalités de sécurité et de stabilité en Abkhazie et en Ossétie du Sud) et de l'accord additionnel du 8 septembre (la Russie s'y engage à retirer ses troupes des territoires géorgiens incontestés avant le 15 septembre 2008), les parties et les médiateurs en conflit ont avancé l'idée de mettre en place une nouvelle plateforme de négociation afin de trouver une solution durable aux tensions entre la Russie et la Géorgie.

En effet, le ministère de la Séparation d'Abkhazie a déclaré vouloir un changement quant au format existant sur les nouveaux pourparlers de Genève. Cette requête a pour but de faire évoluer le statut des négociateurs de *« participants à délégations. Nous considérons les discussions de Genève comme un format important pour transmettre la position de la République abkhaze à la communauté internationale. Dans le même temps, le format existant des discussions de Genève ne nous convient plus. L'Abkhazie insiste sur le changement de format des débats en passant à des représentations au niveau des délégations. Notre position a été exprimée lors du vingt et unième cycle de discussions de Genève en octobre 2012 et nous avons l'intention de continuer à insister sur le changement de format lors des prochains cycles* [de pourparlers de Genève][151]*. »*

Donc l'idée était de réunir tous les trois mois dans un même forum l'UE, l'OSCE, l'ONU et les États-Unis avec les parties au conflit, soit la Russie et la Géorgie. Lors des discussions préparatoires, la Russie a exigé que les discussions incluent des représentants de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Sur cette question, la Russie a été appuyée par l'UE et l'OSCE qui souhaitaient un forum incluant tous les acteurs du conflit. C'est ainsi que débute en octobre 2008 un processus de négociation sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, qui est désigné sous le nom de « discussions de Genève ». La MSUE

[151] Sokhumi insiste sur le changement de format des pourparlers de Genève, Civil.ge, 21 novembre 2012.

(Mission de surveillance de l'Union Européenne) y est également représentée et les discussions ont lieu tous les trois mois.

Le format qu'ont pris les discussions est un élément qui a contribué à limiter les résultats obtenus. En effet, le statut des délégations de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie au sein des négociations a conduit à la suspension de la première séance de négociation. Celles-ci, appuyées par la Russie, exigeaient l'obtention d'un statut équivalent à celui de la Géorgie et de la Russie pour participer aux discussions. Les négociations ont donc débuté sans rencontre directe entre les représentants géorgiens et ceux des régions séparatistes. Afin de débloquer la situation, les discussions ont été divisées en deux forums : des séances plénières auxquelles les représentants sud-ossètes et abkhazes ne participent pas, et deux groupes de travail informels auxquels ils participent, un sur la sécurité, l'autre sur les déplacés internes.

D'autre part, la configuration « 3+3 » (Géorgie, Russie et États-Unis d'un côté, et l'UE, l'ONU et l'OSCE de l'autre) a contribué à polariser les discussions. En effet, ce format a donné l'impression que la Géorgie, la Russie et les États-Unis étaient les parties du conflit alors que l'UE, l'ONU et l'OSCE jouaient le rôle de médiateurs. De plus, cela donnait également l'impression que les États-Unis étaient derrière les actions de la Géorgie et que la Russie était le protecteur des régions séparatistes. Finalement, en raison de la politique de présidence tournante, les attitudes de l'UE ont varié grandement au cours des négociations. Il a été observé de façon générale que l'attitude de l'UE était plus dure envers la Russie quand la présidence a été occupée par un pays d'Europe de l'Est. Ces variations ont affecté la dynamique interne des négociations ainsi que l'attitude de la Russie face aux propositions des médiateurs.

L'objectif ultime des négociations est de parvenir à un arrangement garantissant la stabilité et la sécurité régionales, la résolution définitive du conflit armé et le retour des personnes déplacées et des réfugiés en accord avec les normes du droit international. De ce point de vue humanitaire, les médiateurs internationaux insistent sur le droit au retour à accorder aux réfugiés et aux personnes déplacées. Le sujet concerne surtout l'Abkhazie d'où environ 200 000 Géorgiens ont fui après la guerre de 1992-1993. Soukhoumi, soutenu par Moscou, refuse catégoriquement d'autoriser un retour massif

de tous les habitants géorgiens de l'ancienne République autonome, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre aux Abkhazes leur majorité démographique. En outre, les biens et les propriétés de ces personnes déplacées ont été vendus depuis longtemps. Leur assurer un droit au retour obligerait les autorités à restituer ou à compenser les pertes subies. Devant l'impasse des discussions à Genève, la Géorgie tente d'accroître la pression internationale en faisant voter une résolution annuelle devant l'Assemblée générale des Nations unies, appelant à un retour complet des déplacés géorgiens.

Bien que les participants aux négociations s'accordent en principe sur ces objectifs finaux, la proposition d'objectifs intermédiaires spécifiques a généré des blocages importants dans les négociations.

Une autre question politiquement très sensible abordée par les négociations et celle de l'usage de la force, ou plus exactement de renoncement à l'utiliser. La Russie a mis beaucoup de pression sur la Géorgie pour qu'elle signe un accord avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud concernant le non-recours à la force. La Géorgie, pour qui il est hors de question de signer un document qui donnerait une forme quelconque de reconnaissance à ces deux régions, estime qu'elle a déjà contracté un tel engagement en signant l'accord en six points (premier point). L'ancien président de la Géorgie, Mikheïl Saakachvili, a fait une déclaration unilatérale en 2010 devant le Parlement européen dans laquelle il dit que la Géorgie renonce à recourir à l'usage de la force afin de récupérer les régions sécessionnistes. Cette déclaration a été considérée comme une avancée importante dans le cadre des discussions de Genève. Mais malgré cette déclaration unilatérale, la Géorgie refuse toujours de signer un traité de non-recours à la force avec les deux régions séparatistes, ce qui contribue à freiner l'avancée des négociations. Ce refus émane du fait que la Géorgie considère le conflit comme étant un conflit russo-géorgien.

Le traité « d'alliance » signé entre la Russie et l'Abkhazie en novembre 2014 et le « traité d'alliance et d'intégration » signé entre la Russie et l'Ossétie du Sud en mars 2015 présentent aussi des obstacles aux discussions de Genève. La Géorgie a d'ailleurs qualifié ces traités de « quasi-annexion » des régions séparatistes. L'Ossétie du Sud menace également d'organiser un référendum sur son éventuel rattachement à la Russie.

La gestion des frontières est aussi un élément problématique des négociations puisque la Russie a signé des accords frontaliers avec les régions séparatistes qui donnent aux forces de sécurité russes la responsabilité d'assurer la sécurité de leurs frontières communes. Ce faisant, la Russie réduit les possibilités de normaliser ses relations avec la Géorgie. La Géorgie accuse la Russie d'avoir déplacé les démarcations de la frontière administrative entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud à plusieurs reprises en 2015 et dénonce également la reprise des travaux de « frontiérisation » sur les lignes administratives entre la Géorgie et l'Abkhazie ainsi que la Géorgie et l'Ossétie du Sud. Tbilissi a également dénoncé les détentions illégales et les enlèvements le long de la ligne d'occupation, l'érection de barbelés et d'autres barrières artificielles, qui imposent également des restrictions à la population locale pour accéder à leurs parcelles de terre et *« intensifient sérieusement les tensions sur le terrain*[152] *»*.

L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été fortement condamnée par la Géorgie et rend le gouvernement géorgien encore plus déterminé à protéger son intégrité territoriale. Mais l'ouverture d'un site d'entraînement de l'OTAN en Géorgie en 2015 représente également un obstacle dans les négociations entre la Géorgie et la Russie ; cette dernière considère que ce site constitue une *« provocation »* de la part de la Géorgie et *« un important facteur de déstabilisation pour la sécurité régionale*[153] *»*. Un accord sur la coopération sécuritaire signé entre la Géorgie et les États-Unis en juillet 2016 risque d'être perçu par la Russie comme un facteur de déstabilisation pour la région aussi.

Une avancée significative issue des négociations est la mise sur pied d'un mécanisme conjoint de prévention et de réponse aux conflits, dont la proposition a été rédigée en février 2009. Cet accord vise à assurer la sécurité et la stabilité sur le terrain en évitant les incidents et en prévenant les activités criminelles. Il cherche aussi à garantir l'acheminement efficace de l'aide humanitaire. Pour y arriver, les parties au conflit se rencontrent de façon hebdomadaire, effectuent des visites conjointes dans les zones à problèmes et ont instauré une ligne de communication permanente. La mise en œuvre de ces dispositifs ne se fait pas sans problèmes. Les rencontres entre la Géorgie et

[152] 47e cycle de discussions internationales de Genève, Civil.ge, 4 avril 2019.
[153] Xavier Follebouckt, *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique, genèse et enjeux*, Presses universitaires de Louvain, 2012, p. 194.

l'Abkhazie à Gali dans le cadre de ce mécanisme conjoint de prévention et de réponse aux conflits ont été suspendues entre 2012 et 2016 puisque l'Abkhazie a refusé d'y participer. L'accord pour reprendre ces rencontres a été conclu entre la Géorgie et l'Abkhazie dans le cadre des discussions de Genève. Concernant les rencontres entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, elles ont été suspendues en 2009 mais ont repris en 2010.

Un élément important des discussions de Genève est d'avoir réussi à convaincre la Russie de retirer ses troupes du village de Perevi qui se trouve à environ 30 kilomètres de Tbilissi. Un accord à ce sujet a été signé en octobre 2010 et la Russie a immédiatement retiré ses troupes. L'accord en six points, qui prévoyait déjà dès 2008 que les troupes russes devaient se retirer jusqu'aux positions qu'elles occupaient avant le déclenchement des hostilités, a servi de cadre à l'accord d'octobre 2010. Cependant, les parties au conflit ont développé des interprétations divergentes de ce nouvel accord. Pour la Géorgie et l'UE, le retrait de Perevi n'est qu'une étape dans la mise en œuvre globale de l'accord en six points. Cependant, pour la Russie, il s'agit d'une concession qui clôt une fois pour toute la question de son non-respect de cet accord concernant le retrait de ses troupes.

Finalement, les coprésidents des discussions internationales de Genève, le représentant de l'ONU Cihan Sultanoğlu, le représentant spécial du président en exercice de l'OSCE pour le Caucase du Sud Rudolf Michalka et le représentant spécial de l'UE pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie Toivo Klaar ont décidé de reporter le 51e tour de Genève qui devait avoir lieu du 31 mars au 1er avril 2020. Cela après avoir soigneusement examiné les circonstances liées à la propagation rapide du virus Covid-19. *« Les coprésidents feront tout leur possible pour rester en contact étroit et s'engager avec tous les participants en utilisant les outils disponibles pour traiter de manière adéquate les questions de sécurité et humanitaires pertinentes*[154]*. »*

[154] « Les pourparlers de Genève reportés au milieu des craintes de coronavirus », Civil.ge, 16 mars 2020.

Depuis que les hostilités armées ont été interrompues et qu'un processus de paix a été établi avec un retour au dialogue en 2012 entre la Géorgie et la Russie, il est temps d'analyser ce reset entre les deux acteurs. Quels sont les résultats de cette politique de normalisation ? La Géorgie peut-elle parler avec la Russie quant à son intégrité territoriale ? Et que penser des différents éléments mis en place au cours de ces huit dernières années ? Peut-on parler de succès ?

III) Résultats de cette politique de normalisation initiée par Bidzina Ivanishvili

a) Les résultats de la politique de normalisation depuis 2012

Les différents processus de paix sont tous embourbés depuis près de huit ans dans des discussions stériles et des propositions sans lendemain. Désormais, les discussions comme le processus de Genève qui s'engagent en Géorgie ont pour but de facto de stabiliser la région plutôt que d'assurer une résolution des conflits sécessionnistes. L'OSCE, l'ONU et les autres médiateurs internationaux se sont investis, à des degrés divers, pour favoriser le dialogue entre les belligérants, pour produire des dizaines de documents et pour dynamiser les processus de paix sans pour autant que les efforts fournis ne permettent de faire évoluer la situation politique ou militaire sur le terrain. Au contraire, les discussions se sont éternisées et ont encouragé le gel des questions séparatistes.

Ce constat d'échec ne doit pas voiler le principal apport de l'institutionnalisation des négociations qui est de fournir un forum de discussions permanent, régulier, dans lequel les parties se rencontrent, expriment leurs doléances et où les tensions peuvent être désamorcées plus ou moins efficacement. Si les processus diplomatiques n'ont pas permis de trouver la paix, leur pérennisation a réussi à éviter un retour de la guerre. Ce qui peut être perçu comme le succès de ce processus de normalisation.

Selon Torniké Sharashenidzé[155], le retour au dialogue a permis de changer certaines mentalités : *« L'opinion publique russe ne considère plus la Géorgie comme un ennemi, comme il la considérait sous la présidence de Saakashvili. Donc, même si la Russie décidait d'envahir la Géorgie à nouveau, cela serait beaucoup plus difficile. De nombreux touristes russes voyagent en Géorgie depuis 2012, ce qui peut être considéré comme le* soft power *géorgien, en accueillant ces citoyens russes et en leur démontrant que la Géorgie peut être un pays ami, avec des points communs culturels. Cet aspect est important pour se protéger d'une éventuelle nouvelle guerre entre les deux pays. Dans ce sens, le processus de normalisation est un succès mais d'un autre côté les points cruciaux de la politique ne sont pas résolus, et il est difficile de prévoir quand et comment ils le seront. »*

D'un point de vue économique, avec le retour au dialogue lors des échanges diplomatiques de Prague, nous pouvons en tirer des résultats concrets mais insuffisants. Grâce à ces discussions informelles, l'embargo sur certains produits géorgiens (notamment les vins, les eaux minérales et quelques autres produits agricoles) a été levé et l'obtention de visas pour les Géorgiens a également été facilitée. Le processus de normalisation reste pour beaucoup de politologues géorgiens un sentiment inachevé et décevant. Lors de notre rencontre à Tbilissi, Kornely Kakachi[156] m'a confié : *« C'est un sentiment partagé* [la réussite du processus de normalisation]*, et c'est sans doute un succès sur le plan économique et culturel, mais c'est tout. Je pense que le gouvernement géorgien attendait peut-être trop de ce processus de normalisation. Il pensait qu'après le mandat de Sakaashvili et ce retour au dialogue, l'attitude de la Russie allait changer, or ce n'est pas le cas. Je pense que la Géorgie a une forte dépendance envers la Russie* [point de vue partagé par Torniké Sharashenidzé]*. D'un point de vue économique, avant la guerre, la Russie était classé 7e comme partenaire économique et depuis 2012, il est classé 2e. C'est un changement significatif et dangereux pour la Géorgie, car nous connaissons les exemples tels que la Moldavie et l'Ukraine, où la Russie utilise l'outil économique contre ces gouvernements. Notamment avec les deux embargos en Moldavie. En Géorgie également, Vladimir Poutine a utilisé les embargos. Donc je ne sais pas si ce succès économique avec la Russie est une bénédiction ou une malédiction. C'est-à-dire que le marché russe est une bonne chose pour la Géorgie mais quand on a des relations très tendues avec le*

[155] *Cf.* mon interview du 5 août 2220.
[156] Kornely Kakachia est professeur de science politique à l'Université d'État Ivane Javakhishvili de Tbilissi et directeur du groupe de réflexion Georgian Institute of Politics basé à Tbilissi. Entretien réalisé le 11 août 2020.

gouvernement de Moscou, cela peut se retourner très rapidement contre nous. En ce qui concerne les autres points sur la sécurité, l'Abkhazie n'a vu aucune amélioration depuis 2012. Cela s'enlise. En quelque sorte, ce processus est "mort", car il n'y aucune réciprocité du coté de Moscou. »

Sur ces questions de sécurité, essentielles à ce processus de normalisation pour Sergi Kapanadzé[157], la réponse qu'il me donna lors de notre rencontre fut plus incisive : *« Il n'y a pas eu de normalisation du tout. Ok, nous pouvons dire que le commerce a repris. Mais ce n'était pas le résultat attendu de ce processus. On a réussi à créer l'illusion avec nos partenaires à l'Ouest d'un progrès dans nos relations avec la Russie, mais en réalité, ce n'est pas le cas. La réalité est que la Russie occupe toujours nos territoires, elle "frontérialise" notre espace. »*

On peut ainsi dire que ce conflit gelé reste dans l'impasse principalement parce que les mécanismes de paix, soutenus par une implication internationale inégale, ne sont pas à même de pousser à la convergence de positions apparemment irréconciliables ni de favoriser l'émergence d'une formule politique pour résoudre la question fondamentale, celle du statut à accorder aux entités sécessionnistes. Effectivement, l'obstacle principal à un arrangement est l'opposition entre le principe d'intégrité territoriale avancé par la Géorgie et celui du droit des peuples à l'autodétermination loué par les Abkhazes. L'impossible conciliation entre ces deux notions antithétiques dans leur essence rend illusoire une solution politique également satisfaisante pour les deux parties.

Cette reprise du dialogue lors du processus de Prague, et de l'accord de Genève, a permis de solliciter l'opinon publique mais ne concède aucun progrès à l'essence de la dispute qui paraît légitime pour chaque partie. Chaque tour de négociation bute sur ces enjeux sécuritaires, Moscou insiste pour ne pas être considérée comme partie au conflit, ce que conteste la Géorgie et tous ses partenaires occidentaux pour qui la question séparatiste passe au second plan par rapport aux tensions russo-géorgiennes.

Les réunions multilatérales sont principalement occupées par des discussions sur les modalités de négociations – qui négocie ? avec qui ? sur quoi ? – plutôt que par une véritable réflexion sur les causes du différend et les solutions à y apporter. Lorsque des

[157] Sergi Kapanadze est vice-président du Parlement géorgien. Il était vice-ministre des Affaires étrangères de Géorgie. Interview réalisée le 13 août 2020.

propositions sont envisagées, elles échouent inéluctablement sur la question du statut politique des entités. Entre exigences d'indépendance et impératifs d'intangibilité frontalière, le fossé se révèle infranchissable depuis huit ans.

L'Abkhazie dispose d'une viabilité économique, politique et sécuritaire, grâce à l'appui de la Russie, tandis que la Géorgie peut se permettre d'attendre une solution qui ne vient pas, persuadée de son bon droit et de l'appui de la communauté internationale. Par ailleurs, de fait, la politique étrangère russe est tournée en priorité vers l'espace postsoviétique où la Russie estime devoir jouer un rôle central. Moscou s'oppose à ce que les ex-Républiques soviétiques quittent totalement son orbite pour s'ancrer davantage à l'Ouest. Maintenir ce conflit gelé empêche une future intégration de la Géorgie vers l'Ouest. Argument que m'a confirmé Sharashenidzé : *« Je ne pense pas qu'ils* [les Russes] *veulent changer quoi que ce soit dans la situation actuelle. Le fait de contrôler militairement l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, l'intégration européenne géorgienne est de ce fait suspendue. C'est comme mission impossible. Donc pour les Russes, il faut maintenir cette position. »* Donc un enlisement des négociations est plus que bénéfique pour Moscou. La Russie s'affirme plus clairement comme une grande puissance restaurée. Dès ce moment, de nouvelles stratégies sont organisées, l'économie est délibérément mise au service de la diplomatie, tandis que les conflits gelés sont clairement utilisés comme leviers politiques.

L'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et plus particulièrement la Géorgie se montrent particulièrement sceptiques concernant une solution politique au conflit. Elle a très peu de chance de voir le jour dans le cadre des discussions de Genève. Selon eux, la réconciliation dépend essentiellement des objectifs de politique étrangère et des relations bilatérales des puissances médiatrices (UE, États-Unis) et de la Russie. Ce que m'a à nouveau confirmé Torniké Sharashenidzé : *« Le processus de Genève n'a pas de résultats concrets, car la Russie n'est pas prête actuellement à discuter avec la Géorgie, avec les Européens et les Américains en présence à Genève. C'est pourquoi, depuis huit ans, aucun résultat concret n'a été constaté. Les Russes parleront aux Géorgiens sans les acteurs internationaux dans un format informel. »* Kornely Kakachia[158] m'a déclaré sur ce point que *« c'était prédictible lors des débuts du processus de Genève que la Russie camperait sur ses positions ».* Lorsque l'on dit que la Russie campe sur ses positions, cela rappelle la fameuse petite phrase d'Alexandre Gortchakov, ministre des Affaires

[158] *Cf.* mon entretien du 11 août 2020.

étrangères russe de 1856 à 1882 – *« La Russie ne se fâche pas, la Russie se concentre »* – ainsi que la conception stratégique du tsar Alexandre III (1845-1894) résumée dans sa phrase – *« La Russie n'a que deux alliés au monde, son armée et sa marine* – et traduisent ce revirement réaliste en termes stratégiques. Désormais, la Russie ne compte que sur elle-même dans la poursuite de ses intérêts, tout en rejetant l'Europe occidentale en tant que référence politique[159].

En dehors des discussions internationales de Genève, d'autres négociations informelles ont lieu plusieurs fois par an à Prague comme nous l'avions mentionné entre les représentants désignés de la Géorgie et la Russie. De son côté, la Géorgie a élaboré en avril 2018 la stratégie de l'État géorgien envers les territoires occupés : l'engagement par la coopération. Cette stratégie inclut la promotion de projets économiques communs, la liberté de circulation et de commerce, des programmes culturels et éducatifs, et interdit formellement tout recours à la force. L'objectif de la Géorgie par cette stratégie et de se rendre plus attractive que la Russie afin de réintégrer les territoires séparatistes, même si elle doit leur accorder un large degré d'autonomie. Cependant, les autorités de l'Abkhazie et de la région de Tskhinvali/Ossétie du Sud ont rejeté cette nouvelle proposition de paix du gouvernement géorgien. Le ministre des Affaires étrangères abkhaze, Daur Kove, a déclaré que Tbilissi avait *« épuisé ses leviers de pression sur l'Abkhazie* [et] *masquait désormais habilement ses véritables intentions* » en démontrant sa prétendue amitié devant la communauté internationale[160]. Il ajouta lors de cette réunion que la seule *« étape vers un avenir meilleur »* était la reconnaissance par Tbilissi de *« l'indépendance de la République d'Abkhazie »* et la mise en place d'un *« dialogue interétatique à part entière »*. Néanmoins, en pratique, qu'en est-il ? Peu de rapports officiels sur ce sujet, mais de nombreux citoyens abkhazes traversent la frontière géorgienne pour se faire soigner dans les hôpitaux ou pour des échanges économiques, et cela grâce à cette initiative de paix. Notamment avec la pandémie internationale du Covid-19, Tbilissi a fourni une assistance à l'Abkhazie et le ministère d'État a noté que depuis le 22 mars 2020, près d'un millier de personnes ont franchi la ligne d'occupation pour se rendre en Géorgie proprement dite, dont 316 patients ont été

[159] Elena Morenkova Perrier, *Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe*, IRSEM. 2014, p. 13.
[160] Les autorités de Sokhumi et Tskhinvali rejettent l'initiative de paix du gouvernement géorgien Civil.ge, 6 avril 2018.

directement transférés vers des hôpitaux, tandis que 589 ont reçu une assistance médicale appropriée après avoir subi une quarantaine de deux semaines[161].

b) Avoir le soutient de puissants acteurs internationaux

« Mikheïl Saakachvili a voulu faire de notre pays un "acteur régional". Mais ce n'est tout simplement pas possible ! La Géorgie est trop petite pour caresser une telle ambition. Avec notre minuscule économie, nous ne pouvons pas prétendre jouer dans la "cour des grands". La Géorgie doit bien être consciente de ce qu'est sa place. Le président Saakachvili n'a jamais respecté ce principe fondamental. L'attitude prétentieuse du précédent gouvernement nous a conduits à la situation que nous constatons aujourd'hui, notamment dans nos relations avec la Russie. Saakachvili ne savait pas quelle était sa place[162]*. »*

La Géorgie considère la résolution du conflit comme étant le reflet d'un jeu de puissance dans lequel sa relative faiblesse est compensée par le soutien occidental. Le dissident politique Andreï Sakharov décrivait la Géorgie de petit empire, la considérant comme *« le microcosme de l'État soviétique moribond*[163] *»*. La perspective d'une adhésion géorgienne à l'OTAN favorise cette lecture de la situation et cette perspective a été remise à l'ordre du jour lors du sommet de Varsovie de l'OTAN en juillet 2016 pendant lequel un renforcement de la coopération et des liens entre la Géorgie et l'OTAN a été annoncé. Selon Kakachia, *« avec une intégration à l'OTAN ou l'UE, la Géorgie pourra discuter avec la Russie, mais seule c'est impensable. Car ils ne sont pas égaux*[164] *»*.

La situation de la Géorgie est complexe. Sous-entendu Tbilissi doit décider : soit ils choisissent d'instaurer une atmosphère de coopération régionale dans le Caucase du Sud, soit un agenda euro-atlantique. L'histoire montre que les tentatives de jouer à deux jeux en même temps conduisent au désarroi et pourraient avoir des conséquences négatives. Sharashenidzé lors de notre rencontre m'a déclaré : *« Mais que peut-on*

---

[161] Tbilissi parle d'aide à l'Abkhazie, Tskhinvali au milieu d'une pandémie, Civil.ge, 21 août 2020.
[162] Entretien avec Bidzina Ivanichvili. Premier ministre de Géorgie depuis octobre 2012. Conduit par Régis Genté, 2013.
[163] Cité par Thomas Goltz, *Georgia diary: a chronicle of war and political chaos in the post-Soviet Caucasus*, New York, M.E. Sharpe, 2009, p. 49.

[164] *Cf.* mon interview du 11 août 2020.

attendre de la Géorgie en ce moment ? Le Traité nord Atlantique n'est pas prêt à accueillir la Géorgie, l'UE n'est pas prête non plus, donc la Géorgie doit maintenir cette relation avec la Russie. Je ne suis pas un grand fan de ce gouvernement, mais il faut admettre que la politique étrangère a du sens, car la Géorgie est bloquée, l'UE a ses propres problèmes, Donald Trump est au pouvoir aux États Unis, donc qui porte de l'attention sur la Géorgie ? L'Occident en porte, mais pas assez pour notre pays. Ils ne peuvent pas garantir notre sécurité actuellement. L'Arménie a des bases militaires russes sur son territoire, et profite donc d'une garantie de sécurité. L'Azerbaïdjan a signé une sorte d'alliance avec les Turcs. Donc nous devons maintenir cette balance avec la Russie tout en continuant notre processus d'européanisation[165]*. »* D'une part Tbilissi continue ses actions et ses partenariats éco-énergétiques, sa collaboration avec l'OTAN, même sans adhésion : comme la participation en Afghanistan, en Irak ou en Centrafrique, pour conforter cette place dans les organisations internationales. D'autre part, Tbilissi essaye d'instaurer un climat de paix avec le Kremlin et un retour à la normalisation des échanges. Ivanishvili avait déclaré au début de son mandat : *« Il ne me semble pas impossible d'entrer dans l'OTAN et, ensuite, de récupérer nos deux républiques perdues. L'idéal serait de ne pas freiner notre avancée vers l'OTAN tout en conservant de bonnes relations avec la Russie. Je veux mener parallèlement ces deux aspects de ma politique et j'espère réussir. Il reste que j'ai conscience de toute la difficulté d'un tel projet*[166]*. »*

Il est clair que si la présence militaire de l'OTAN dans le Caucase du Sud s'intensifie, cela entraînera tôt ou tard des complications pour Tbilissi. Car cette tentative de retour à la normalisation a de nombreux enjeux ; pour la Russie, le rapprochement avec la Géorgie a un objectif politique.

Moscou tente de préserver son statut de noyau d'intégration dans l'espace postsoviétique. Dans ce contexte, un rôle clé est joué non seulement par l'Union économique eurasienne, mais aussi par un système de zones de libre-échange avec les pays qui n'ont pas adhéré à la CEEA[167] à la fois dans le cadre de la zone de libre-échange de la CEI[168] et des accords commerciaux. Malgré la rupture des relations diplomatiques,

---

[165] *Cf.* mon interview du 5 août 2020.
[166] *Ibid*, entretien avec Bidzina ivanichvili, Régis Genté, 2013.
[167] Communauté européenne de l'énergie atomique.
[168] Communauté des États indépendants.

un accord de libre-échange signé en février 1994 entre la Russie et la Géorgie est toujours opérationnel. Le retrait de la Géorgie de la CEI en 2009 a considérablement affecté les ambitions d'intégration de la Russie, pour lesquelles l'espace postsoviétique reste un cadre important pour la détermination de ses principaux intérêts diplomatique et énergétique dans le monde. Par conséquent, le retour à la normalité de l'intégration dans les relations avec Tbilissi est essentiel pour Moscou.

En raison de sa situation géographique, la Géorgie joue un rôle extrêmement important pour les intérêts politiques de la Russie en ce qui concerne l'Arménie. L'Arménie n'a pas de frontière commune avec les pays de l'Union économique eurasienne qu'elle a rejointe en janvier 2015. À cet égard, la Géorgie doit jouer le rôle de pays de transit pour le développement du commerce, des transports et des liens sociaux entre l'Arménie et la Russie.

De plus, la normalisation des relations avec Tbilissi est un outil permettant à la Russie d'empêcher l'expansion réelle des infrastructures militaires de l'OTAN dans le Caucase du Sud. Le maintien d'un conflit politique affectera encore plus l'attention des pays occidentaux, donc pour Moscou, le fait que Tbilissi joue sur un échiquier entre UE et Russie est une menace pour ses intérêts stratégiques dans la région.

En ce qui concerne la Géorgie, la menace de sa transformation en une zone grise de la politique mondiale devient de plus en plus évidente. Il est peu probable que l'OTAN et l'Union européenne proposent à Tbilissi des formats d'intégration sérieux en plus des formats existants (libéralisation des visas, zone de libre-échange approfondie et globale et coopération politico-militaire restreinte) dans un avenir prévisible, en raison à la fois de problèmes internes et une réticence à entamer une confrontation à grande échelle avec la Russie. Le maintien d'un statut de conflit intensif dans les relations avec la Russie n'accélérera pas l'intégration euro-atlantique de la Géorgie mais ne fera que nuire à son développement socio-économique, simulant une instabilité politique interne constante.

Quant aux Abkhazes, ils sont très nombreux à désirer l'indépendance pure et simple bien que les avis soient partagés sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie. Nul ne remet en cause la protection et l'aide accordées mais beaucoup craignent une dépendance trop grande, limitant la souveraineté de l'entité. Cependant, personne n'est prêt à se tourner à nouveau vers Tbilissi. En effet, Torniké Sharashenidzé m'a confié à ce propos : *« Le problème abkhaze, c'est qu'ils veulent être indépendants, mais je pense qu'ils*

sont en train de réaliser qu'actuellement, c'est compromis. Ils ne peuvent se maintenir ainsi, ils doivent se rattacher à la Géorgie ou à la Russie. Ils doivent faire un choix. Lequel est le mieux pour eux ? C'est à eux de décider. Mais je crains qu'ils ne puissent choisir eux-mêmes, car il est trop tard. La Russie ne les laissera pas filer. » Ces propos ont été appuyés et confirmés dans mon interview avec le politologue Kornely Kakachia : *« Ils doivent faire un choix entre la Géorgie et la Russie, car cette région est trop petite et pas autosuffisante. Ils ne peuvent pas se développer seuls. Avec ce nouveau gouvernement abkhaze qui a réalisé cette dynamique, ils veulent essayer d'équilibrer les relations et les enjeux de pouvoir. Mais je pense qu'il est trop tard, ils ont fait une grosse erreur, car ils ont mis tous leurs œufs dans le panier russe et maintenant, il est très difficile de se sortir de ce trou. »*

Au-delà des projets légitimateurs mis en place en Abkhazie, elle peut s'appuyer sur plusieurs facteurs, internes et externes, pour se maintenir en place et assurer son développement. Du point de vue intérieur, le gouvernement de facto parvient à mettre en place une action suffisamment effective pour contrôler son territoire, gérer l'économie et dispenser les services de base à la société. Cette relative efficacité est cependant à nuancer en fonction des cas et des périodes. Comme l'indique l'expression parfois usitée de « quasi-États », les entités sécessionnistes n'ont pas de modes de gouvernement ni de gestion très développés, elles assurent une administration souvent minimale dans la région. Jusqu'en 2008, l'Abkhazie n'assurait même pas le contrôle de l'intégralité de son territoire : les gorges de Kodori, en Abkhazie, se trouvaient sous le contrôle de Tbilissi. En août 2008, l'action concertée de l'armée russe a permis aux autorités séparatistes de reprendre la main sur ces zones. Le système politique abkhaze est rudimentaire mais s'étoffe avec le temps, même si le régime est chapeauté par un pouvoir présidentiel fort et très centralisateur.

Le règne du droit, aussi, s'étend progressivement. L'Abkhazie est parfois caractérisée de zone de non-droit, de « trous noirs » juridiques[169], et, en effet, son corpus législatif est assez rudimentaire. Les institutions politiques et judiciaires mises en place après les guerres d'indépendance sont inspirées des organes soviétiques et restent insuffisantes. Un problème majeur est le manque d'experts et l'impossibilité pour l'État

[169] Voir par exemple « Black Hole on the Black Sea », *Foreign Policy*, 5 mai 2010 (http://www.foreignpolicy.com/).

de facto de recevoir l'assistance technique de l'étranger[170]. En outre, l'État « protecteur » Russie pour l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie n'a pas d'intérêt particulier à aider les autorités à construire des États solides et indépendants. La faiblesse politique structurelle des sécessionnistes est un avantage supplémentaire pour la Russie qui souhaite y maintenir son influence. Cette faiblesse est particulièrement visible dans l'absence de développement économique des États.

Dov Lynch y voit même un argument pour les qualifier d'États *« faillis*[171] *»*. En effet, l'Abkhazie sécessionniste a été fortement affectée par les guerres d'indépendance qui se sont toutes déroulées sur son propre territoire avec pour conséquences la destruction d'une grande partie des infrastructures et la dégradation généralisée des secteurs économiques. Cette situation a été aggravée par une mauvaise gestion, une inflation constante et la criminalisation des activités économiques. Néanmoins, Moscou injecte régulièrement des milliards de roubles[172] dans l'économie abkhaze pour assurer sa légitimité comme en témoigne les programmes d'investissement (2017-2019) et du nouveau programme actuel (2020-2022). En particulier, ces programmes impliquent des investissements dans un secteur agricole abkhaze prometteur. La Russie a l'intention d'investir dans l'augmentation du volume de la production agricole en République d'Abkhazie. Nous parlons en particulier de la culture des fruits et des agrumes, notamment des oranges, des mandarines, des citrons, du feijoa, des kiwis, des kakis, des pommes, etc.

La Géorgie de son côté avait mis en place son initiative de paix économique en avril 2018 pour reprendre le commerce avec l'Abkhazie. Mais ces initiatives se révèlent plus être un instrument politique et une opération de séduction pour restaurer ses relations ou influencer les choix politiques abkhazes. En effet, ces échanges économiques avec ses deux voisins ne permettent pas à l'Abkhazie d'être autosuffisante. La Russie et la Géorgie en ont conscience.

---

[170] Christopher Waters, « Rule of Law in the Secessionist States », dans Christopher Waters (éd.), *The State of Law in the South Caucasus*, Basingtoke, Palgrave Macmillan, 2005, p. 59-75. *Cf.* aussi Céline Francis, *Conflict Resolution and Status: The Case of Georgia and Abkhazia (1989-2008)*, Bruxelles, VUBPress, 2011, p. 93-97.

[171] Dov Lynch, *Engager les États séparatistes d'Eurasie. Conflits non résolus et États de facto*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2004, p. 63.

[172] Au total, les investissements russes jusqu'en 2019 s'élèveront à 5,8 milliards de roubles. Nouveaux Investissements dans l'économie de L'Abkhazie. « La Russie s'engage à renforcer son "assistance" financière à l'Abkhazie, Tskhinvali », Civil.ge, 12 mai 2020

Par ailleurs, ces nouveaux marchés, quelles que soient leurs tailles, restent un point positif concret pour les autorités abkhazes, car sans liens humains, aucune mesure de confiance ne peut aboutir, et sans interdépendance économique, les possibilités de vaincre les haines interethniques et de trouver une solution politique semblent s'éloigner. En outre, les blocus cultivent la criminalité, la contrebande et encouragent l'apparition, de chaque côté de la frontière, de marchés noirs et de groupes mafieux dont les intérêts économiques contribuent à prolonger les conflits.

Les mauvaises conditions économiques ne constituent pourtant pas un facteur d'affaiblissement pour l'Abkhazie. Le projet indépendantiste transcende les conditions matérielles. À cet égard, si les autorités séparatistes n'ont pas réussi à mettre en place des États structurellement forts, elles sont toutefois parvenues à stimuler le développement d'une conscience nationale vive. En effet, les nombreuses initiatives diplomatiques promues par les organes internationaux comme l'OSCE ou l'UE mettent en avant des arguments économiques et financiers pour amener l'Abkhazie par le biais de la Géorgie à plus de concessions. Ces projets sont voués à l'échec puisque, dans ces conflits où l'identité constitue l'enjeu fondamental, les aspects matériels sont tout à fait secondaires par rapport à la volonté d'indépendance, ce qui constitue l'essence même d'un conflit gelé.

La Géorgie persiste à considérer le problème séparatiste uniquement sous l'angle russe et n'est prête à traiter qu'avec Moscou dans les discussions diplomatiques. Pour la Russie, en revanche, il n'y a plus de question sécessionniste. Les conflits ont été résolus par la reconnaissance russe des indépendances abkhaze et ossète qui laisse la voie à deux nouveaux États. Dans cet affrontement, Soukhoumi et Tskhinvali semblent être ignorées, utiles seulement dans le jeu stratégique russo-géorgien, tandis que la communauté internationale ne peut qu'apporter des réponses hésitantes à la crise permanente.

c) Politique de patience et avenir de la Géorgie

La pensée stratégique russe est la doctrine de la démocratie souveraine qui s'inscrit dans le renouveau du conservatisme dans les années 2000.

Accompagnant la recentralisation du gouvernement étatique que certains qualifient de « retour du Léviathan[173] », cette doctrine élaborée au sein de l'administration du président présuppose l'indépendance complète de la Russie dans le choix de ses institutions, sans tenir compte des standards extérieurs, et notamment des démocraties occidentales, qui ne sont plus érigées en modèle[174]. Cet élément clé renvoie à l'idée classique d'une « troisième voie russe », ni orientale, ni occidentale : non seulement l'État russe doit être fort afin de pouvoir mettre en place des politiques efficaces en réparant les « erreurs » des années 1990, mais encore il doit retrouver la dignité nationale bafouée et son influence internationale, en réclamant la reconnaissance de la part de l'Occident et en redevenant une grande puissance continentale. Le discours offensif de Vladimir Poutine, prononcé en 2007 à Munich[175], constitue l'illustration par excellence de la volonté de la Russie de retrouver les positions perdues depuis la chute de l'URSS : tandis que l'élargissement de l'OTAN est dénoncé en tant que « facteur représentant une provocation sérieuse », l'OSCE, elle, est critiquée comme une organisation partisane au service *« d'un seul pays ou d'un groupe de pays*[176]*»*. Opérée de façon continue, l'extension de l'OTAN et de l'UE jusqu'aux frontières de la Russie marque un recul de la puissance moscovite sur ses flancs occidentaux et méridionaux. Le gouvernement géorgien s'est déclaré favorable à une adhésion à court terme à l'organisation de l'OTAN et de l'UE.

La Russie combat cette perspective qui conclurait la translation géopolitique géorgienne et qui permettrait aux puissances occidentales d'accroître leur présence à ses marges.

Ainsi, Vladimir Poutine fait régulièrement allusion dans ses discours aux ennemis de la Russie qui *« ne la laisseront pas travailler et se développer tranquillement »*. Traduit en termes stratégiques, ce courant postule que les principales menaces pour la Russie viennent de l'Occident et de l'OTAN. Néanmoins cela reste à nuancer. En effet, la

---

[173] Vladimir Gelman, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, nº 34, 2007, p. 103-125.

[174] Katlijn Malfliet, « Peut-on parler de l'État de droit dans la Russie actuelle ? », dans Aude Merlin (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, université de Bruxelles, 2007, p. 26.

[175] *« Se résumant à quatre points cardinaux : le monde est désormais multipolaire ; la Russie fait partie de ces rares États dont la souveraineté est indiscutable et n'obéit à aucun jeu d'alliances ; de ce fait, elle a ses intérêts propres ; l'OTAN ne peut se prévaloir du droit action allant à l'encontre de ces intérêts »* (discours de Munich de Vladimir Poutine) (http://kremlin.ru/events/president/transcripts/24034, consulté le 3 août 2020).

[176] Michel Guénec, « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe », Hérodote, 2008, nº 129, p. 221-246.

rhétorique anti-occidentale sert des objectifs de politique intérieure plus qu'elle ne signifie une intention de rompre avec l'Occident ; cela ne signifie pas qu'elle a la volonté de s'isoler de l'Occident. Vladimir Poutine le confirme lors de son entretien annuel télévisé « Ligne directe avec Vladimir Poutine » le 17 avril 2014 : *« Le rideau de fer est une invention soviétique : nous n'allons pas nous isoler à nouveau* [...]. *Nous ne sommes pas dans une compétition sportive avec les États-Unis, ils sont notre partenaire dans les domaines de la sécurité, dans la lutte contre le terrorisme, dans l'évolution du système économique international. »* Il a réaffirmé par ailleurs sa vision de la Russie comme partie intégrante de la grande Europe « de Lisbonne à Vladivostok ». Pour les réalistes du Kremlin, la confrontation directe avec l'Occident ne peut être que suicidaire pour la Russie[177].

Cette nouvelle doctrine illustrée par Vladimir Poutine complexifie les discutions entre Tbilissi et Moscou. Comment la Géorgie doit-elle se comporter par la suite ?

Trop d'intérêts sont en jeu, localement ou régionalement, pour envisager qu'un changement profond puisse s'amorcer. La situation est stable mais paraît toujours insoluble malgré les efforts déployer par la Géorgie depuis 2012.

Selon Kakachia, la Géorgie doit s'armer de patience, et envisager des discussions à situation égale paraît inimaginable dans ces conditions. En effet, il m'a déclaré lors de notre entretien : *« Je ne pense pas que la Géorgie puisse discuter avec la Russie, car tant que Poutine sera au gouvernement, il ne sera pas possible de discuter de l'intégralité territoriale de la Géorgie. Peut-être après son mandat, mais nous ne connaissons pas l'avenir russe. Il y aura peut-être des opportunités à saisir. Tbilissi doit se tenir prête pour ce moment. Vous savez, après la chute de l'URSS, la Russie était faible durant un temps, et les États baltiques ont profité de cette faiblesse pour intégrer l'OTAN, l'UE, ce qui était impossible auparavant. Donc il faut jouer la stratégie de la patience. Il y a eu une fenêtre d'opportunité à ce moment-là. Je ne sais pas quand sera la prochaine mais il y en aura une. Et la Géorgie doit être prête pour ce moment. »*

En effet, la Géorgie doit se conformer à cette politique stratégique de patience et s'allier avec de plus grands acteurs géopolitiques pour peser plus lourd lors des négociations. Attendu que le rôle présidentiel en Géorgie est uniquement représentatif, il est intéressant d'entendre le point de vue de Salomé Zourabichvili, ancienne diplomate

---

[177] Viatcheslav Nikonov « Front istoritcheskikh optimistov » / « Le front des optimistes de l'histoire », *La Gazette Russe*, 14 juin 2013.

française, élue présidente de la Géorgie en décembre 2018 : *« Notre priorité est d'entrer dans tous les programmes européens, pour que l'UE, quand elle sera prête à nous intégrer, constate que la Géorgie est partout. Notre pays a besoin d'exister sur la scène internationale, et pas seulement à cause des conflits, car notre dilemme est le suivant : s'il n'y a pas de conflits, on nous oublie*[178]*. »* À ce stade, la Russie n'aura plus d'autres solutions que d'écouter et éventuellement faire des concessions. Kakachia ajoute : *« La Géorgie doit continuer sa politique d'européanisation. Ils font déjà partie de beaucoup d'accords énergétiques et commerciaux. Ils doivent continuer d'agir pour conforter cette place dans l'UE que ce soit par l'énergie ou l'économie. Chypre est un bon modèle pour la Géorgie. Et quand il y aura une fenêtre d'opportunité, et je ne sais pas quand mais ça arrivera, il faudra aussi se poser la question : la Géorgie est-elle prête pour intégrer l'UE ? »*

Ce dernier point est intéressant, car pour Tornike Kakachia la Géorgie n'est pas prête à intégrer une organisation internationale : *« Nos standards économiques sont trop bas pour intégrer l'UE. Nous ne sommes pas prêts. »* Ce qui restreint un peu plus les possibilités imminentes de la Géorgie et reste un défi majeur.

Tornike Kakachia me précisa également : *« Par ailleurs, la Géorgie n'a pas vraiment d'autres solutions. Ils ne peuvent plus être un pays postsoviétique. Ils ne seront jamais plus le vassal de la Russie comme l'Arménie ou la Biélorussie. Et la Russie l'a compris. Donc toute notre énergie doit se concentrer sur l'européanisation et la modernisation économique de notre pays et se rapprocher des standards européens sur le long terme. C'est la seule solution que je vois. Car la Géorgie ne fait pas partie du Moyen-Orient, elle ne se tournera pas vers la Chine évidemment. Dès lors, nous n'avons pas vraiment de choix. De plus, le rôle du christianisme et de l'orthodoxie est fort. Aussi, les élites géorgiennes et la jeunesse sont complètement tournées vers l'Europe. Et cela va s'accentuer avec cette nouvelle génération Erasmus. L'Europe est le modèle à suivre, ils ne tolèrent plus la Russie, n'apprennent plus le russe. Et cette nouvelle génération changera de façon drastique le paysage de la Géorgie. L'européanisation géorgienne, selon moi, est irréversible. »*

La voix de la population est à prendre en compte, car l'une des conditions à un processus de paix fructueux est l'implication de la population. Kakachia m'a déclaré à ce sujet : *« Les jeunes Géorgiens de moins de 30 ans ont reçu une éducation aux États-Unis, en Europe, et ils ne considèrent plus la Russie comme un modèle. Ce n'est pas une démocratie. La Russie n'offre rien à la Géorgie. Donc c'est un facteur d'échec lors du dialogue dans la*

[178] « La Géorgie doit revenir à l'agenda des discussions avec la Russie », *Les Échos*, 25 septembre 2019.

compréhension de l'acteur russe. » Sharashenidzé a même ajouté concernant la question de savoir si Tbilissi pouvait réellement discuter avec Moscou : *« Théoriquement oui, mais il y a cependant de nombreux obstacles. Premièrement, l'opinion publique géorgienne… La plupart des Géorgiens se disent pro-western. Ils détestent la Russie, ils ont peur de négocier et essaient d'éviter quelconques dialogues avec elle. Donc il est préférable de dire que l'on peut négocier et non pas discuter avec la Russie. Personne n'est capable de résoudre ce problème pour la Géorgie. L'autre solution est d'attendre l'effondrement de la Russie, mais cela va-t-il se dérouler ? Je n'en sais rien. Il est important de négocier avec eux pour comprendre ce qu'ils veulent de la Géorgie. Si vous ne le faites pas, vous restez bloqués.* » L'engagement à Tbilissi et dans toute la Géorgie reste résolu. 80 %[179] des Géorgiens soutiennent la direction du pays vers l'UE et l'OTAN. Le gouvernement en place, dirigé par le parti Rêve géorgien, a clairement exprimé son engagement en faveur d'un avenir pro-européen et pro-OTAN. La position de Salomé Zourabishvili (quant à l'avenir géorgien à moyen terme), est claire[180] : *« D'ici six ans, je veux réussir l'intégration véritable. Je veux que la Géorgie intègre l'Union européenne et l'OTAN. Mais ce n'est pas un choix qui appartient à la Géorgie. C'est à nous de montrer notre détermination infaillible pour cette intégration en créant les conditions nécessaires. L'Europe viendra à la Géorgie, j'en suis convaincue. C'est le sens de mon élection. J'ai été élue parce que je suis européenne. Tout le monde savait mon passé et mon ambition pour l'UE. Nous sommes européens. C'est le sentiment profond de la population. Les fondements de l'identité géorgienne sont les mêmes que les fondements de bien des pays européens. Il y a un grand sentiment de proximité qui est même naturel. Par ailleurs, il n'y a pas d'autres perspectives pour la Géorgie, placée où elle est et entourée par ces grands pays. C'est une perspective de développement propre et de sécurité. Aucun de nos voisins n'offre ce genre d'alternatives. On les a tous connus dans l'histoire géorgienne et on sait donc ce que ces empires ont pu offrir à la Géorgie. D'ailleurs, les rois géorgiens ont longtemps cherché des appuis en Europe. L'Europe, c'est la voie que doit emprunter la Géorgie désormais.* »

Néanmoins, malgré ces discours du pouvoir géorgien, les dernières années ont également apporté des défis, notamment la fatigue démocratique. Alors que la majorité de la population est toujours en faveur de l'alignement avec l'Occident, le scepticisme

[179] Patricia Lalonde, « Sécurité : Quelles perspectives nouvelles pour la Géorgie ? » EUTalk, 2020.
[180] Salomé Zourabishvili dévoile ses ambitions pour son pays et sa vision de l'Europe dans un article publié en février 2019, sur Le Point.fr. Ses propos sont recueillis par Olivier Pérou, envoyé spécial à Tbilissi.

euro-atlantique grandit en raison des déceptions continues, et les forces pro-russes prennent de l'ampleur. Les attitudes des élites et du peuple à l'égard de l'Occident, en particulier de l'OTAN, sont nettement moins optimistes qu'elles ne l'étaient il y a à peine deux ans[181]. Si l'Occident veut que la Géorgie reste fermement dans son camp, il devra finalement prendre un engagement sérieux, plutôt que d'appeler à des relations étroites vaguement définies. La réticence de l'Occident à s'impliquer dans des questions stratégiques peut nuire à la fois aux processus démocratiques en Géorgie et à la réputation de l'Occident. En l'absence d'objectif clairement défini de la part de l'UE et de l'OTAN, le pays a besoin d'une feuille de route claire de la part de ses partenaires occidentaux sur la manière d'avancer sans porter atteinte à son identité euro-atlantique.

La Géorgie regarde donc vers l'Occident, mais il semble que la construction d'une démocratie durable et d'une économie productive dans un environnement sécuritaire instable soit un défi majeur pour le pays. Bien que l'administration géorgienne actuelle ait été moins visible sur la scène internationale que son prédécesseur, Tbilissi est toujours sur la bonne voie avec sa politique d'européanisation et a entamé un nouveau chapitre de développement interne : *« l'européanisation irréversible*[182] *»*.

Alors que les amis occidentaux du pays attendent de la classe politique géorgienne qu'elle tienne ses promesses d'améliorer le processus de démocratisation, les incitations offertes par la communauté euro-atlantique ne sont pas suffisantes, d'autant que chaque carotte occidentale est accompagnée d'un bâton russe.

Quant à ce processus de démocratisation, il n'existe pas de solution rapide et simple à ces obstacles, car certains d'entre eux sont enracinés dans la culture politique géorgienne et mettront beaucoup de temps à changer. Le secteur des ONG peut jouer un rôle décisif dans la lutte contre l'influence des voix anti-occidentales et de la propagande anti-occidentale russe en Géorgie, et en plaidant pour une plus grande responsabilité, une plus grande transparence et un programme axé sur les réformes. Si la société civile en Géorgie n'est peut-être pas aussi forte qu'avant la révolution des Roses, le rôle transformationnel de la société civile semble être le phénomène le plus important pour le pays et ne doit pas être sous-estimé. Divers militants, ONG et groupes de la société

---

[181] Selon les centres de ressources de recherche du Caucase basés à Tbilissi, 31 % des Géorgiens ont déclaré qu'ils bénéficieraient dans les secteurs économiques et politiques si le pays rejette l'intégration euro-atlantique en échange de meilleures relations avec la Russie, contre 20 % en 2014. Voir « NDI - Enquête d'opinion publique commandée », Civil.ge, 16 janvier 2017.

[182] Davit Zalkaliani, « Georgian Foreign Policy in a New Era », résumé de la réunion du programme de Chatham House, Russie et Eurasie, 18 mars 2014.

civile sont devenus de véritables acteurs à différents niveaux d'autorité, y compris les plus hautes fonctions du pays. Toutes les parties du spectre politique doivent également montrer comment, en se comportant comme des acteurs responsables, elles peuvent conduire le pays vers une transition plus stable et pacifique visant à consolider sa gouvernance démocratique naissante. Bien que la Géorgie ait maintenu une trajectoire démocratique dans son processus de réforme interne, des domaines tels que la liberté des médias doivent encore être améliorés. Ces aspects sont particulièrement importants, car ils prépareront le terrain pour la transformation politique qui suivra et les États-Unis et l'Union européenne doivent redoubler d'efforts pour soutenir la Géorgie. Car malgré les nombreuses failles de sa stratégie, l'Occident reste le principal garant de la consolidation démocratique de la Géorgie et de sa sécurité.

Conclusion

À travers le conflit abkhaze, nous avons mis en lumière que ce conflit devait être appréhendé à plusieurs échelles, locale et nationale, régionale et internationale, tant les enjeux sont imbriqués et les acteurs directs et indirects multiples.

Au-delà du niveau local, ce conflit est porteur d'une opposition géopolitique portant sur la redéfinition de la place des puissances régionales et mondiales dans l'ancienne URSS.

Soutenue par les États-Unis et l'UE qui désirent étendre leur influence dans la région ou du moins y disposer d'un allié, la Géorgie a fait le choix de s'ancrer dans l'espace géopolitique occidental en usant d'une politique de patience, en multipliant les partenariats dans le but d'intégrer l'OTAN et l'UE et suivre ainsi la trajectoire postsoviétique des pays baltes. En effet, ce travail d'européanisation prend du temps, mais la Géorgie veut se tenir prête lorsque l'opportunité se présentera. La présidente géorgienne, Salomé Zourabishvili, n'a-t-elle pas déclaré que la Géorgie était *« prête à prendre la place*[183] *»* du Royaume-Uni après le Brexit.

La Russie de son côté conteste l'élargissement des organisations supra étatiques occidentales, a la volonté de conserver une position dominante dans son ancien empire et affirme sa position vis-à-vis de son « étranger proche » face aux velléités états-uniennes et européennes. La Russie combat la perspective qui conclurait la translation géopolitique géorgienne et qui permettrait aux puissances occidentales d'accroître leur présence à ses marges.

Nous avons compris que le conflit séparatiste abkhaze a été et demeure le principal levier d'influence de la politique du Kremlin pour peser sur les choix de la Géorgie et permet de mettre un frein aux perspectives d'intégration de Tbilissi au sein de l'OTAN et de l'UE. La politique menée par le Kremlin dans les régions séparatistes du Caucase se répète. L'adage *« les allumettes sont russes mais la poudre est locale »* définit parfaitement le jeu russe mis en place, ils maintiennent ensuite le statu quo de ces conflits dits gelés sans l'intention de les résoudre afin de défendre leurs intérêts.

---

[183] « La Géorgie "prête à prendre la place" du Royaume-Uni après le Brexit », *Le Point*, 28 août 2019.

La reconnaissance de l'indépendance des régions géorgiennes par la Russie annonce des recompositions territoriales qui posent la question du passage d'une indépendance face à une intégration de facto au sein de la Fédération de Russie, question qui reste ouverte.

La politique de normalisation d'Ivanichvili et les négociations du processus de paix ont duré plus de huit ans sans trouver de solution au cœur du problème. Elles ont cependant permis de maintenir un climat de discussion dans le but de stabiliser la région.

Si les processus diplomatiques n'ont pas donné lieu à la résolution du conflit, leur pérennisation a peut-être réussi à éviter un retour de la guerre.

La politique d'Ivanishvili a été de maintenir le dialogue avec la Russie et l'UE mais combien de temps pourra-t-il maintenir cet exercice d'équilibriste ? Pour certains politologues, tant que Vladimir Poutine sera au pouvoir, il sera impossible d'envisager des discussions. Pour d'autres, il est préférable de dire que l'on peut négocier avec la Russie et non pas discuter avec elle. Le choix de l'alliance avec l'OTAN et l'UE permet d'équilibrer le poids des intervenants lors des discussions du processus de Genève. Sans cela, la Géorgie ne peut pas faire jeu égal dans les pourparlers.

Ivanishvili démontre l'ambition occidentale de la Géorgie mais il sait aussi que l'Europe aujourd'hui n'est pas prête et ne démontre pas de politique claire vis-à-vis de l'élargissement de L'Europe. Ainsi, il ne prend aucun risque de se fâcher avec la Russie.

Certes, des projets de coopération existent entre l'UE et la Géorgie, et plus largement une coopération avec le Caucase. Mais il faudrait que l'UE précise sa politique. Il existe le « partenariat oriental », ce qui a donné lieu au régime libre de Visa. Mais d'un autre côté, la politique concernant l'adhésion de la Géorgie à l'UE est tronquée : certains pays veulent l'intégrer et d'autres jugent le partenariat oriental suffisant et déclinent l'intégration.

Concernant la politique de la Géorgie, il sera intéressant de suivre l'évolution des élections législatives d'octobre 2020 qui devraient, malgré des protestations, conforter le parti du rêve géorgien. Bidzina Ivanishvili mobilise les moyens nécessaires pour assurer leur succès, ce qui renforce l'importance de l'action coordonnée des partis d'opposition, pour « protéger chaque vote » et prévenir les fraudes éventuelles. *« L'opposition démocratique de la Géorgie convient que la gouvernance oligarchique*

d'Ivanishivili représente le défi le plus grave pour le pays et son développement démocratique[184] », et ajoute qu'une transition pacifique du pouvoir est la seule bonne voie vers l'édification d'une démocratie à l'occidentale.
Les parties de l'opposition ont convenu de mettre en place des mécanismes de coopération concrets pour atteindre ces objectifs et de travailler conjointement avec des observateurs internationaux pour assurer la légitimité des élections.

Dans l'avenir, la Géorgie ne devrait-elle pas se positionner comme puissance régionale sur de nouvelles routes entre l'Orient et l'Occident, liant l'Europe à l'Asie, par le truchement de la passerelle naturelle que constituent ses frontières ? Elle dessinerait ainsi le nouveau visage d'une Europe élargie qui se conjuguerait désormais dans une dimension géo-économique et géopolitique eurasienne ? Ou son avenir n'est-il pas, comme tout État postcolonial, de s'affranchir de la Russie tout en gardant des liens privilégiés, car qui d'autre se souciera de la Géorgie ? Il faut ausculter la politique de la Russie dans le Caucase pour mieux savoir où va la Russie.

184 « *Opposition Agree on "Defending Each Other's Votes" for October Elections* », Civil.ge, 24 août 2020.

Bibliographie

Ouvrages :

Régis Genté, *Voyage au pays des Abkhazes*, Éditions Cartouche/TMR 2012.

Régis Genté, *Poutine et le Caucase*, Libella, 2014.

Georges Charachidzé, *Face aux drapeaux*, Éditions du Seuil, 1989.

Alexander Mikaberidze, *Historical Dictionary of Georgia*, Toronto, Scarecrow Press, 2007.

Nodar Assatiani et Alexandre Bendianachvili, *Histoire de la Géorgie*, L'Harmattan, 1997.

Stanislav Lakoba, « History : 1917-1989 », dans G. Hewitt, *The Abkhazians*.

Svetlana Chervonnaya, *Conflict in the Caucasus : Georgia, Abkhazia and the Russian Shadow*, Glastonbury, Gothic Image, 1994.

Stanislav Lakoba et Joel T. Blauvelt, « Abkhazia : patronage and Power in the Stalin era », *Nationalities Paper*, vol. 35, nº 2, mai 2007.

Svante E. Cornell, *Small Nations and Great Powers: A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus,* Londres, Routledge, coll. Caucasus World, 2005.

Nadia Ghia, *Causes et visions du conflit en Abkhazie*, Institut d'études slaves, est-européennes et eurasiennes, UC Berkeley, 1997.

Bruno Coppieters, Anatoli Malashenko, et Michael Waller (éd.), *Conflicting Loyalties and the State in Post-Soviet Russia and Eurasia*, Londres, Frank Cass, 1998.

Olivier Roy, « Des ethnies aux nations en Asie centrale », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, nº 59-60, 1991.

Terry Martin et Ronald Suny (dir.), *A State of Nations, Empire and Nation-Making in the Age of Lenin and Stalin*, Oxford University Press, 2001.

Tom Trier, *Under the Siege, Inter-Ethnic Relations in Abkhazia*, Londres, C. Hurst & Co, 2010.

Ronald Suny, *The making of the Georgian Nation*, Londres, Tauris & Co Ltd, 1989.

Leonora A. Grenoble, *Language Policy in the Soviet Union*, Berlin, Kluwer Academic Publishers, 2003.

Silvia Serrano, *Géorgie - Sortie d'empire*, CNRS, 2007.

Ted Robert Gurr, « Peoples Against States: Ethnopolitical Conflict and the Changing Word System », *International Studies Quaterly*, nº 3, 1994.

Thomas de Waal, *The Caucasus, an introduction*, Oxford University Press, 2010.

Joseph S Nye, *Bound to Lead*, New York, Basic Books, 1990.

Anne de Tinguy, *Moscou et le monde - L'Ambition de la grandeur : une illusion ?*, Éditions Autrement, 2008.

David Lynch, *Russian Peacekeeping Strategies in the CIS. The Cases of Moldova, Georgia and Tajikistan*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 2000.

Jonathan Wheatley, *Georgia from National Awakening to Rose Revolution. Delayed Transition in the Former Soviet Union*, Aldershot, Ashgate, coll. Post-Soviet Politics, 2005.

Ronald. D. Asmus, *A little war that shook the world*, Basingtoke, Palgrave Macmillan,

2010,

Xavier Follebouckt, *Les Conflits gelés de l'espace postsoviétique, genèse et enjeux*, Presses universitaires de Louvain, 2012.

Teresa Whitfield, *Les Nations unies, les groupes d'amis et la résolution des conflits*, Washington D.C, United States Institute of Peace Press, 2007.

Céline Francis, *Résolution et statut des conflits : le cas de la Géorgie et de l'Abkhazie (1989-2008)*, Bruxelles, VUBPress, 2011.

Thomas Goltz, *Georgia diary : a chronicle of war and political chaos in the post-Soviet Caucasus*, New York, M.E. Sharpe, 2009.

Christopher Waters, « Rule of Law in the Secessionist States », dans Christopher Waters (éd.), *The State of Law in the South Caucasus*, Basingtoke, Palgrave Macmillan, 2005.

David Lynch, *Engager les États séparatistes d'Eurasie. Conflits non résolus et États de facto*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press, 2004.

Vladimir Gelman, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale* nº 34, 2007.

Articles :

Alexander John Motyl « Thinking theoretically about Soviet Nationalities, History and Comparison of the Study of the USSR », New York, Columbia University Press, 1992.

Pierre Binette, « Russie géopolitique d'un État en guerre », Institut d'études internationales de Montréal, numéro special de la revue diplomatie, sur la Russie; 2017.

Régis Genté, « Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud », IRSEM, 2020.

Katlijn Malfliet, « Peut-on parler de l'État de droit dans la Russie actuelle ? », dans Aude Merlin (dir.), *Où va la Russie ?*, Éditions de l'université de Bruxelles, 2007.

Elias Götz, « Putin, the State, and War : The Causes of Russia's Near Abroad Assertion Revisited », *International Studies Review*, nº 19, 2017.

Pierre Razoux, « La Géorgie au cœur du "grand jeu" », AFRI, 2005.

Tracey German, « Abkhazie et Ossétie du Sud : le choc des intérêts russes et géorgiens », coll. Russie.Nei.Visions, nº 11, IFRI, 2006.

« Russia vs Georgia : the fallout », *International Crisis Group, Europe Report*, nº 195, 22 août 2008.

Teresa Whitfield, « Commentary : From Geneva To Sotchi To Dead End in Abkhazia », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 1, nº 81, 8 septembre 2004.

« Russian Tactics Derail Geneva Talks on Abkhazia and South Ossetia », *Eurasia Daily Monitor*, vol. 5, nº 198, 16 octobre 2008.

Isabelle Lasserre, « Poutine reconnaît avoir planifié la guerre en Géorgie », *Le Figaro*, 10 août 2012.

Régis Gente, « Bidzina Ivanishvili, a man who plays according to Russian rules? », *Caucasus Survey*, vol. 1, nº 1, octobre 2013,

Julia Loffe, « Nobody's Bigger Than Bidzina », *Forbes*, 7 mars 2012.

Document officiel Initiative de paix « Un pas vers un avenir meilleur ». Facilitation du commerce entre les lignes de partage Tbilissi, 2018.

Elena Morenkova Perrier, « Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe », IRSEM, p. 13, 2014.

Michel Guénec, « La Russie face à l'extension de l'OTAN en Europe », *Hérodote*, nº 129, 2008.

Viatcheslav Nikonov, « Front istoritcheskikh optimistov » / « Le front des optimistes de l'histoire », *La Gazette Russe*, 14 juin 2013.

« La Géorgie doit revenir à l'agenda des discussions avec la Russie », *Les Échos*, 25 septembre 2019.

Patricia Lalonde, « Sécurité: Quelles perspectives nouvelles pour la Géorgie ? » *EUTalk*, 2020.

Davit Zalkaliani, « Georgian Foreign Policy in a New Era », résumé de la réunion du programme de Chatham House, Russie et Eurasie, 18 mars 2014.

Régis Genté, « Donbass : le Kremlin à la manœuvre », *Politique Internationale* nº 150, 2016.

Sites internet :

Tbilissi parle d'aide à l'Abkhazie, Tskhinvali au milieu d'une pandémie, Civil.ge, 21 août 2020.

« Mediations on Third Round of Geneva Talks », *Civil.ge*, 18 décembre 2008.

Opposition Agree on 'Defending Each Other's Votes' for October Elections 24/08/2020 Civil.ge

Nicolaï Tchetchelachvili, « La démocratisation de la Géorgie suite à la révolution des Roses : un échec pour les USA ? », creergeneva.org, 28 février 2018.

Black Hole on the Black Sea, Foreign Policy, 5 mai 2010 (http://www.foreignpolicy.com/).

Discours de Munich de Vladimir Poutine, (http://kremlin.ru/events/president/transcripts/24034).

« Tbilisi Responds to Putin on “Occupation of Abkhazia” and “Ossetians Genocide” », Civil.ge, 10 juillet 2019.

Sokhumi insiste sur le changement de format des pourparlers de Genève, Civil.ge, 21 novembre 2012.

47e cycle de discussions internationales de Genève, Civil.ge, 4 avril 2019.

« Les pourparlers de Genève reportés au milieu des craintes de coronavirus », Civil.ge, 16 mars 2020.

Les autorités de Sokhumi et Tskhinvali rejettent l’initiative de paix du gouvernement géorgien, Civil.ge, 6 avril 2018.

L’étape de paix de Tbilissi a-t-elle un avenir ?, Civil.ge, 6 avril 2018.

« Statement on the Situation in South Ossetia », Kremlin, 8 août 2008 (http://www.kremlin.ru).

Arnaud Leparmentier, « Comment la France a arraché l’amorce d’une négociation », *Le Monde*, 13 août 2008 (http://www.lemonde.fr).

« On the Reply of the President of Russia Vladimir Putin to the Messages of President of Abkhazia Sergey Bagapsh and President of South Ossetia Eduard Kokoity », Russian Ministry of Foreign Affairs, 3 avril 2008 (http://www.mid.ru/).

Rencontre des négociateurs géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 6 juin 2013.

Réunion de diplomates géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 16 avril 2014.

« Des efforts conjoints avec la Géorgie et d’autres ont aidé à prévenir les attaques contre les jeux de Sotchi », Civil.ge, 9 avril 2014.

Tbilissi met en garde contre la « politisation excessive » des Jeux olympiques de Sotchi, Civil.ge, 7 octobre 2013.

Après le traité abkhaze proposé par le Kremlin, un haut député géorgien conseille d'annuler le prochain cycle de négociations de Prague avec Moscou, Civil.ge, 15 octobre 2014.

Réunion de diplomates géorgiens et russes à Prague, Civil.ge, 16 avril 2014.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 20 octobre 2016.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 23 juin 2017.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, juin 2018.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontreront à Prague, Civil.ge, 27 novembre 2019.

Le gouvernement annonce une nouvelle initiative de paix pour les résidents d'Abkhazie et d'Ossétie, Civil.ge, 4 avril 2018.

« Union européenne : engagement en faveur de la résolution pacifique des conflits "aussi fort que jamais" », Civil.ge, 7 août 2018.

Les États-Unis se félicitent de l'initiative de paix du gouvernement, Civil.ge, 4 avril 2018.

Le Premier ministre Ivanishvili critique le Parti républicain, Civil.ge, 17 février 2015.

« CEC Announces Plebiscite Results », Civil.ge, 11 janvier 2008.

« In War Anniversary Speech Ivanishvili Reaches Out to Sokhumi, Tskhinvali », Civil.ge, 8 août, 2013.

« Putin Meddles in Abkhazia Presidential Race », Civil.ge, 31 août 2004.

Ivanishvili addresses the Nation, Civil.ge, 5 novembre 2018.

« Saakashvili: Wine Georgia's Passport in Civilized World », Civil.ge, 3 septembre 2011.

« Georgian Wine Exports Surge with Russia Major Market », Civil.ge, 5 août 2014.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 1er mars 2013.

Des diplomates géorgiens et russes se rencontrent à Prague, Civil.ge, 31 mai 2013.

Bidzina Ivanishvili résume les développements récents et définit les priorités, Civil.ge, 25 juillet 2018.

La Géorgie « prête à prendre la place » du Royaume-Uni après le Brexit, *Le Point*, 28 août 2019.

« La Russie s'engage à renforcer son "assistance" financière à l'Abkhazie, Tskhinvali », Civil.ge, 28 août 2019.

<u>Annexe n°1 :</u> Carte de la Géorgie et du Caucase, réalisée par mes soins avec le logiciel INKSKAPE

Annexe 2 : Carte du territoire abkhaze avec ses grandes villes, réalisée par mes soins avec le logiciel INKSKAPE

Annexe 3 : Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan

L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, ouvert en 2005, transporte sur 1 776 km le pétrole brut du champ pétrolifère d'Azeri-Chirag-Guneshli sur la mer Caspienne jusqu'à la mer Méditerranée. Sa longueur totale est de 440 km en Azerbaïdjan, de 260 km en Géorgie et enfin de 1 076 kilomètres en Turquie. Le liseret rouge représente l'oléoduc

Figure 1 : Réfugiés géorgiens d'Abkhazie à la suite du conflit de 2008. Relogé de manière très précaire en périphérie de Tbilissi. Photo réalisée par mes soins en juillet.

Figure 2 : Réfugiés géorgiens d'Abkhazie à la suite du conflit de 2008. Relogé de manière très précaire en périphérie de Tbilissi. Photo réalisée par mes soins en juillet.

Figure 3 : Réfugiés géorgiens d'Abkhazie à la suite du conflit de 2008. Relogé de manière très précaire en périphérie de Tbilissi. Photo réalisée par mes soins en juillet.

Figure 4 : Géorgien qui a fuit l'Abkhazie à la suite du conflit armé de 2008, relogé dans ces nouveaux quartiers en périphérie de Tbilissi. Photo réalisée par mes soins en juillet.

Liste des entretiens réalisés en anglais

Premier entretien : Kornely Kakachia est professeur de science politique à l'Université d'État Ivane Javakhishvili de Tbilissi, Géorgie, et directeur du groupe de réflexion Georgian Institute of Politics basé à Tbilissi. Interview réalisée à Tbilissi.

Deuxième entretien : Sergi Kapanadze est un député du Parlement géorgien. Il était vice-ministre des Affaires étrangères de Géorgie. Il a été doyen de la School of Governance de l'Université du Caucase et directeur d'un groupe de réflexion multi-profils GRASS (Georgia's Reforms Associates). Il est un membre éminent du parti d'opposition Movement for Liberty European Georgia. Interview réalisée à Tbilissi.

Troisième entretien : Tornike Sharashenidze, assistant en politique étrangère du Premier ministre Chancellerie du gouvernement de Géorgie 2005. Interview réalisée à Tbilissi.

---

[i] Régis Genté, *Les leviers de l'influence russe dans le Caucase du Sud*, IRSEM, 2020. Ils se souviennent aussi que leur région est perçue comme éminemment stratégique par la Russie depuis deux siècles, la conquête

de l'isthm !e ponto-caspien à partir de la n du XVII siècle constituant un moment fondateur de la

définition de son aire géopolitique. Après la chute de l'URSS, Moscou a considéré l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie comme son « étranger proche » et revendiqué un « droit de regard » sur les décisions prises par ces républiques devenues indépendante